

**CHARTÉ
DE LA
LANGUE FRANÇAISE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1994-1995**

**ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE
DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**
96 AVR - 7 14:53 96 AVR - 7 14:53

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1994-1995

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
SECTION 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	
1. L'application de la Charte de la langue française.....	1
1.1 Les organismes de la charte de la langue française.....	1
1.2 L'organisation administrative.....	3
1.2.1 Organisation et effectifs.....	3
1.2.2 Structure budgétaire.....	3
1.3 Les crédits consacrés à l'application de la Charte de la langue française.....	4
1.3.1 Crédits 1994-1995.....	4
1.3.2 Mesures d'économies budgétaires.....	4
1.3.3 Crédits nouveaux.....	4
1.3.4 Bilan net des crédits 1994-1995.....	5
1.4 L'évolution sur plusieurs années des dépenses pour l'application de la Charte.....	5
ANNEXE A - Effectifs.....	6
ANNEXE B - Organigramme pour l'application de la Charte de la langue française.....	7
ANNEXE C - Variation du budget 1994-1995 versus 1993-1994..	8
ANNEXE D - Comparaison des crédits 1994-1995 versus les dépenses probables 1993-1994.....	9
ANNEXE E - Évolution des dépenses pour l'application de la Charte de la langue française.....	10
ANNEXE F - Extraits du livre des crédits 1994-1995 et des renseignements supplémentaires.....	11

SECTION II - PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2.1	Élément 01 - «Office de la langue française»	
2.1.1	Rôle et organisation.....	12
2.1.2	Les crédits 1993-1994 et 1994-1995.....	16
2.1.3	Les effectifs.....	18
2.1.4	Réalisations majeures 1993-1994.....	19
2.1.5	Projets à venir 1994-1995.....	23
2.2	Élément 02 - «Conseil de la langue française»	
2.2.1	Rôle et organisation.....	28
2.2.2	Les crédits 1993-1994 et 1994-1995.....	30
2.2.3	Les effectifs.....	32
2.2.4	Réalisations majeures 1993-1994.....	33
2.2.5	Projets à venir 1994-1995.....	36
2.3	Élément 03 - «Commission de toponymie»	
2.3.1	Rôle et organisation.....	39
2.3.2	Les crédits 1993-1994 et 1994-1995.....	42
2.3.3	Les effectifs.....	44
2.3.4	Réalisations majeures 1993-1994.....	45
2.3.5	Projets à venir 1994-1995.....	47
2.4	Élément 04 - «Réserve promotion de la langue française»	
2.4.1	Raison d'être.....	51
2.4.2	Les crédits 1993-1994 et 1994-1995.....	52
2.4.3	Réalisations majeures 1993-1994.....	54
2.4.4	Projets à venir 1994-1995.....	55
2.5	Élément 05 - «Coordination des organismes de la Charte»	
2.5.1	Rôle et organisation.....	56
2.5.2	Les crédits 1993-1994 et 1994-1995.....	57
2.5.3	Les effectifs.....	59
2.5.4	Réalisations majeures 1993-1994.....	60
2.5.5	Projets à venir 1994-1995.....	62

SECTION I

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1. Application de la Charte de la langue française**
 - 1.1 Les organismes de la Charte de la langue française**
 - 1.2 L'organisation administrative**
 - 1.3 Les crédits consacrés à l'application de la Charte de la langue française**
 - 1.4 L'évolution sur plusieurs années des dépenses pour l'application de la Charte**

ANNEXES

1. L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

1.1 Les organismes de la Charte de la langue française

Lors de son adoption en 1977, la Charte de la langue française créait des organismes chargés de son application. Ces organismes étaient:

- l'Office de la langue française
- la Commission de protection de la langue française
- le Conseil de la langue française
- la Commission d'appel de francisation des entreprises
- la Commission de toponymie.

La Charte créait également la Commission d'appel sur la langue d'enseignement qui relève de la responsabilité du ministre de l'Éducation.

Le 30 mars 1988, le gouvernement nommait un ministre dont la responsabilité exclusive est de veiller à l'application de la Charte de la langue française et de coordonner l'action des organismes de la Charte.

Au cours de l'année 1988, le Secrétariat à la politique linguistique a été mis sur pied pour supporter le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française dans la coordination des organismes de la Charte et du dossier linguistique. Le Secrétariat fait partie du programme «Charte de la langue française» sous le vocable «Coordination des organismes de la Charte».

Afin de permettre aux organismes de la Charte de la langue française et aux ministères davantage engagés dans la promotion de la langue française de mettre en oeuvre une série de mesures pertinentes, une «réserve pour la promotion de la langue française» s'est ajoutée en 1989-1990 au programme - «Charte de la langue française». Celle-ci vise la mise en place de mesures spécifiques à la valorisation du français dans le cadre de l'action gouvernementale. Cette réserve regroupe les différents crédits que le gouvernement entend mettre à la disposition des organismes et des ministères qui ont à collaborer plus particulièrement à l'application de la Charte de la langue française dans leurs domaines respectifs d'activités.

En matière de promotion de la langue française, on doit également prendre en considération des sommes qui ont été intégrées dans les crédits 1990-1991 des ministères de l'Éducation (MEQ) et de l'Enseignement supérieur et de la Science (MESS).

La Loi 86 qui est entrée en vigueur le 22 décembre 1993 abolissait par les articles 53 et 54 deux des organismes de la Charte de la langue française: la Commission d'appel de francisation des entreprises et la Commission de protection de la langue française. Également, cette même Loi est venue modifier le mandat de l'Office de la langue française.

Chacun de ces trois organismes a un rôle bien précis à jouer dans l'application de la Charte de la langue sous la responsabilité du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

Selon l'article 100 de la Charte de la langue française, «Un Office de la langue française est institué pour définir et conduire la politique québécoise en matière de recherche linguistique et de terminologie et pour veiller à ce que le français devienne, le plus tôt possible, la langue des communications, du travail, du commerce et des affaires dans l'Administration et les entreprises. Il traite également des questions se rapportant au défaut du respect de la présente loi et des règlements adoptés conformément à celle-ci».

Le mandat du Conseil de la langue française est décrit à l'article 186 : «Un Conseil de la langue française est institué pour conseiller le ministre sur la politique québécoise de la langue française et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente loi».

Depuis sa création en 1912, la Commission de toponymie poursuit sensiblement le même mandat. L'article 124 stipule que «la Commission a compétence pour proposer au gouvernement les critères de choix et les règles d'écriture de tous les noms de lieux et pour attribuer en dernier ressort des noms aux lieux qui n'en ont pas encore aussi bien que pour approuver tout changement de nom de lieux».

Les rôles joués par chacun des organismes de la Charte et le Secrétariat à la politique linguistique sont précisés dans la présentation des éléments du programme 01 «Charte de la langue française» qui les concernent spécifiquement.

1.2 L'organisation administrative

1.2.1 Organisation et effectifs

Pour voir à l'application de la Charte de la langue française en 1994-1995, les organismes de la Charte et le Secrétariat à la politique linguistique comptent 356 postes autorisés ou ETC (équivalents temps complet) dont 344 postes réguliers. Le tableau présenté en annexe "A" ventile ces postes selon les différents organismes et/ou éléments du programme 01 - «Charte de la langue française».

L'organigramme présenté en annexe "B" donne une vue d'ensemble des intervenants directement impliqués dans l'application de la Charte de la langue française.

1.2.2 Structure budgétaire

Depuis l'année financière 1989-1990, les organismes de la Charte de la langue française font partie du programme 01 identifié «Charte de la langue française». Avec l'entrée en vigueur de la Loi 86 ce programme est constitué de cinq (5) éléments en 1994-1995:

- . élément 01 - Office de la langue française
- . élément 02 - Conseil de la langue française
- . élément 03 - Commission de toponymie
- . élément 04 - Réserve pour la promotion de la langue française
- . élément 05 - Coordination des organismes de la Charte.

1.3 Les crédits consacrés à l'application de la Charte de la langue française

1.3.1 Crédits 1994-1995

Les crédits consacrés à l'application de la Charte de la langue française totaliseront 24 045,9 \$ en 1994-1995, soit une baisse de 3 408,7 \$ par rapport aux crédits 1993-1994, ce qui représente une diminution de 12,4%, (voir annexe "C" - Variation du budget 1994-1995 versus 1993-1994). Comparativement aux dépenses probables 1993-1994, la diminution est de 1 670,1 \$ ce qui représente une variation de (6,5 %) (voir annexe "D" - Comparaison des crédits 1994-1995 versus les dépenses probables 1993-1994).

1.3.2 Mesures d'économies budgétaires

Les organismes responsables de l'application de la Charte de la langue française ont été touchés pour un montant de 4 169,1 \$ par les mesures d'économies budgétaires décrétées par le Conseil du trésor pour les ministères et organismes du gouvernement :

- . compression d'effectifs et (926,1 \$)
réduction de la masse salariale
- . réduction des dépenses de (1 164,4 \$)
fonctionnement
- . abolition de la CPLF et (2 078,6 \$)
de la Commission d'appel de
francisation des entreprises.

1.3.3 Crédits nouveaux

Les crédits nouveaux ajoutés par le Conseil du trésor pour l'année financière 1994-1995 totalisent 760,4\$:

- . indexation SIQ 357,7 \$
- . indexation des dépenses de 187,7 \$
fonctionnement
- . mise en place de l'équipe de 215,0 \$
vérification (OLF)

1.3.4 Bilan net des crédits 1994-1995

En tenant compte des mesures d'économies budgétaires et des crédits additionnels obtenus, les crédits du programme 01 - Charte de la langue française ont diminué de 3 408,7 \$ par rapport aux crédits 1993-1994 et de 1 670,1 \$ par rapport aux dépenses probables de 1993-1994.

1.4 L'évolution sur plusieurs années des dépenses pour l'application de la Charte

Les crédits consacrés aux organismes de la Charte de la langue française au cours des dernières années ont généralement suivi l'évolution des dépenses gouvernementales tel que montré à l'annexe "E" - Évolution des dépenses pour l'application de la Charte de la langue française.

Rappelons que l'année financière 1989-1990 a représenté une augmentation marquée évaluée à 51,60 % par rapport aux dépenses probables 1988-1989.

L'année financière 1994-1995 est l'objet d'une baisse particulière dans les crédits pour l'application de la Charte de la langue française. Celle-ci est reliée à l'adoption de la Loi 86 qui a impliqué l'abolition de la Commission de protection de la langue française et de la Commission d'appel de francisation des entreprises.

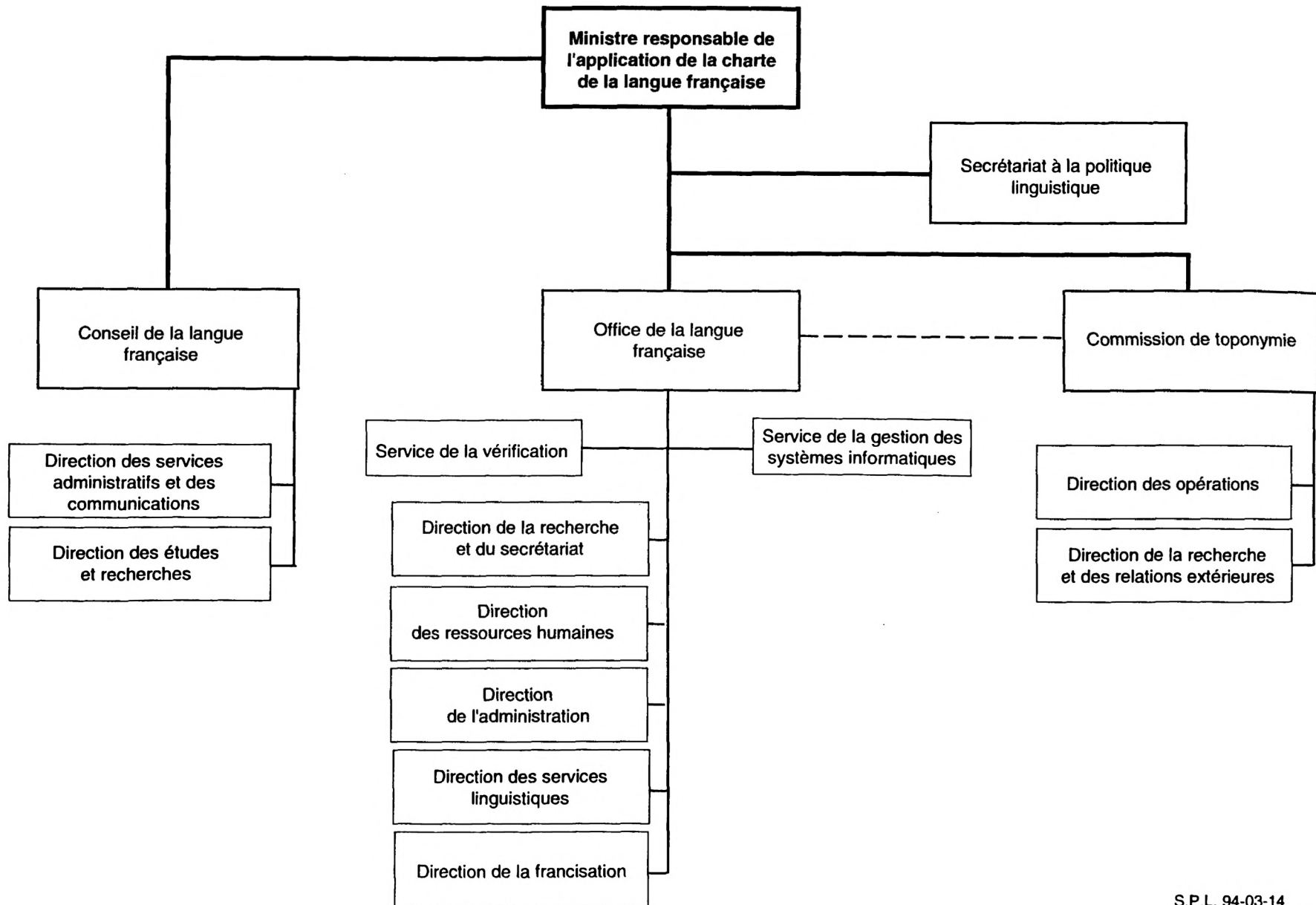
DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

EFFECTIFS

Programme 01 - Charte de la langue française

<u>Éléments</u>	<u>Effectifs 1993-1994</u>		<u>Effectifs 1994-1995</u>	
	<u>Rég.</u>	<u>ETC. autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC. autorisés</u>
01 - Office de la langue française	296	299	287	288
- Commission de protection de la langue française	38	38	Organisme aboli	
02 - Conseil de la langue française	30	32	29	31
- Commission d'appel de francisation des entreprises	Ne s'applique pas			
03 - Commission de toponymie	28	28	26	26
04 - Promotion de la langue française	Ne s'applique pas			
05 - Coordination des organismes de la Charte	7	10	8	11
TOTAL	399	407	350	356

ANNEXE B. Organigramme pour l'application de la charte de la langue française.



DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

VARIATION DU BUDGET 1994-1995 VERSUS 1993-1994

Programme 01 - Charte de la langue française

' 000 \$

<u>Éléments</u>	<u>Crédits</u> <u>1993-1994 (1)</u>	<u>Crédits</u> <u>1994-1995 (1)</u>	<u>Variation</u>	
	\$	\$	\$	△ %
01 - Office de la langue française	18 984,1	17 988,4	(995,7)	(5.2)
- Commission de protection de la langue française	2 147,4	0,0	(2 147,4)	(100)
02 - Conseil de la langue française	2 459,4	2 390,2	(69,2)	(2.8)
- Commission d'appel de francisation des entreprises	8,4	0,0	(8,4)	(100)
03 - Commission de toponymie	1 691,8	1 639,3	(52,5)	(3.1)
04 - Promotion de la langue	965,0	830,5	(134,5)	(13,9)
05 - Coordination des organismes de la Charte	1 198,5	1 197,5	(1,0)	(0.1)
 TOTAL - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE	 27 454,6	 24 045,9	 (3 408,7)	 (12.4)

(1) Incluant prêts et avances

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

COMPARAISON DES CRÉDITS 1994-1995
VERSUS LES DÉPENSES PROBABLES 1993-1994

Programme 01 - Charte de la langue française

' 000 \$

<u>Éléments</u>	<u>Dépenses probables 1993-1994</u>	<u>Crédits 1994-1995 (1)</u> \$	<u>Variation</u>	
			\$	△ %
01 - Office de la langue française	18 830,1	17 988,4	(841,7)	(4.5)
- Commission de protection de la langue française	1 801,5	0	----	---
02 - Conseil de la langue française	2 332,8	2 390,2	57,4	2.5
- Commission d'appel de francisation des entreprises	0	0	----	---
03 - Commission de toponymie	1 616,6	1 639,3	22,7	1.4
04 - Promotion de la langue française	129,0(2)	830,5	----	---
05 - Coordination des organismes de la Charte	1 006,0	1 197,5	191,5	1.9
TOTAL - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE	25 716,0(3)	24 045,9	(1 670,1)	(6.5)

(1) Incluant prêts et avances

(2) Excluant les crédits identifiés pour être périmés et les crédits déjà transférés à différents ministères et organismes, au moment de la préparation du livre des crédits 1994-1995

(3) Dépenses probables 1993-1994 telles qu'inscrites par le Conseil du trésor au «Budget 1994-1995 - Renseignements supplémentaires».

ÉVOLUTION DES DÉPENSES POUR L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

'000 \$

ORGANISMES	CRÉDITS 1994-1995 (3)	DÉPENSES PROBABLES 1993-1994 (2)	DÉPENSES 1992-1993	DÉPENSES 1991-1992	DÉPENSES 1990-1991	DÉPENSES 1989-1990	DÉPENSES 1988-1989
Office de la langue française	17 988,4	18 830,1	19 575,8	19 171,6	19 307,9	17 245,0	16 139,0
Commission de protection de la langue française	0,0	1 801,5	2 099,9	2 191,5	2 105,2	1 869,0	1 735,0
Conseil de la langue française	2 390,2	2 332,8	2 538,8	2 357,9	2 635,7	2 308,0	2 264,0
Commission d'appel de francisation des entreprises	0,0	0,0	0,0	3,0	8,5	3,0	3,0
Commission de toponymie	1 639,3	1 616,6	1 883,2	1 746,0	1 770,2	1 530,0	1 436,0
Promotion de la langue française	830,5	129,0	150,0	--- (1)	--- (1)	517,0	---
Coordination des organismes	1 197,5	1 006,0	950,3	1 358,3	1 745,0	1 464,0	1 301,0
TOTAL	24 045,9	25 716,0	27 198,0	26 828,3	27 572,5	24 936,0	22 878,0
		(6,5 %)					
		(11,6 %)					
		(10,4 %)					
		(12,7 %)					
		(3,5 %)					
		5,1 %					

- (1) Les crédits votés pour 1990-1991 et 1991-1992 pour la promotion de la langue ont été transférés ou périmés; c'est pourquoi aucune dépense n'est considérée dans le calcul du Conseil du trésor.
- (2) Dépenses probables 1993-1994 telles qu'inscrites par le Conseil du trésor au "Budget 1994-1995 - Renseignements supplémentaires".
- (3) Les crédits 1994-1995 tiennent compte de l'abolition de la CPLF et de la Commission d'appel de francisation des entreprises suite à l'adoption de la Loi 86.

Organismes relevant du ministre responsable de
l'application de la Charte de la langue française

11

Programme	1994-1995	1993-1994
	\$	\$
Secteur: Culture et langue française		
1. Charte de la langue française	24 045 900	27 454 600
Crédits à voter	24 045 900	27 454 600
Effectif total	356	405

Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Programme 1 Charte de la langue française

Éléments	1994-1995	1993-1994
1.	\$	\$
Office de la langue française	17 988 400	18 984 100
2.		
Conseil de la langue française	2 390 200	2 459 400
3.		
Commission de toponymie	1 639 300	1 691 800
4.		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française*	830 500	965 000
5.		
Coordination des organismes de la Charte	1 197 500	1 198 500
6.		
Commission de protection de la langue française	-	2 147 400
7.		
Commission d'appel de francisation des entreprises	-	8 400
Crédits à voter	24 045 900	27 454 600

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités; il vise également à assurer la coordination et le développement de politiques et d'activités gouvernementales en matière linguistique.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation des crédits

Supercatégories et catégories	1	2	Éléments 3	4	5	1994-1995	1993-1994
Fonctionnement - Personnel			(000 \$)				
1. Traitements	12 222,1	1 260,5	1 230,7	-	598,3	15 311,6	17 684,8
2. Autres rémunérations	70,0	89,1	-	-	103,7	262,8	400,3
	12 292,1	1 349,6	1 230,7	-	702,0	15 574,4	18 085,1
Fonctionnement - Autres dépenses							
3. Communications	1 437,9	170,0	86,7	-	105,1	1 799,7	1 915,7
4. Services	524,2	338,6	88,3	-	136,4	1 087,5	1 509,4
5. Entretien	129,0	10,0	3,0	-	12,0	154,0	163,0
6. Loyers	3 050,6	390,8	202,8	-	103,0	3 747,2	3 644,6
7. Fournitures	164,6	60,0	24,8	-	13,9	263,3	333,3
8. Équipement	20,0	10,0	2,0	-	15,1	47,1	99,6
11. Autres dépenses	23,4	1,0	-	830,5	1,4	856,3	999,8
	5 349,7	980,4	407,6	830,5	386,9	7 955,1	8 665,4
Capital - Autres dépenses							
8. Équipement	73,2	20,4	1,0	-	11,2	105,8	294,8
Transfert							
10. Transfert	267,4	38,8	-	-	94,4	400,6	399,3
Prêts, Placements et Avances							
13. Prêts, Placements et Avances	6,0	1,0	-	-	3,0	10,0	10,0
	17 988,4	2 390,2	1 639,3	830,5	1 197,5	24 045,9	27 454,6
Effectif total	288	31	26	-	11	356	405

**Organismes relevant du ministre responsable de
l'application de la Charte de la langue française**

Sommaire des crédits de transfert

	1994-1995	1993-1994
Organismes sans but lucratif	(000 \$)	
Soutien financier de l'État pour un accroissement de la participation des travailleurs et travailleuses au processus de francisation	250,0	250,0
Autres crédits de transfert	150,6	149,3
Total	400,6	399,3

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PROGRAMMES (000 \$)	1994-1995	Variation de crédits	1993-1994		1992-1993
	Crédits		Crédits	Dépenses probables	Dépenses
1. Charte de la langue française*	24 035,9	(3 408,7)	27 444,6	25 716,0	-
Total excluant prêts, placements et avances	24 035,9	(3 408,7)	27 444,6	25 716,0	-
Prêts, placements et avances	10,0	-	10,0	-	-
Total incluant prêts, placements et avances	24 045,9	(3 408,7)	27 454,6	25 716,0	-

* Ce programme contient une provision qui permet des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1993-1994 excluent des virements de 115 000 \$ à d'autres programmes de l'un ou l'autre des ministères ou organismes.

Ce programme comprend les budgets des organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, soit l'Office de la langue française, le Conseil de la langue française, la Commission de toponymie et le Secrétariat à la politique linguistique ainsi qu'une provision de 0,8 M\$ pour la promotion de la langue française.

Les crédits 1994-1995 de ces organismes s'élèvent à 24,0 M\$, ce qui représente une diminution de 3,4 M\$ par rapport aux crédits 1993-1994 provenant de mesures de réduction des dépenses pour 4,0 M\$. Les principales variations de crédits comprennent :

	M\$
• abolition de la Commission de protection de la langue française et prise en charge du mandat de vérification par l'Office de la langue française et abolition de la Commission d'appel de francisation des entreprises	(1,9)
• réduction des effectifs	(0,9)
• retrait de l'indexation des autres dépenses et compression	(1,2)
• indexation des autres dépenses et des loyers	0,6

SECTION II

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2.1 Éléments 01 - Office de la langue française

2.1.1 Rôle et organisation

2.1.2 Les crédits 1993-1994 et 1994-1995

2.1.3 Les effectifs

2.1.4 Réalisations majeures 1993-1994

2.1.5 Projets à venir 1994-1995

PROGRAMME 01 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
Élément 01 - Office de la langue française

2.1.1 RÔLE ET ORGANISATION

RÔLE

L'Office étant un organisme gouvernemental, sa mission est d'abord tracée par la législation qui l'institue et les règlements qui en guident l'application.

L'article 100 de la Charte de la langue française amendée par la loi 86 détermine le triple mandat de l'Office. En vertu de cet article, l'Office est responsable de la généralisation de l'utilisation du français, de la définition et de la conduite de la politique québécoise en matière de recherche linguistique et de terminologie, et du contrôle des dispositions de la Charte (les questions relatives au défaut du respect de la loi).

La généralisation de l'utilisation du français

«Veiller à ce que le français devienne, le plus tôt possible, la langue des communications, du travail, du commerce et des affaires dans l'Administration et les entreprises.»

La recherche linguistique et la terminologie

«Définir et conduire la politique québécoise en matière de recherche linguistique et de terminologie.»

Le second volet du mandat doit s'interpréter à la lumière du Préambule de la Charte de la langue française qui rappelle la volonté du Québec de faire du français «la langue de l'État et de la Loi, aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires». La définition et la conduite de la politique québécoise en matière de recherche linguistique et de terminologie doivent viser cet objectif fondamental.

Alors que la plupart des dispositions relatives à la langue de l'enseignement relèvent du ministre de l'Éducation, c'est à l'Office de la langue française qu'il revient de s'assurer de la généralisation de l'utilisation du français dans les milieux de travail.

Le contrôle des dispositions de la Charte

«Il traite également des questions se rapportant au défaut de respect de la présente loi et des règlements adoptés conformément à celle-ci.»

ORGANISATION

L'Office de la langue française est constitué d'une entité collégiale formée de cinq membres dont le président de l'organisme et d'un corps administratif composé de cinq directions et de deux services. L'organigramme apparaît en annexe ainsi que la liste des membres du Conseil de l'Office.

Les membres du Conseil de l'Office assument la responsabilité de l'ensemble des activités officielles concernant la francisation et ils assument également la tâche quasi judiciaire reliée à l'application de l'article 46. De plus, les membres ont la responsabilité d'approuver les orientations de l'organisme et les plans d'action.

Les programmes majeurs administrés par chaque direction sont les suivants:

Direction de la francisation

- Implantation du français dans les entreprises qui emploient 50 personnes et plus et dans les organismes de l'Administration selon une méthode d'intervention qui permet de prendre en compte l'ensemble de tous les éléments qui influent sur la situation linguistique des différents milieux de travail (intervention sectorielle).
- Permanence de la francisation dans les entreprises qui détiennent déjà leur certificat de francisation et dans les organismes de l'Administration qui possèdent leur certificat de conformité aux exigences de la Charte de la langue française.
- Promotion du français dans les entreprises qui emploient moins de 50 personnes dans les secteurs d'intervention sectorielle.
- Renseignements sur la Charte et diffusion d'information linguistique et terminologique.
- Promotion de la francisation de l'informatique et aide technique aux entreprises ainsi qu'aux organismes de l'Administration.
- Gestion de l'application de la Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information auprès des ministères et des organismes gouvernementaux.
- Promotion du français dans l'Administration publique et auprès des ordres professionnels par la tenue de séances d'information et de sensibilisation.
- Assistance terminologique et linguistique aux entreprises et aux organismes de l'Administration par la diffusion de services et d'outils terminologiques adaptés à leurs besoins.

- Gestion du Programme de soutien de l'État pour un accroissement de la participation des travailleurs et des travailleuses à la francisation de leur milieu de travail.
- Administration des examens de français aux candidats et candidates aux ordres professionnels.
- Coordination des interventions dans les industries de la langue.
- Traitement des plaintes en collaboration avec le Service de la vérification.

Direction des services linguistiques

- Assistance linguistique et terminologique accordée au monde du travail en vue de soutenir l'implantation du français.
- Diffusion linguistique et terminologique.
- Production d'ouvrages linguistiques et terminologiques et d'outils d'implantation terminologique.
- Gestion de la Banque de terminologie du Québec (BTQ).
- Refonte des systèmes informatisés de production et de diffusion de la BTQ.
- Promotion du français dans l'Administration publique.
- Coordination des activités de coopération internationale.

Direction de la recherche et du secrétariat

- Recherches sur l'implantation du français dans les milieux de travail, les facteurs d'influence et les modes d'intervention.
- Réalisation d'études en relation avec la qualité des services au public et évaluation des programmes, produits et services de l'Office.
- Gestion du programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises.
- Soutien administratif, technique et juridique aux membres du Conseil de l'Office et conseil juridique aux directions de l'Office ainsi qu'à la Commission de toponymie.
- Gestion des bibliothèques.

Direction des ressources humaines

- Gestion et développement des ressources humaines.

Direction de l'administration

- Planification et gestion des ressources matérielles et financières.
- Conseil et réalisation des activités de communication interne et externe.
- Information sur la Charte et les règlements, de même que sur le mandat, les programmes, les produits et les services de l'organisme auprès des divers publics cibles et de la population en général.
- Relations de presse, relations publiques et publicité.
- Édition et promotion des publications de l'Office de la langue française.

Service de la gestion des systèmes informatiques

- Planification et gestion des ressources reliées aux technologies de l'information.

Service de la vérification

- Gestion du traitement des plaintes formulées par le public de façon à favoriser le respect des dispositions de la Charte de la langue française et des règlements qui en découlent, en coordination avec les autres programmes d'intervention de l'Office.
- Gestion du traitement des plaintes du public concernant les produits et les services de l'Office, de façon à mieux les adapter aux véritables besoins des usagers externes.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.1.2 LES CRÉDITS 1993-1994 ET 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 01- Office de la langue française

' 000 \$

<u>SUPER-CATÉGORIES/ Catégories</u>	<u>Crédits 1993-1994</u>	<u>Crédits 1994-1995</u>	<u>Variation</u>	
	\$	\$	\$	Δ %
<u>Fonctionnement - Personnel</u>				
Cadres et assimilés	1 422,9	1 282,9	(140,0)	(9,8)
Autres personnels	11 300,3	10 861,5	(438,8)	(3,9)
Occasionnels - autres personnels	133,8	70,0	(63,8)	(47,7)
Contribution de l'employeur	<u>77,7</u>	<u>77,7</u>		
Sous-total	12 934,7	12 292,1	(642,6)	(5,0)
<u>Fonctionnement - Autres dépenses</u>				
Communications	1 464,5	1 437,9		
Services	880,6	524,2		
Entretien	129,0	129,0		
Loyers de la SIQ	2 696,2	3 005,2		
Autres loyers	45,4	45,4		
Fournitures	222,5	164,6		
Équipement	65,0	20,0		
Autres dépenses	<u>23,4</u>	<u>23,4</u>		
Sous-total	5 526,6	5 349,7	(176,9)	(3,2)
<u>Capital - Autres dépenses</u>				
Équipement	248,0	73,2	(174,8)	(70,5)
<u>Transfert</u>	268,8	267,4	(1,4)	(0,5)
<u>Prêts, placements et avances</u>	6,0	6,0	--	--
TOTAL	18 984,1	17 988,4	(995,7)	(5,2)

EXPLICATION DES VARIATIONS (Voir page suivante)

EXPLICATION DES VARIATIONS

Fonctionnement - Personnel Diminution de 5 % reliée à la compression des effectifs.

Fonctionnement - Autres dépenses Diminution de 3,2 % reliée à la compression des dépenses de fonctionnement effectuée par le Conseil du trésor.

Capital - Autres dépenses Diminution de 70,5 % reliée à la compression des dépenses de fonctionnement effectuée par le Conseil du trésor et à une réduction du parc informatique et bureautique.

NOTE : Une somme de 538 830 \$ provenant de plusieurs éléments a été transférée au budget de l'Office dont 499,5 de l'élément 06 :

Programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises 400,0

Administration du Programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises 15,0

Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information 84,5

Formation linguistique aux immigrants 25,0

Financement SAGIP 1,6

Traitement du personnel du Service de la vérification 12,7

538,8



DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.1.3 EFFECTIFS

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 01 - Office de la langue française

	<u>Effectifs 1993-1994</u>		<u>Effectifs 1994-1995</u>	
<u>Répartition par direction</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>
Bureau du président	3	3	3	3
Francisation	110	111	105	105,5
Services linguistiques	92	93	88	88,5
Administration	34	34	32	32
Gestion des systèmes informatiques	24	24	24	24
Recherche et secrétariat	23	23	22	22
Ressources humaines	10	11	10	10
Vérification			3	3
	—	—	—	—
TOTAL :	296	299	287	288 (*)

	<u>ETC Rég. autorisés</u>		<u>ETC Rég. autorisés</u>	
<u>Répartition par catégorie d'emploi</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>
Hors cadre	1	1	1	1
Cadres	16	16	15	15
Professionnels	166	166,5	161	161
Techniciens	50	50	49	49
Personnel de bureau	63	65,5	61	62
	—	—	—	—
TOTAL :	296	299	287	288 (*)

(*) Après suppression de 14 ETC dont 7 ETC reportés de 1993-1994 et ajout de 3 ETC au Service de la vérification.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.1.4

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 01- Office de la langue française

2.1.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994

En matière d'implantation du français dans les entreprises et dans les organismes de l'Administration :

- remise de 207 certificats de francisation et de conformité dont :
 - 67 certificats de francisation à des grandes entreprises;
 - 110 certificats de francisation à des petites et moyennes entreprises;
 - 30 certificats de conformité à des organismes de l'Administration;
- reprises de contact avec plus de 518 entreprises certifiées afin d'assurer l'utilisation réelle et durable du français, notamment dans des champs d'activité où la problématique de la francisation présente un degré de difficulté plus élevé (technologies de l'information, produits électriques et électroniques, aéronautique, produits chimiques et matière plastique, transport);
- rencontres dans 503 entreprises employant de 10 à 49 personnes, afin de promouvoir le français et d'en assurer l'utilisation comme langue normale et habituelle du travail, du commerce et des affaires;
- organisation de 8 séances d'information et d'animation à l'intention des présidents et des membres de comités de francisation afin de revaloriser le rôle du comité de francisation et de l'associer davantage à la démarche de francisation des grandes entreprises;
- rencontres de sensibilisation et de concertation avec des associations sectorielles, patronales et syndicales afin de développer des stratégies d'intervention susceptibles d'influencer l'avancement de l'implantation du français dans les milieux de travail et les milieux de l'enseignement et de la formation professionnelle (notamment pour les domaines de l'automobile, des produits électriques et électroniques, du transport routier, des télécommunications, de l'imprimerie et de l'édition);
- diffusion dans les milieux de travail et de la formation de 18 nouveaux jeux d'implantation terminologique (affiche, fiche contextuelle et microlexique), notamment dans les domaines rattachés aux champs d'intervention prioritaires;
- gestion du suivi de l'application de la Politique gouvernementale de l'utilisation du français dans les technologies de l'information (élaboration et diffusion d'un guide méthodologique du Plan de francisation, rencontres d'information, aide et conseil dans l'élaboration et l'application des plans dans les ministères et autres organismes de l'Administration);

2.1.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994 (suite)

- promotion de l'utilisation du français dans les technologies de l'information au moyen d'interventions auprès des concepteurs, des fabricants, des distributeurs et des grands utilisateurs institutionnels de logiciels et de matériel informatique;
- travaux majeurs d'étude et de réflexion sur les méthodes et les outils de travail liés à l'analyse des besoins réels des milieux de travail en vue d'une plus grande efficacité et efficience des interventions (stratégies d'intervention globale, approche sectorielle, nouveau système d'information);
- gestion du programme de subventions aux centrales syndicales C.S.N., F.T.Q. et C.S.D. (250 000 \$) et suivi des projets dans le cadre du Programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises;
- participation au Réseau international des observatoires francophones des industries de la langue et coordination par l'Observatoire québécois de ce réseau (organisation d'activités et de visites) et coordination d'enquêtes sur l'offre et sur les besoins de produits reliés aux industries de la langue.

En matière de production, de diffusion et d'assistance linguistique et terminologique :

- assistance linguistique téléphonique donnée dans l'ensemble des régions du Québec, soit 169 920 consultations qui se répartissent comme suit : 56 900 consultations ont été données dans les régions de Québec et de Montréal, 27 372 dans les autres régions et 85 648 par l'entremise du service automatisé «*le Téléphone linguistique*»;
- consultation publique sur la qualité de nos services d'assistance linguistique ponctuelle auprès de 1 200 usagers;
- augmentation de 11 % du nombre d'entreprises et d'organismes abonnés à la Banque de terminologie du Québec, pour un total de 832. Augmentation subséquente de 12 % du nombre d'heures d'interrogation pour un total de 17 700 heures;
- réalisation du programme d'assistance linguistique au ministère de la Justice en révisant la loi sur l'application de la réforme du Code civil et les commentaires du ministre de la Justice;
- élaboration de 3 jeux d'outils d'implantation terminologique sur les circuits imprimés, dépôt de 6 manuscrits pour publication et travaux en cours pour la préparation de 11 autres ouvrages terminologiques;
- francisation d'une norme internationale d'échange électronique de données ÉDIFACT : 600 intitulés de répertoires et 4 400 intitulés de codes. Projet réalisé à 70 % au cours de l'exercice 1993-1994;
- mise sur pied d'un groupe de travail sur la francisation des normes techniques;

2.1.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994 (suite)

- organisation et tenue des colloques internationaux suivants :
 - séminaire sur la phraséologie dans les langues de spécialité (Hull, mai 1993);
 - séminaire sur les attestations néologiques (Paris, septembre 1993);
 - séminaire sur l'implantation de la terminologie (Rouen, décembre 1993);
 - colloque sur la problématique de l'aménagement linguistique : enjeux théoriques et pratiques (5, 6 et 7 mai 1993, Chicoutimi);
- intervention spécifique sur le contenu de la Banque de terminologie du Québec (BTQ) qui sera diffusée sur disque optique compact (DOC) auprès du Réseau des abonnés;
- service d'expertise-conseil en matière de travaux terminologiques pour plusieurs organismes et entreprises, notamment le projet aéronautique avec le CLÉ, le projet en informatique avec le CAFI et le suivi des projets terminologiques du programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises;
- développement de méthodologies sur l'analyse des besoins en aménagement linguistique;
- réalisation de modifications aux systèmes existants de la BTQ notamment en ce qui a trait au module saisie-mise à jour des fiches de terminologie.

En matière de gestion des systèmes informatiques :

- début des travaux relatifs à la «Planification ministérielle de l'automatisation des services gouvernementaux impliquant un recours aux technologies de l'information»;
- réalisation du système de suivi de l'implantation de la politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information.

En matière de recherche :

- élaboration d'indicateurs portant sur la langue de travail;
- études sur l'utilisation des langues en milieux de travail;
- évolution de la présence francophone parmi les hauts dirigeants des grandes entreprises;
- formation linguistique des immigrants et des Québécois des communautés culturelles en milieu de travail;
- poursuite de l'étude visant à établir un portrait linguistique des entreprises de 10 à 49 personnes au Québec;

2.1.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994 (suite)

- poursuite de l'étude sur la langue d'utilisation de l'informatique dans les entreprises québécoises (étude conjointe OLF/CLF/SPL/CEFRIQ/BSQ);
- recherches évaluatives sur les programmes, sous-programmes, activités, produits et services de l'Office.

En matière d'administration :

- réalisation de la Semaine du français 1994 et de la remise des prix Mérites;
- réalisation, dans le cadre de l'opération de réalignement de l'Administration publique, des deux premières étapes soit le portrait des produits et des services et la mise en priorité des produits et des services accompagnée des propositions de réalignement.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.1.5

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément

01- Office de la langue française

2.1.5 **PROJETS A VENIR 1994-1995**

En matière d'implantation du français dans les entreprises et dans les organismes de l'Administration :

- généraliser les stratégies d'interventions sectorielles dans tous les champs d'activité jugés prioritaires pour appuyer et compléter les interventions individuelles cas par cas dans les milieux de travail : produits électriques et électroniques, télécommunications, imprimerie et édition, transport routier et automobile, produits chimiques et matière plastique, aéronautique et aérospatiale, produits minéraux et métalliques, technologies de l'information;
- poursuivre la tenue des séances d'information destinées aux comités de francisation, et en particulier à l'intention des nouveaux membres pour assurer la continuité de l'activité des comités;
- poursuivre la promotion du français dans les entreprises qui emploient de 10 à 49 personnes en organisant des rencontres avec ces entreprises pour qu'elles se conforment à la Charte de la langue française et qu'elles fassent volontairement du français la langue normale et habituelle du travail dans ces entreprises;
- gérer l'application de la Politique gouvernementale de l'utilisation du français dans les technologies de l'information; analyser des plans de francisation et faire le suivi de l'application de cette politique;
- intensifier la promotion du français dans les technologies de l'information par la sensibilisation des concepteurs, des fabricants, des distributeurs et des utilisateurs ainsi que par une participation active aux travaux de plusieurs comités internes et externes sur la francisation de l'informatique;
- diffuser, par le réseau des bureaux régionaux, plus de 4 000 chroniques linguistiques dans des journaux, des bulletins d'entreprises et des stations radiophoniques;
- poursuivre la production et la diffusion d'outils d'apprentissage terminologique simples, adaptés aux besoins des travailleurs, en collaboration avec les centrales syndicales (ajouts 1994-1995 : près de 20 nouveaux jeux d'outils dans les domaines rattachés aux champs d'activité prioritaires);

2.1.5 PROJETS A VENIR 1994-1995 (suite)

- coordonner les travaux du Réseau international des observatoires francophones des industries de la langue et diffuser le résultat des enquêtes menées par l'Observatoire québécois dans le but de promouvoir le développement des industries de la langue au Québec;
- assurer le traitement des demandes de vérification en vertu du nouveau mandat confié à l'Office en privilégiant l'approche conseil auprès des entreprises et des organismes visés par les plaintes.

En matière de production, de diffusion et d'assistance linguistique et terminologique :

- mise en place d'un système d'analyse des besoins et de mécanismes de rétroinformation auprès des usagers sur les produits et services;
- définition et mise en oeuvre d'un processus de veille terminologique : constitution d'un réseau de fournisseurs de données terminologiques;
- redéfinition de la vocation de la Banque de terminologie du Québec;
- implantation de la BTQ sur disque optique compact et préparation de la deuxième version du disque;
- production d'ouvrages et de produits terminologiques et linguistiques sur support électronique;
- mise en place d'une organisation du travail d'assistance linguistique et terminologique qui tienne compte de la consultation faite auprès des usagers, des stratégies d'implantation du français et des stratégies de mise à jour permanente de la BTQ;
- participation à la révision du code de procédure civile en collaboration avec la Direction des affaires législatives du ministère de la Justice;
- exploration de différents supports électroniques pouvant favoriser une diffusion élargie des données termino-linguistiques.

En matière de gestion des systèmes informatiques :

- poursuite des travaux relatifs à la «Planification ministérielle de l'automatisation des services gouvernementaux impliquant un recours aux technologies de l'information» et dépôt au Conseil du trésor pour approbation.

En matière de recherche :

- conduire des recherches évaluatives sur des programmes, sous-programmes, produits et services de l'OLF;

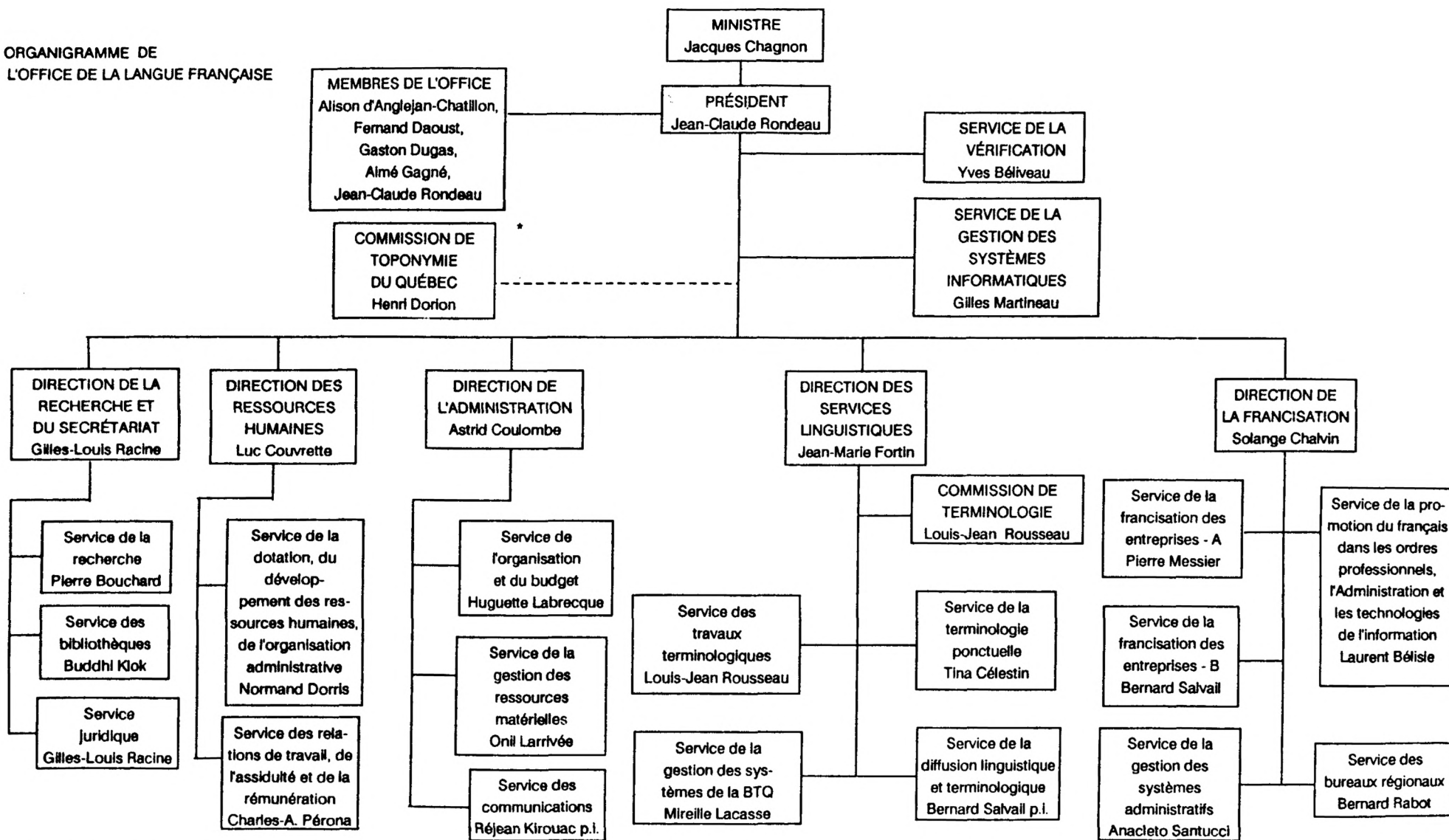
2.1.5 PROJETS A VENIR 1994-1995 (suite)

- mettre sur pied une recherche visant à évaluer les différentes méthodes d'observation utilisées à l'Office et à les adapter à l'approche sectorielle;
- mener une recherche auprès de travailleurs non syndiqués dans le but de déterminer les avantages de travailler en français;
- mettre sur pied une recherche ayant pour but d'étudier l'influence de l'informatique sur la formation linguistique d'étudiants.
- poursuivre le développement et la mise à jour d'indicateurs de la situation linguistique au Québec;
- poursuivre les études relatives à la mesure du degré d'implantation du français.

En matière d'administration :

- réalisation de la Semaine du français 1995 et de la remise des prix Mérites;
- mise en oeuvre des propositions de réaligement dans le cadre de l'opération de réaligement de l'Administration publique.

ORGANIGRAMME DE
L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE



* Rattachée administrativement

Mars-1994

ANNEXE**LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

M. Jean-Claude Rondeau, président

M^{me} Alison D'Anglejan, membre

MM. Fernand Daoust, membre

Aimé Gagné, membre

Gaston Dugas, membre

SECTION II
PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2.2 Élément 02 - "Conseil de la langue française"

2.2.1 Rôle et organisation

2.2.2 Les crédits 1993-1994 et 1994-1995

2.2.3 Les effectifs

2.2.4 Réalisations majeures 1993-1994

2.2.5 Projets à venir 1994-1995

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

2.2.1 RÔLE ET ORGANISATION

Le mandat confié au Conseil par la Charte de la langue française est de conseiller le ministre en matière linguistique. À ce titre, il :

- a) donne son avis au ministre sur les question que celui-ci lui soumet touchant la situation de la langue française au Québec et l'interprétation ou l'application de la présente loi;
- b) surveille l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut de la langue française et à sa qualité et communique au ministre ses constatations et ses conclusions;
- c) saisit le ministre des questions relatives à la langue qui, à son avis, appellent l'attention ou l'action du gouvernement;
- d) donne son avis au ministre sur les règlements préparés par le gouvernement.

Le Conseil doit donc s'assurer du statut et de la qualité de la langue française sur les cinq principaux domaines de la vie publique et sociale du Québec soit :

- 1. la législation et la justice;
- 2. l'administration publique et parapublique;
- 3. le monde du travail;
- 4. la consommation de biens et de services;
- 5. la langue de l'enseignement;

De plus, pour jouer pleinement son rôle de conseiller le ministre, il doit tenir compte des autres domaines qu'embrasse la politique linguistique et qui ne sont pas touchés par la loi, comme :

- 6. l'immigration et les communautés culturelles;
- 7. les communications;
- 8. l'enseignement de la langue française;
- 9. le français scientifique.

Ces domaines sont en effet extrêmement importants pour l'orientation et l'efficacité d'une politique linguistique, comme pour le développement de la langue elle-même qu'ils peuvent largement conditionner.

L'organigramme administratif du Conseil de la langue française de même que la liste des membres actuels sont présentés en annexe.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.2.2 LES CRÉDITS 1993-1994 ET 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 02 - Conseil de la langue française

' 000 \$

<u>SUPER-CATÉGORIES/ Catégories</u>	<u>Crédits 1993-1994</u>	<u>Crédits 1994-1995</u>	<u>Variation</u>	
	\$	\$	\$	△ %
<u>Fonctionnement - Personnel</u>				
- Cadres et assimilés	315.5	304.9	(10.6)	(3.3 %)
- Autres personnels	1.152.5	947.1	(205.4)	(17.8 %)
- Occasionnels	89.1	89.1	-	-
- Contributions d'employeur	8.5	8.5	-	-
- Sous-total	<u>1 565.6</u>	<u>1 349.6</u>	<u>(216.0)</u>	<u>(13.8 %)</u>
<u>Fonctionnement - Autres dépenses</u>				
- Communications	165.0	170.0	5.0	3 %
- Services	318.4	338.6	20.2	6.3 %
- Entretien	10.0	10.0	-	-
- Loyers SIQ	270.4	375.8	105.4	39 %
- Loyers autres	10.0	15.0	5.0	50 %
- Fournitures	50.0	60.0	10.0	20 %
- Équipement	10.0	10.0	-	-
- Autres dépenses	1.0	1.0	-	-
- Sous-total	<u>834.8</u>	<u>980.4</u>	<u>145.6</u>	<u>17.4 %</u>
<u>Capital - Autres dépenses</u>				
- Équipement-Immobilisation	<u>20.0</u>	<u>20.4</u>	<u>0.4</u>	<u>-</u>
<u>Transfert</u>	<u>38.0</u>	<u>38.8</u>	<u>0.8</u>	<u>-</u>
<u>Prêts, placements et avances</u>				
- Avances	<u>1.0</u>	<u>1.0</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL	<u>2 459.4</u>	<u>2 390.2</u>	<u>(69.2)</u>	<u>2.8 %</u>

EXPLICATION DES VARIATIONS (Voir page suivante)

EXPLICATION DES VARIATIONS (2.2.2)

- Fonctionnement - Personnel

- Nous n'avons prévu aucun budget pour les ajustements de traitement des cadres étant donné les directives en ce sens.

- Autres personnels

- Abolition d'un poste de conseiller juridique Loi 198.
- Suspension pour 94-95 des procédures de dotation poste vacant # 63 304.
- Récupération congés sans traitement autorisés.

- Autres dépenses de fonctionnement

- Contrats de services, catégorie 04 ajusté de 20.0 nous permettant ainsi d'obtenir l'expertise extérieure nécessaire pour les travaux de recherches en cours.

- Loyer SIQ.

Ajustement provenant de deux virements du M.A.S.

- Fournitures

Ajustement budgétaire pour tenir compte de la dépense réelle prévu 1994-1995.

- En résumé nous observons une variation budgétaire de 69.200 soit 2.82 % du budget.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.2.3 EFFECTIFS

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 02 - Conseil de la langue française

	<u>Effectifs 1993-1994</u>		<u>Effectifs 1994-1995</u>	
		ETC		ETC
<u>Répartition par direction</u>	<u>Rég.</u>	<u>autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>autorisés</u>
- Présidence - Gestion	11	11	10	10
- Secrétariat	4	5	4	5
- Études et recherches	12	13	12	13
- Communications	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>3</u>
	<u>30</u>	<u>32</u>	<u>29</u>	<u>31</u>
		ETC		ETC
<u>Répartition par catégorie d'emploi</u>	<u>Rég.</u>	<u>autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>autorisés</u>
- Hors cadre	2	2	2	2
- Cadres	2	2	2	2
- Professionnels	14	15	13	14
- Techniciennes	2	2	2	2
- Employés de bureau	<u>10</u>	<u>11</u>	<u>10</u>	<u>11</u>
	<u>30</u>	<u>32</u>	<u>29</u>	<u>31</u>

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 02 - Conseil de la langue française

2.2.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994

Les réalisations majeures de la Direction des études et recherches en 1993-1994 ont, conformément au plan stratégique du Conseil, porté sur les travaux préparatoires à la rédaction d'avis du Conseil,

soit :

- Avis sur les rapports entre l'évolution démographique, l'immigration et la politique linguistique.
- Avis sur la place du français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada.

Sous l'angle des travaux reliés à l'analyse de situation du français au Québec, soit les travaux de recherche proprement dit, la DER a finalisé les travaux suivants :

- L'assimilation linguistique : mesure et évolution 1971-1986. Charles Castonguay. Données intégrées aux travaux du comité DIL et finalisation du rapport qui sera publié en 1994-1995.
- L'avenir démolinguistique du Québec et de ses régions 1986-2021. Marc Termote. Données intégrées aux travaux du comité DIL et finalisation du rapport publié en 1993-1994.
- Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones. Daniel Monnier. Données intégrées aux travaux du comité DIL et rapport publié en 1993-1994.
- Les jeunes et la langue
 - . Usages et attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en français (4^e et 5^e années du secondaire, 1^{er}, 2^e et 3^e années du collégial). Uli Locher. Rapport publié en 1993-1994.
 - . Usages et attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en anglais (4^e et 5^e années du secondaire, 1^{er}, 2^e et 3^e années du collégial). Uli Locher. Rapport à publier avec le ministère du Patrimoine canadien en 1994-1995.
- Contextes de la politique linguistique québécoise : analyses juridique, démographique, économique et culturelle. Textes présentés à l'occasion d'un séminaire du Conseil de la langue française les 12-14 novembre 1992. Marc Léviné, José Woehrling, Marc Termote, Pierre-André Julien, Samir Bili, Uli Locher. Document publié en 1993-1994.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 02 - Conseil de la langue française

2.2.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994 (suite)

- Le contrôle de l'économie du Québec en 1991 selon le groupe d'appartenance linguistique. François Vaillancourt. Projet conjoint SPL, OLF, CLF. Document publié par l'OLF en 1993-1994.

Par ailleurs, la DER a poursuivi ses travaux sur les thèmes suivants :

- Comparaison internationale des performances écrites et des conditions d'enseignement chez les élèves âgés de 13 ans (Communauté française de Belgique, France, Nouveau-Brunswick et Québec). Projet DIEPE. Collaboration : Secrétariat à la politique linguistique, ministère de l'Éducation, CLF et équipes nationales des autres pays.

Validation des bases de données et analyse. Début de la rédaction des rapports qui seront publiés en 1994-1995.

- Fascicule thématique d'indicateurs sur l'usage du français, langue de travail. Collaboration Secrétariat à la politique linguistique, Office de la langue française, Conseil de la langue française et Commission de toponymie.

Réalisation d'indicateurs de situation et de programme (une soixantaine) et analyse dynamique de l'évolution de la situation. Publication du fascicule en 1994-1995.

- Le français, langue de travail en 1993. Analyse de groupes d'entrevues et de l'enquête menée en 1993 auprès de 2 500 travailleurs francophones du secteur privé montréalais par Paul Béland. Publication du rapport en 1994-1995.
- Préparation d'un séminaire sur le thème : Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour la langue française. Le séminaire est organisé à l'appel du Conseil de la langue française du Québec, du Conseil supérieur de la langue française en France, de la Délégation générale à la langue française et du Conseil supérieur de la Communauté française de Belgique. Il doit se tenir en octobre 1994 et des actes seront publiés.
- Travaux préparatoires sur la qualité de la langue en vue de la mise en place d'un comité de travail du Conseil sur cette question.
- Accroissement de la diversité linguistique des écoles françaises de Montréal, horizon 2011. Données intégrées au rapport et avis du Conseil et publication d'un rapport par Michel Paillé en 1994-1995.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 02 - Conseil de la langue française

2.2.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994 (suite)

- Opération réalignement

Nous avons procédé en cours d'exercice à la réalisation des diverses étapes de l'Opération réalignement. Ce travail a été effectué en étroite collaboration avec le personnel cadre du Conseil ainsi qu'avec la participation du personnel professionnel et fonctionnaire en ce qui concerne certaines étapes préalables au plan d'action.

Ce travail de révision de nos activités s'est fait en tenant compte de l'exigence de continuité des activités du Conseil jugées essentielles à la lumière de son mandat légal et des priorités stratégiques que l'organisme s'est données en octobre 1992.

Nous avons déposé les résultats de notre réflexion selon l'échéancier prévu.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 02 - Conseil de la langue française

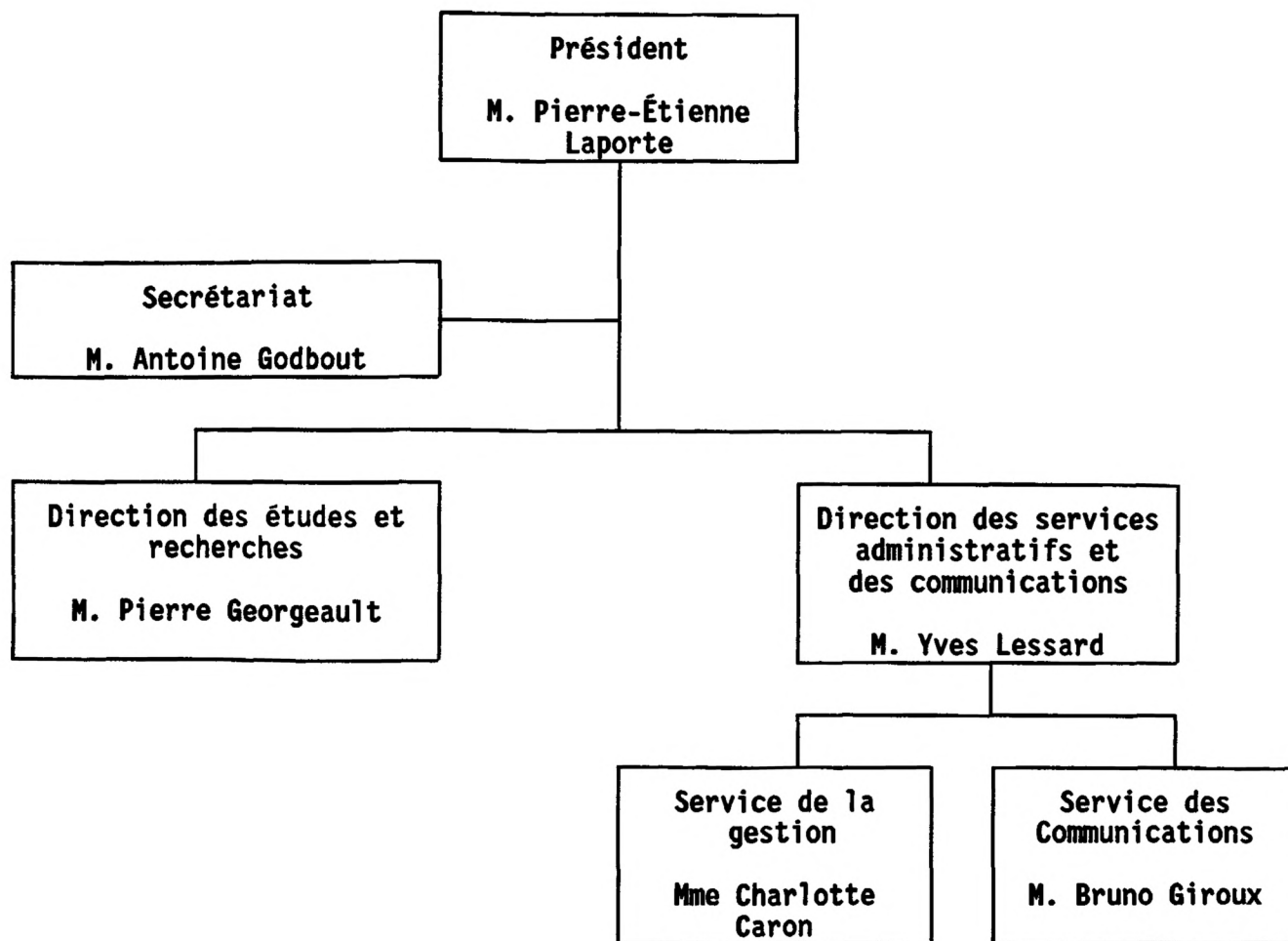
2.2.5 PROJETS A VENIR 1994-1995

Outre les travaux mentionnés dans le cadre des Avis en préparation sur les rapports entre l'évolution démographique, l'immigration et la langue, la place du français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada, les industries de la langue et les projets de recherche en cours (fascicule d'indicateurs sur l'usage du français langue de travail, Comparaison des performances écrites des élèves de 13 ans - Communauté française de Belgique, France, Nouveau-Brunswick, Québec - Français langue de travail 1993, et Séminaire langue nationale et mondialisation) les nouveaux travaux de la Direction des études et recherches s'articuleront autour des axes suivants :

- La qualité de la langue au Québec; problématique et recommandation.
- La maîtrise du français par les élèves non francophones qui fréquentent les écoles françaises.
- Étude de faisabilité d'indicateurs de participation à la vie collective en français des immigrants.
- L'usage du français par les usagers des nouvelles technologies. (Enquête).
- Analyse de l'évolution de la situation du français au Québec à partir des données du recensement de 1991. Mise à jour des résultats sur la langue d'usage, les transferts linguistiques, l'exogamie, etc.
- Bilan d'ensemble sur l'usage du français, langue de travail. Séminaire de réflexion du Conseil sur cette questions.
- La mise à jour du fascicule général d'indicateurs de la situation linguistique au Québec. Publication pour 1995-1996.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

1. ORGANIGRAMME DU CONSEIL

18 MARS 1994

**LISTE DES MEMBRES DU
CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE**

NOM	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE FIN DE MANDAT
LAPORTE, Pierre-Étienne - président	4 septembre 1990	3 septembre 1995
GODBOUT, Antoine - secrétaire	27 octobre 1990	26 octobre 1995
<u>Associations socio-culturelles</u>		
* TAYLOR, Charles	15 mai 1991	13 juin 1993
LAPIERRE-ADAMCYK, Évelyne	29 mai 1991	28 mai 1995
<u>Organismes syndicaux</u>		
* AUGER, Christophe	7 juin 1989	6 juin 1993
SAVOIE, Dominique	15 juillet 1992	14 juillet 1996
<u>Associations patronales</u>		
* GUILLLOTTE, Michel	17 juin 1989	6 juin 1993
* BOUDREAU, Louis	13 décembre 1989	12 décembre 1993
<u>Milieus universitaires</u>		
* MARTEL, Angéline	7 juin 1989	6 juin 1993
* PRUJINER, Alain	15 juillet 1992	13 juin 1993
<u>Groupes ethniques</u>		
* KOUTCHOUGOURA, Georges M.	8 avril 1987	7 avril 1991
* OLLIVIER, Émile	7 juin 1989	6 juin 1993
* Mandat terminé, encore en poste		

SECTION II

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2.3 Éléments 03 - "Commission de toponymie"

2.3.1 Rôle et organisation

2.3.2 Les crédits 1993-1994 et 1994-1995

2.3.3 Les effectifs

2.3.4 Réalisations majeures 1993-1994

2.3.5 Projets à venir 1994-1995

2.3.1 Rôle et organisation

La mission

La Commission de toponymie est responsable de la gestion de la nomenclature géographique du Québec.

À ce titre, il lui revient :

- d'assurer l'inventaire, le traitement, la normalisation, l'officialisation, la diffusion et la conservation des noms de lieux du territoire québécois;
- de sensibiliser les citoyens et les administrations publiques et privées à l'importance d'une toponymie de qualité fondée sur les réalités historiques et culturelles du Québec et respectueuse des exigences techniques, juridiques, économiques et de sécurité inhérentes à la dénomination du territoire;
- de fournir aux divers intervenants dans le processus de dénomination des lieux géographiques l'expertise requise pour assurer la réalisation concertée et harmonieuse des objectifs toponymiques du Québec et satisfaire les besoins légitimes de ses clientèles;
- de promouvoir l'expertise qu'elle a acquise au meilleur profit du Québec et de contribuer ainsi au plus grand rayonnement national et international du Québec.

Les devoirs et les pouvoirs de la Commission de toponymie sont définis par les articles 122 à 128 de la Charte de la langue française tels que modifiés par la loi 86.

Les devoirs (article 125)

- a) proposer au gouvernement les normes et les règles d'écriture à respecter dans la dénomination des lieux;
- b) procéder à l'inventaire et à la conservation des noms de lieux;

- c) établir et normaliser la terminologie géographique, en collaboration avec l'Office de la langue française;
- d) officialiser les noms des lieux;
- e) diffuser la nomenclature géographique officielle du Québec;
- f) donner son avis au gouvernement sur toute question que celui-ci lui soumet en matière de toponymie.

Les pouvoirs (article 126)

- a) donner son avis au gouvernement et autres organismes de l'Administration sur toute question relative à la toponymie;
- c) dans les territoires non organisés, nommer les lieux géographiques ou en changer les noms;
- d) avec l'assentiment de l'organisme de l'Administration ayant une compétence concurrente sur le nom de lieu, déterminer ou changer le nom de tout lieu dans un territoire organisé.

Note : Le pouvoir de "faire des règlements a été supprimé par la loi 86 (article b)

L'exécution du mandat

La loi stipule que les noms approuvés par la Commission au cours de l'année doivent faire l'objet de publication au moins une fois l'an à la Gazette officielle du Québec et que, dès leur publication, leur emploi devient obligatoire dans les textes et documents de l'Administration et des organismes parapublics, dans la signalisation routière, dans l'affichage public ainsi que dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés au Québec et approuvés par le ministre de l'Éducation.

La Commission produit et diffuse des listes de noms, selon des critères spécifiques de classification (type d'entité; regroupement par municipalité, par carte, en regard de l'appartenance linguistique...), selon les différentes clientèles (administrative, municipale, concepteur cartographique, milieu scolaire, firme privée, citoyen...) et sur différents

supports appropriés (listes, disquettes, répertoires, accès par télétraitement...). Elle établit et diffuse les normes et critères toponymiques utiles à ces clientèles selon leurs besoins particuliers. Sont annexés, en conformité avec les articles 124 et 125a de la Charte de la langue française, le Guide toponymique du Québec de même que le Guide odonymique du Québec.

De plus, pour s'assurer de l'utilisation des toponymes officiels, la Commission procède à des contrôles du contenu toponymique de certains ouvrages et de certaines cartes, notamment du matériel didactique.

Enfin, la Commission assure la conservation du patrimoine toponymique québécois en établissant et gérant une banque informatisée de données toponymiques appelée "TOPOS".

Vous trouverez aussi en annexe l'organigramme de la Commission de toponymie ainsi que la liste de ses membres en date du 31 mars 1994.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.3.2

LES CRÉDITS 1993-1994 ET 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 03 - Commission de toponymie

' 000 \$

<u>SUPER-CATÉGORIES/ Catégories</u>	<u>Crédits 1993-1994 \$</u>	<u>Crédits 1994-1995 \$</u>	<u>Variation</u>	
			<u>\$</u>	<u>Δ %</u>
<u>Fonctionnement - Personnel</u>				
Cadres et assimilés	296,4	235,0		
Autres personnels	999,2	994,1		
Occasionnels - autres personnels	--	--		
CSST	1,6	1,6		
Sous-total	1 297,2	1 230,7	(66,5)	(5,12)
<u>Fonctionnement - Autres dépenses</u>				
Communications	74,2	86,7		
Services	82,9	88,3		
Entretien	5,0	3,0		
Loyers de la SIQ	190,3	196,8		
Autres loyers	8,0	6,0		
Fournitures	26,2	24,8		
Équipement	5,0	2,0		
Autres dépenses	--	--		
Sous-total	391,6	407,6	16,0	4,08
<u>Capital - Autres dépenses</u>				
Équipement	3,0	1,0	(2,0)	(66,6)
<u>Transfert</u>				
<u>Prêts, placements et avances</u>				
TOTAL	1 691,8	1 639,3	(52,5)	(3,10)

EXPLICATION DES VARIATIONS (Voir page suivante)

EXPLICATION DES VARIATIONS

1. Fonctionnement - Personnel : Mesures de réduction budgétaire en 1994-1995. Moins un poste de cadre (64,0 \$).
2. Fonctionnement - Autres dépenses : Augmentation du budget fonctionnement en rapport au loyer de la S.I.Q. (4,0 \$) et ajustement budgétaire (cat. 03 et 04) en vue d'un rapprochement auprès de la clientèle avec optimisation des services.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.3.3

EFFECTIFS

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 03 - Commission de toponymie

	<u>Effectifs 1993-1994</u>		<u>Effectifs 1994-1995</u>	
<u>Répartition par direction</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>
Bureau du président	7	7	5	5
Direction de la recherche et des relations extérieures	4	4	4	4
Direction des opérations	17	17	17	17
	—	—	—	—
TOTAL	28	28	26	26
<u>Répartition par catégorie d'emploi</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>
Hors cadre	1	1	1	1
Cadres	3	3	2	2
Professionnels(les)	14	14	13	13
Technicien(nes)	4	4	4	4
Personnel de bureau	6	6	6	6
	—	—	—	—
TOTAL	28	28	26	26

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 03 - Commission de toponymie

2.3.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994

Inventaire et normalisation toponymiques

Officialisation de 1 342 toponymes et traitement de 61 toponymes requérant l'émission d'avis. Suivi de l'opération "qualité" dans les pourvoiries : conclusion de 25 dossiers concernant 281 toponymes. Désignation de 303 lieux innommés dans une zec et officialisation de 130 noms de ponts. Réalisation de 14 projets de désignations commémoratives. N.B. La dernière réunion de la Commission n'est pas comptabilisée.

Inventaire et normalisation odonymiques

Avec l'ouverture de 6 dossiers, la Commission a maintenant fait une première analyse de l'odonymie de 1 438 municipalités (ce chiffre exclut les 38 réserves indiennes ou territoires équivalents et les 23 villages autochtones du Nord-du-Québec). Bilan : 14 ententes conclues (total jusqu'ici 1 006 car 14 municipalités ont été fusionnées en cours d'année); en négociation : 432; 1 dossier à analyser à cause de la création de la nouvelle municipalité de Gros-Mécatina. Odonymes officialisés : 2 560; odonymes ayant fait l'objet d'avis : 344.

N.B. La dernière réunion de la Commission n'est pas comptabilisée.

Banque informatisée de données toponymiques (TOPOS)

Diffusion de TOPOS via un serveur privé : expérience à évaluer après un an. Production d'extrants (30) moyennant facturation, sur demande des clients. Contenu de la banque au 28 février 1994 : 269 486 entrées dont 185 904 toponymes (109 158 officiels) et 83 582 odonymes (53 710 officiels). Support de Topos aux principales étapes de l'officialisation.

Activités nationales et internationales

32^e réunion du Comité permanent canadien des noms géographiques (Toronto). Réunion annuelle de la Société canadienne d'Onomastique (Ottawa; Sociétés savantes). Deux missions en France dans le cadre d'un programme retenu par la Commission permanente de coopération franco-québécoise; Congrès international des Sciences Onomastiques (Trèves, Allemagne).

American Name Society, réunion annuelle (El Paso, U.S.A.).

Communications

Participation à 3 salons d'exposition avec stand d'information; remise de cinq certificats de désignation commémorative; soulignement de la Journée nationale des peuples autochtones (3 toponymes commémoratifs).

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 03 - Commission de toponymie

2.3.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994 (suite)**Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec**

La préparation du manuscrit du Dictionnaire est terminée : 6 065 rubriques et 500 photos. Il restera, durant les premiers mois de l'exercice 1994-1995, à suivre le processus d'édition entrepris par les Publications du Québec.

Publications

Gazette officielle du Québec 1993 (liste des toponymes officialisés en 1992-1993); Rapport annuel 1992-1993; Supplément cumulatif 1993 au Répertoire toponymique du Québec; Fichier des toponymes populaires.

Réalignement

Évaluation des produits et services en regard des besoins de la clientèle. Priorisation des produits et services et des activités. Réorganisation administrative pour économies d'échelle et simplification du fonctionnement. Révision des procédures de traitement toponymique pour élargir l'appui sur TOPOS.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française
Élément 03 - Commission de toponymie

2.3.5 PROJETS A VENIR 1994-1995

Traitement de la toponymie du territoire

. Inventaire et normalisation toponymiques

Traitement de 2 500 toponymes (incluant 400 noms autochtones) dont 1 000 lieux significatifs à dénommer (zecs et pourvoiries). Commémoration toponymique (12 projets).

. Inventaire et normalisation odonymiques

Traitement de 4 500 odonymes en vue d'en officialiser 2 800 et d'émettre 200 avis techniques. Perspective de conclure des ententes avec 30 municipalités pour l'officialisation de leurs noms de voies de communications. Saisie dans TOPOS de 10 000 avis favorables déjà émis par la Commission. Suivi attentif des projets de regroupements municipaux afin de régler les problèmes d'homonymie.

Banque informatisée de données toponymiques (TOPOS)

Extension du support de TOPOS au fichier des consultations techniques. Amélioration des informations techniques du positionnement territorial (coordonnées géographiques à la seconde près et identification des sources des cours d'eau). Élargissement des clientèles de TOPOS pour l'accès direct aux données, moyennant facturation.

Activités nationales et internationales

33^e réunion du Comité permanent canadien des noms géographiques (Victoria). Société canadienne d'Onomastique (Calgary; Sociétés savantes). Missions (Québec/France et France/Québec); Stage de formation en gestion toponymique avec Interamerican Geodetic Survey (Bolivie); 17^e réunion du Groupe d'experts pour les noms géographiques (New York); Réunion de la Division romano-hellénique du GENUNG (New York).

Communications

Participation à 5 salons d'exposition avec stand d'information; remise de 6 certificats de désignation toponymique commémorative.

Publications

Gazette officielle du Québec 1994 (liste des toponymes officialisés en 1993-1994); bulletin Le Toponyme; Fichier des toponymes populaires (mise à jour annuelle); Rapport annuel d'activités 1993-1994; Dépliants institutionnels et feuillets thématiques (5) promotionnels et informatifs; préparation du manuscrit sur La toponymie des Hurons; édition et lancement du Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec.

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 03 - Commission de toponymie

2.3.5 PROJETS A VENIR 1994-1995 (suite)**Réalignement**

Mise en application du programme triennal d'activités en regard des objectifs de l'opération réalignement dont la saisie sur TOPOS de l'ensemble du corpus des noms de voies de communication (environ 20 000 entrées); et la révision du processus d'analyse de concert avec les municipalités. Étude de 150 dossiers de terminologie géographique. Révision de nos méthodes de diffusion de la toponymie officielle. Recherche de partenaires intéressés à collaborer à la production d'ouvrages spécialisés.

ANNEXE

COMMISSION DE TOPONYMIE

LISTE DES MEMBRES (31 mars 1994)

COMMISSAIRES	ENTRÉE EN FONCTION	FIN DE MANDAT
Henri Dorion, président	15 février 1993	15 février 1996
Georges Bacon	2 mai 1990	2 mai 1995
Jules Dufour	2 mai 1990	2 mai 1995
Anne MacLaren	2 mai 1990	2 mai 1995
Monette Malewski	2 mai 1990	2 mai 1995
Cécyle Trépanier	2 mai 1990	2 mai 1995

NOTE : Un siège à pourvoir.

SECTION II
PRÉSENTATION DES CRÉDITS

**2.4 Élément 04 - "Réserve pour la promotion de la langue
française"**

2.4.1 Raison d'être

2.4.2 Les crédits 1993-1994 et 1994-1995

2.4.3 Réalisations majeures 1993-1994

2.4.4 Projets à venir 1994-1995

2.4 Élément 04 - "Réserve pour la promotion de la langue française"

2.4.1 Raison d'être

Depuis l'année financière 1989-1990, l'élément "Réserve pour la promotion de la langue française" a été ajouté au programme 01 - "Charte de la langue française" de manière à rendre disponibles aux ministères et organismes les montants requis pour réaliser différents projets de valorisation de la langue française.

En 1993-1994 des crédits de 965 000 \$ ont été mis à la disposition des ministères et organismes mais au cours de l'année financière 1993, cet élément a fait l'objet d'objectif de crédits périmés totalisant 192 600 \$.

Des montants totalisant 644 500 \$ ont été transférés en cours d'année et déduits en conséquence des crédits 1993-1994 par le Conseil du trésor:

Ministère des Communications	115,0 \$
Office de la langue française	499,5 \$
Secrétariat à la politique linguistique (Radio-Québec et Trésor de la langue française)	30,0 \$
	<hr/>
Total	644,5 \$

Les réalisations majeures présentées au point 2.4.3 précisent les différents projets de valorisation de la langue française réalisés par les ministères et organismes impliqués, à même la réserve de 965,0 \$ disponible en 1993-1994.

Pour l'année 1994-1995, les crédits de la "Réserve pour la promotion de la langue française" seront de 830,5 \$ après la réduction budgétaire 1994-1995 décrétée par le Secrétariat du conseil du trésor.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.4.2

LES CRÉDITS 1993-1994 ET 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 04 - Réserve pour la promotion de la langue française

' 000 \$

<u>SUPER-CATÉGORIES/ Catégories</u>	<u>Crédits 1993-1994</u> \$	<u>Crédits 1994-1995</u> \$	<u>Variation</u> \$ Δ %	
<u>Fonctionnement - Personnel</u>				
Cadres et assimilés				
Autres personnels				
Occasionnels - autres personnels				
Sous-total	---	---	---	---
<u>Fonctionnement - Autres dépenses</u>				
Communications				
Services				
Entretien				
Loyers de la SIQ				
Autres loyers				
Fournitures				
Équipement				
Autres dépenses				
Sous-total	---	---	---	---
<u>Capital - Autres dépenses</u>				
Équipement				
<u>Transfert</u>	965,0 \$	830,5 \$	(134,5)	(13,9)
<u>Prêts, placements et avances</u>	---	---	---	---
TOTAL	965,0 \$	830,5 \$	(134,5)	(13,9)

EXPLICATION DES VARIATIONS (Voir page suivante)

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 04 - Réserve pour la promotion de la langue française

EXPLICATION DES VARIATIONS

La diminution de 134,5 \$ fait suite aux mesures de réduction budgétaire appliquées par le Conseil du trésor pour 1994-1995.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 04 - Réserve pour la promotion de la langue française

2.4.3 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994

La répartition des crédits entre les différents ministères et organismes a été décidée par le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française en cours d'année 1993-1994. Les crédits requis ont été transférés au budget de chaque ministère et organismes impliqués.

Les ministères et organismes suivants ont reçu des sommes d'argent provenant de la réserve de 965,0 \$ pour la promotion de la langue française:

- . l'Office de la langue française a reçu une somme de 415 000 \$, pour la poursuite du Programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises;
- . Dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information, l'Office de la langue française et le ministère des Communications se sont vu octroyer respectivement 84,5 \$ et 115,0 \$, pour un total de 199,5\$.
- . La somme de 30 000 \$ a été transférée au Secrétariat à la politique linguistique
 - dont un montant de 25 000 \$ a été versé à l'équipe du Trésor de la langue française du Québec de l'Université Laval pour la poursuite de travaux complémentaires sur l'aménagement linguistique
 - dont un montant de 5 000 \$ a été versé à Radio Québec pour l'organisation et à la production de «La dictée des Amériques».

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 04 - Réserve pour la promotion de la langue française

PROJETS A VENIR 1994-1995

L'utilisation du 830,5 \$ disponible pour 1994-1995 sera déterminée par le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française sur présentation par les ministères et organismes de projets visant à promouvoir la langue française.

Les mesures déjà entrevues sont:

. l'application de la politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information (M.C.Q. - O.L.F.)	100 000 \$
. le Programme de soutien financier à la francisation des entreprises (O.L.F.)	415 000 \$
. autres mesures de promotion du français dans l'Administration, le réseau institutionnel ou les entreprises	315 500 \$
	<hr/>
	830 500 \$

SECTION II
PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2.5 Élément 05 - "Coordination des organismes de la Charte"

2.5.1 Rôle et organisation

2.5.2 Les crédits 1993-1994 et 1994-1995

2.5.3 Les effectifs

2.5.4 Réalisations majeures 1993-1994

2.5.5 Projets à venir 1994-1995

2.5.1 Rôle et organisation

Rôle

Le Conseil du trésor créait par le CT 168284 du 28 juillet 1988 le Secrétariat à la politique linguistique. Le Secrétariat a été mis sur pied avec un triple mandat. Premièrement, il a pour fonction de soutenir administrativement le ministre dans son travail auprès des organismes chargés de l'application de la Loi. En deuxième lieu, il doit assurer la coordination interministérielle dans le dossier linguistique et le suivi de l'action gouvernementale pour la valorisation du français dans l'ensemble de la Fonction publique québécoise et plus particulièrement auprès de certains ministères. Enfin, il favorise la concertation entre les organismes de la Charte et les assiste dans leurs rapports avec les ministères et organismes du gouvernement.

Organisation

L'organisation du Secrétariat tient compte du nombre de postes limité autorisé par le Conseil du trésor lors de sa création. Son action s'appuie sur les interventions de conseillers auprès des organismes de la Charte.

Les conseillers interviennent sur deux plans: ils supportent les organismes dans l'élaboration de leurs projets et assurent le suivi de l'action gouvernementale auprès des ministères et organismes les plus impliqués.

Les crédits présentés à la page suivante pour la "Coordination des organismes de la Charte" correspondent aux crédits du Secrétariat à la politique linguistique de même que ceux requis pour le fonctionnement du cabinet du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.5.2

LES CRÉDITS 1993-1994 ET 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément

' 000 \$

<u>SUPER-CATÉGORIES/ Catégories</u>	<u>Crédits 1993-1994</u>	<u>Crédits 1994-1995</u>	<u>Variation</u>	
	\$	\$	\$	△ %
<u>Fonctionnement - Personnel</u>				
Cadres et assimilés		141,8		
Autres personnels	524,3	453,6		
Occasionnels - autres personnels	99,7	103,7		
Contribution de l'employeur	0,8	2,9		
Sous-total	624,8	702,0	77,2	12,4
<u>Fonctionnement - Autres dépenses</u>				
Communications	107,0	105,1		
Services	207,5	136,4	(71,1)	(34,3)
Entretien	12,0	12,0		
Loyers de la SIQ	95,0	98,6		
Autres loyers	4,5	4,4		
Fournitures	14,6	13,9		
Équipement	15,1	15,1		
Autres dépenses	1,7	1,4		
Sous-total	457,4	386,9	(70,5)	(15,4)
<u>Capital - Autres dépenses</u>				
Équipement	20,8	11,2	(9,6)	(46,2)
<u>Transfert</u>				
	92,5	94,4	---	---
<u>Prêts, placements et avances</u>				
	3,0	3,0	---	---
TOTAL	<u>1 198,5</u>	<u>1 197,5</u>	<u>(1,0)</u>	<u>(0,1)</u>

EXPLICATION DES VARIATIONS (Voir page suivante)

EXPLICATION DES VARIATIONS**1. Fonctionnement - Personnel:**

Poste de cadre transféré suite à l'abolition de la CPLF

2. Fonctionnement - Autres dépenses :

Réduction budgétaire 1994-1995 appliquée particulièrement à "Services"; moindres disponibilités pour supporter les organismes de la Charte dans leurs projets

3. Capital - Autres dépenses :

L'infrastructure bureautique du SPL et des organismes étant consolidé, des crédits ont été réaménagés pour atténuer la réduction budgétaire appliquée à "Services".

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

2.5.3

EFFECTIFS

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 05 - Coordination des organismes de la Charte

	<u>Effectifs 1993-1994</u>		<u>Effectifs 1994-1995</u>	
<u>Répartition par direction</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>
Direction	2	2	2	2
Administration	2	3	2	3
Conseillers	3	5	4	6
TOTAL	7	10	8	11

	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>	<u>Rég.</u>	<u>ETC autorisés</u>
<u>Répartition par catégorie d'emploi</u>				
Hors-cadres et cadres	1	1	2 (*)	2
Professionnels	4	5	4	5
Techniciennes	2	2	2	2
Employées de bureau	--	2	--	2
TOTAL	7	10	8	11

(*) Incluant le poste de cadre (conseiller juridique) transféré suite à l'abolition de la CPLF

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 05 - Coordination des organismes de la Charte

2.5.4 RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994

1. Soutien administratif auprès du ministre et des organismes de la Charte

- Coordination pour l'application des réductions budgétaires décrétées par le SCT.
- Fermeture de la CPLF abolie par la Loi 86.
- Support dans l'organisation de la Semaine du français et des Mérites 1994.
- Support à la publication du «Dictionnaire illustré des noms de lieux» de la Commission de toponymie.

2. Plan d'action pour la promotion du français

- Administration de la réserve pour la promotion du français et suivi des mesures subventionnées.
- Analyse et suivi des demandes soumises dans le cadre du Programme de soutien financier pour la promotion du français dans les entreprises.
- Support à la mise en place de la politique gouvernementale d'utilisation du français dans les technologies de l'information.

RÉALISATIONS MAJEURES 1993-1994 (suite)

3. Coordination du dossier linguistique

- Coordination du projet Indicateurs de la situation linguistique au Québec (Projet PIL).
- Participation aux travaux du CAFI (Comité d'action sur le français en informatique).
- Coordination de la participation des organismes de la Charte au plan d'action gouvernemental en matière d'immigration et d'intégration (MCCI).
- Participation au projet DIEPE (Description internationale des enseignements et des performances à l'écrit) en collaboration avec le MEQ, le CLF et l'Université de Montréal.
- Coordination des travaux conduisant à l'adoption de la Loi 86 et des règlements afférents.
- Participation, avec l'OLF, le CLF et le CEFRIQ, à une étude sur la langue d'utilisation de l'informatique dans les entreprises québécoises.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

Programme 01 - Charte de la langue française

Élément 05 - Coordination des organismes de la Charte

PROJETS A VENIR 1994-1995

- Administration de la réserve pour la promotion du français.
- Suivi du Programme de soutien financier à la francisation des entreprises.
- Coordination du développement du projet Indicateurs de la situation linguistique (PIL).
- Coordination de la participation des organismes de la Charte au plan d'action gouvernemental en matière d'immigration et d'intégration (MCCI).
- Participation au projet de recherche conjoint (CEFRIQ, OLF, CLF, SPL) sur l'usage du français en informatique dans l'Administration et l'entreprise privée.
- Participation au projet DIEPE (Description internationale des enseignements et des performances à l'écrit) en collaboration avec le MEQ, le CLF et l'Université de Montréal.
- Support aux organismes de la Charte dans l'opération «Réalignement».
- Suivi des avis du Conseil de la langue française.
- Diffusion d'information sur la politique linguistique québécoise.

**ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE RESPONSABLE
DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TABLE DES MATIERES

SECTION I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

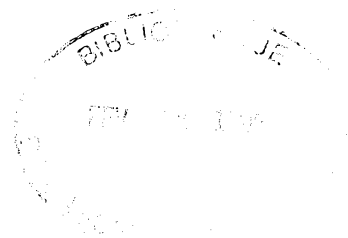
- Office de la langue française
- Conseil de la langue française
- Commission de toponymie
- Coordination des organismes (SPL)

SECTION II - RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- A. Conseil de la langue française
- B. Office de la langue française

ASSCHÉDÉ
REÇU

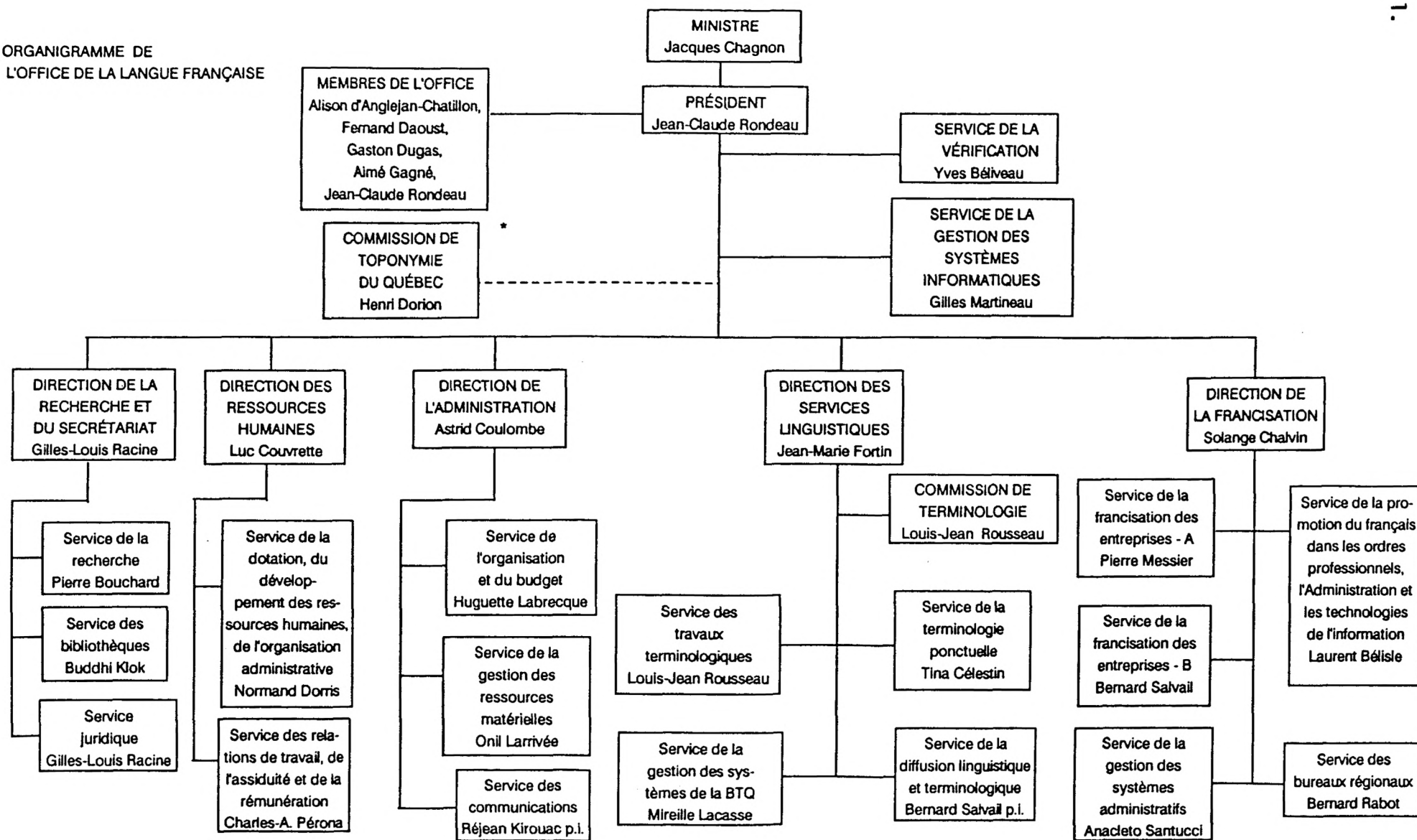
96 AVR -8 10:42



SECTION I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ORGANIGRAMME DE
L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE



* Rattachée administrativement

Mars-1994

2. LISTE DES PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

TITRE

Terminogramme

Printemps 1993

numéro 68

tirage 800

Imprimeur :

Les Publications du Québec

Coût :

L'abonnement aux 4 numéros de l'année est de 4880 \$

Diffusion : 800

Terminogramme

Été 1993

numéro 69

tirage 800

Imprimeur :

Les Publications du Québec

Coût :

L'abonnement aux 4 numéros de l'année est de 4880 \$

Diffusion : 800

Terminogramme

Automne 1993

numéro 70

tirage 800

Imprimeur :

Les Publications du Québec

Coût :

L'abonnement aux 4 numéros de l'année est de 4880 \$

Diffusion : 800

Réseau-BTQ

tirage : 1200

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût :

185 \$

Diffusion : 1200

Réseau-BTQ

tirage : 1200

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût :

185 \$

Diffusion : 1200

Réseau-BTQ

tirage : 1200

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût :

237 \$

Diffusion : 1200

La francisation en marche

volume 12, numéro 1

tirage : 35 000

Imprimeur :

Quebecor L'Éclaireur

coût :

12 944,61 \$

Diffusion : 35 000

La francisation en marche

volume 12, numéro 2

tirage : 35 000

Imprimeur :

Quebecor L'Éclaireur

coût :

14 785 \$

Diffusion : 35 000

Passerelle

vol. 1 numéro 4, avril 1993

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 880 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 1 numéro 5, mai 1993

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 937 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 1 numéro 6, juin 1993

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 935 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 1 numéro 7, juillet-août 1993

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 918 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 1 numéro 8, septembre 1993

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 819 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 1 numéro 9, octobre 1993

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 798 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 1 numéro 10, novembre 1993

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 803,96 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 2 numéro 1, décembre 1993 - janvier 1994

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 726 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 2 numéro 2, février 1994

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 1224 \$

Diffusion : 550

Passerelle

vol. 2 numéro 3, mars 1994

Tirage : 550

Imprimeur :

Imprimerie Gibraltar inc.

Coût : 880 \$

Diffusion : 550

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} AVRIL 1993 AU 31 MARS 1994

BUT DU VOYAGE	COÛT	NOM
<p>Mexique, Mexico du 25 avril au 3 mai 1993</p> <p>Rencontre avec les spécialistes en terminologie du Colegio de Mexico et d'autres établissements afin de solliciter leur collaboration pour l'ajout d'espagnol mexicain au <i>Vocabulaire des véhicules de transport routier</i>.</p>	1 190,05 \$	Normand Côte Service de la terminologie ponctuelle
<p>Belgique, Bruxelles et Liège du 8 au 16 mai 1993</p> <p>Participation, en tant que secrétaire de l'Observatoire québécois des industries de la langue (OQIL), au Forum sur les industries de la langue.</p> <p>Coordination et animation de la 1^{ère} rencontre du Réseau international des observateurs francophones des industries de la langue (RIOFIL).</p> <p>Coût du voyage assumé par l'Observatoire québécois des industries de la langue et le Ministère des affaires internationales.</p>	0,00 \$	Édith Girard Direction de la francisation
<p>Belgique, Bruxelles et Anvers du 11 au 19 mai 1993</p> <p>Participation, en tant que représentant de l'OLF et du Québec, au Congrès sur la féminisation du langage : présentation des travaux linguistiques de l'OLF en matière de féminisation des titres de fonction et des textes dans un but de partage d'expériences et d'harmonisation des pratiques langagières.</p>	1 448,79 \$	Noëlle Guilloton Chef de la Division des consultations

BUT DU VOYAGE	COÛT	NOM
<p>France, Paris du 26 mai au 3 juin 1993</p> <p>Réalisation de la mission intitulée «Colloque HESO/AIROE» du programme «Développement linguistique et industries de la langue» agréé par la Commission permanente de la coopération franco-québécoise pour 1993 : présentation d'une conférence intitulée «La graphie des termes en langue de spécialité et la graphie des mots en langue générale» et animation d'une séance de travail dans le cadre du colloque «Variation et harmonisation graphiques des normes et des dictionnaires».</p>	956,19 \$	<p>Pierrette Vachon-L'Heureux Chef de la Division de la promotion du français</p>
<p>France, Paris, Limoges du 11 au 18 juin 1993</p> <p>Réalisation de la mission intitulée «Mise à jour du <i>Dictionnaire de l'eau</i>» du programme «Développement linguistique et industries de la langue» agréé par la Commission permanente de la coopération franco-québécoise pour 1993 : rencontre des principaux acteurs du domaine de l'eau, dont l'Office international de l'eau (Limoges) et le ministère de l'Environnement de France.</p>	971,96 \$	<p>Carmen Campbell Terminologue</p>
<p>Espagne, Pays Basque, San Sebastian du 18 au 22 juillet 1993</p> <p>Participation au colloque sur «Les mouvements sociaux pro-revitalisation des langues» dans le cadre des Cours d'été de l'Université du Pays Basque : présentation de trois conférences.</p> <p>Coût du voyage assumé par l'Université du Pays Basque.</p>	0,00 \$	<p>Lise Harou Agente d'information</p>

BUT DU VOYAGE**COÛT****NOM**

Suisse, Genève - France, Paris, Rennes
du 20 au 24 septembre 1993

1 001,07 \$

Gisèle Delage
Chef de la Division
de la normalisation
et Secrétaire de la
CTOLF

Participation, en tant qu'expert québécois
au sein de la délégation canadienne auprès
de la CEE/ONU, à la réunion de l'équipe
spéciale sur le multilinguisme et la
terminologie, pour la francisation de la
norme internationale EDIFACT (échange de
données informatisées).

Réalisation de la mission intitulée
«Harmonisation des travaux des CMT» du
programme «Développement linguistique» agréé
par la Commission permanente de la
coopération franco-québécoise pour 1993 :
participation à l'université d'automne de
Rennes.

France, Paris
du 25 septembre au 2 octobre 1993

701,18 \$

Micheline Cayer
Chef de la Division
de la terminologie
des secteurs de
pointe

Réalisation de la mission intitulée «Veille
néologique» du programme «Développement
linguistique et industries de la langue»
agréé par la Commission permanente de la
coopération franco-québécoise pour 1993 :
présentation de l'expérience québécoise
ainsi que rencontre des principaux acteurs
du domaine des technologies de l'information
afin de constituer un bassin de spécialistes
du domaine à consulter lors de l'élaboration
des terminologies des technologies de
l'information.

BUT DU VOYAGE**COÛT****NOM**

Brésil, Brasilia
du 20 au 27 novembre 1993

0,00 \$

Tina Célestin
Chef du Service de la
terminologie
ponctuelle

Participation, en tant qu'experte, au cours d'entraînement du personnel aux services d'information et de développement technologique de l'Institut brésilien d'information en science et technologie : présentation de conférences sur la terminologie et sur la gestion des services terminologiques.

Coût du voyage assumé par l'Institut brésilien d'information en science et technologie (IBICT).

France, Rouen
3 au 11 décembre 1993

0,00 \$

Louis-Jean Rousseau
Chef du Service des
travaux
terminologiques, et
Secrétaire général du
RINT

Participation, en tant que secrétaire général du Réseau international de néologie et de terminologie (RINT), au Séminaire du RINT sur l'implantation terminologique.

Participation à la 12^e réunion du Comité d'orientation du RINT.

Coût du voyage assumé par le Réseau international de néologie et de terminologie.

BUT DU VOYAGE**COÛT****NOM**

France, Rouen
du 3 au 11 décembre 1993

373, 68 \$

Christiane Loubier
Chef de la Division
des outils
d'implantation

Réalisation de la mission intitulée «12^e réunion du RINT» dans le cadre du programme «Développement linguistique et industries de la langue» agréé par la Commission permanente de coopération franco-québécoise: participation et présentation d'une communication sur l'expérience québécoise en implantation terminologique au Séminaire du RINT sur l'implantation terminologique.

Participation, à titre de représentante du module québécois, à la 12^e réunion du Comité du RINT.

France, Paris
du 22 janvier au 2 février 1994

0,00 \$

Édith Girard
Secrétaire de
l'Observatoire
québécois des
industries de la
langue et Secrétaire
générale du Réseau
international des
observatoires
francophones des
industries de la
langue

Coordination et animation, en tant que secrétaire du RIOFIL, de la 2^e rencontre des membres du RIOFIL regroupant les représentants des observatoires nationaux des industries de la langue, des représentants de l'ACCT et une représentante de la Délégation à la langue française.

Rencontres, en tant que secrétaire de l'OQIL et secrétaire générale du RIOFIL, des personnes influentes dans le domaine des industries de la langue pour présenter le projet de plan d'action francophone du RIOFIL.

Coût du voyage assumé par l'Observatoire québécois des industries de la langue.

BUT DU VOYAGE**COÛT****NOM**

Allemagne, Grainau/Bavière
du 15 au 25 février 1994

0,00 \$

Jean-Claude Rondeau
Président de l'Office
de la langue
française

Participation au colloque annuel «Conflit et
intégration au Canada» de l'Association
d'études canadiennes dans les pays de langue
allemande : présentation d'une communication
portant sur «La francisation des
entreprises»

Coût du voyage assumé par l'Association
d'études canadiennes dans les pays de langue
allemande.

France, Paris - Suisse, Genève
du 11 au 20 mars 1994

1 492,00

Gisèle Delage
Chef de la Division
de la normalisation
et Secrétaire de la
CTOLF

Participation, en tant qu'expert québécois
au sein de la délégation canadienne, à une
réunion de concertation du groupe de travail
francophone sur la francisation des
répertoires EDIFACT, ainsi qu'à une réunion
de l'équipe spéciale sur le multilinguisme
et la terminologie auprès de la CEE-ONU.

Réalisation de la mission intitulée
«Commission de terminologie» du programme
«Développement linguistique et industries de
la langue» agréé par la Commission
permanente de la coopération franco-
québécoise pour 1994.

4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ

Aucun coût pour l'exercice 1993-1994.

Une prévision de 10 000 \$ pour l'exercice 1994-1995. Ventilation par média non disponible.

6. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ ATTRIBUÉS DU 1^{er} AVRIL 1993 AU 31 MARS 1994 (incluant, le cas échéant, les sondages de même que ceux attribués à des firmes de communication ou de relations publiques).

PERSONNEL PROFESSIONNEL

Audet, Richard	Rédaction et illustration d'un article sur la Dictée des Amériques (2 pages, 5 feuillets) pour <i>La francisation en marche</i> , hiver 1994.	le 29 octobre 1993	400,00 \$
Audet, Richard	Rédaction d'articles (12 feuillets) pour <i>La francisation en marche</i> , été 1994.	le 28 février 1994	900,00 \$
Bensaadoun, Nora	Rédaction de neuf feuillets et recherche préalable pour des articles à paraître dans le numéro de septembre 1993 de <i>La francisation en marche</i> .	fin juin 1993	675,00 \$
Bergeron, Caroline	Préparation d'un document provisoire pour la Corporation des maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec comportant environ 150 notions terminologiques.	le 12 juillet 1993	4 000,00 \$
Brodeur, France	Collaboration spéciale à la création d'un outil d'implantation terminologique dans le domaine de l'imprimerie pour diffusion durant la Semaine du français 1994, auprès des imprimeurs du Québec, ainsi que dans le cadre du Salon chaîne graphique 1994.	le 23 février 1994	350,00 \$
Denis, Geneviève	Rédaction de trois feuillets pour le numéro de septembre 1993 de <i>La francisation en marche</i> .	fin juin 1993	225,00 \$

Desrochers-Tremblay, Nicole	Établissement d'un répertoire des langagiers et des langagières des régions de Laval-Laurentides-Lanaudière, d'un répertoire des établissements de formation publics et privés qui dispensent des cours de bureautique ou de secrétariat et d'un répertoire de chambres de commerce et autres regroupements d'entreprises et de gens d'affaires en vue de la diffusion des produits et services de l'O.L.F.	du 1 ^{er} avril 1993 au 9 juillet 1993	9 045,00 \$
Duhaime, Jacques	Collaboration à l'établissement du bilan du déroulement des activités de la Semaine du français et des Mérites 1993. Préparation des dossiers de structuration pour faciliter la réalisation des activités ultérieures. Participation à la conception et à la réalisation du nouveau périodique externe de l'Office, en effectuant des reportages.	du 1 ^{er} avril 1993 au 11 juin 1993	9 850,00 \$
Gambier, Yves	Animation d'un séminaire traitant de la socioterminologie.	le 10 mai 1993	500,00 \$
Gascon, Catherine	Établissement du bilan des activités réalisées lors de la Semaine du français et des Mérites 1993 de façon à structurer les réalisations ultérieures de cette rencontre annuelle.	du 1 ^{er} avril 1993 au 7 juin 1993	9 850,00 \$
Gillon, Pascale	Transcription de trois cassettes de 90 minutes d'entrevues.	le 25 juin 1993	300,00 \$

Lacelle, Nicole	Animation de l'activité organisée à Montréal à l'occasion de la Journée internationale des femmes.	le 8 mars 1994	400,00 \$
Lebel, Jean-Marc	Photos pour illustrer plusieurs articles de <i>La francisation en marche</i> (septembre 1993).	fin juin 1993	700,00 \$
Legault, Jean	Participation à l'analyse du contenu du <i>Lexique des convoyeurs et des transporteurs</i> à titre de spécialiste dans le domaine de la manutention continue.	du 15 juillet au 15 septembre 1993	500,00 \$
Ltaif, Nadine	Réalisation d'un vidéo pour les activités de la Journée internationale des femmes (8 mars 1994).	le 8 mars 1994	500,00 \$
McAll, Christopher	Animation d'un séminaire sur l'utilisation du langage et des langues dans 4 milieux de travail à Montréal.	le 18 février 1994	500,00 \$
Mercier, Alain	Conception d'un ludiciel interactif de qualité à partir des 24 illustrations, 24 questions-réponses et des pages de présentation fournies.	le 15 juillet 1993	850,00 \$
Morrisette, Hélène	Participation à la préparation du manuscrit de la 3e édition de l'Inventaire des travaux de terminologie récents.	le 31 août 1993	4 000,00 \$
Paquin, Laurent	Élaboration du contenu de 5 outils d'implantation ayant trait aux véhicules de transport routier, soit la base mécanique, le freinage, le cadre de châssis, la cabine de conduite et le châssis de véhicule.	le 30 juin 1993	500,00 \$

Paquin, Laurent	Collaboration à l'élaboration de 68 chroniques en vue de leur publication dans l' <i>Écho du transport</i> ainsi que révision et uniformisation de la présentation typographique.	4 février 1994	2 000,00 \$
Pelletier, Martin	Rédaction de trois feuillets pour le numéro de septembre 1993 de <i>La francisation en marche</i> .	fin juin 1993	225,00 \$
Pelletier, Martin	Rédaction de cinq feuillets pour <i>La francisation en marche</i> .	29 novembre 1993	400,00 \$
Pettit, Tracy	Mise à jour de 2000 fiches de terminologie de la Banque de terminologie du Québec à partir du <i>Dictionnaire de la robinetterie et de la tuyauterie industrielles</i> et des demandes signalées dans le système de gestion de la demande.	le 31 mars 1994	9 995,00 \$
Poulin, Hélène	Mise à jour de 1200 fiches de la Banque de terminologie du Québec à partir des demandes signalées dans le système de gestion de la demande.	le 31 mars 1994	9 995,00 \$
Richard, Manon	Rédaction de trois feuillets pour le numéro de septembre 1993 de <i>La francisation en marche</i> .	fin juin 1993	225,00 \$
Rowan, Renée	Rédaction d'un article pour <i>La francisation en marche</i> de septembre 1993.	fin juin 1993	300,00 \$
Saint-Jean, Armande	Présentation d'une conférencière à l'occasion de la Journée internationale des femmes.	le 7 mars 1994	1500,00 \$

Sarrasin, Claire	Préparation du prototype du trophée «Mérite du français».	le 3 février 1994	1 800,00 \$
Sarrasin, Claire	Développement et concept du trophée «Mérite du français».	le 11 février 1994	1 000,00 \$
Sicard, Thérèse	Mise à jour de 2000 fiches de la Banque de terminologie du Québec à partir du <i>Vocabulaire de la mécanisation forestière</i> et des demandes signalées dans le système de gestion de la demande.	le 28 février 1994	9 995,00 \$
Tremblay, Pierre-Michel	Conception de la logistique lors d'une conférence-midi.	le 24 mars 1994	200,00 \$
Voyer, Carole	Soutien professionnel à la réalisation des activités d'assistance linguistique et terminologique.	du 5 juillet au 10 septembre 1993	7 000,00 \$

FIRMES

Association professionnelle des fabricants d'enseignes du Québec	Location d'un stand à l'EXPO-CONGRÈS 1993 à l'hôtel Motel Québec inc. de Sainte-Foy, Québec.	les 17 et 18 avril 1993	750,00 \$
Atkinson Tremblay	Validation des modèles conceptuels des données et des traitements dans le cadre de la refonte des systèmes de suivi des activités de francisation. Évaluation et détermination des coûts en tenant compte du parc d'équipement de l'OLF.	le 31 mars 1994	5 000,00 \$
Centre de formation en gestion (CFG)	Élaboration et animation d'une rencontre de formation d'une journée portant sur «La sensibilisation au travail d'équipe».	le 7 octobre 1993	2 500,00 \$
Centre International GP	Constitution d'un jeu de disquettes contenant toute l'information relative au vocabulaire «Terminologie de la gestion de projets français-anglais» pour stockage dans la Banque de terminologie du Québec y compris transformation et diffusion des données sur tout support.	le 31 mars 1994	3 500,00 \$
Communications Suzanne Lévesque	Participation à la Semaine du français à titre de porte-parole officielle.	du 14 au 21 mars 1994	2 000,00 \$
Congrès de l'éducation de la Région 04	Location d'un stand d'exposition et de l'équipement requis ainsi que promotion de la participation de l'OLF.	du 4 au 6 novembre 1993	400,00 \$

DMR Québec inc.	Élaboration d'un guide méthodologique de préparation d'un plan de francisation dans le cadre de la politique gouvernementale de l'utilisation du français dans les technologies de l'information.	fin septembre 1993	9 984,00 \$
DRM Québec inc.	Tenue de deux séances de formation-synergie pour le personnel de l'Office visé par l'application de la politique gouvernementale de l'utilisation du français dans les technologies de l'information.	les 2 et 17 septembre 1993	3 200,00 \$
Edumicro inc.	Consultation du logiciel de base de données ACCESS version 1.1 (huit heures).	entre le 15 et 21 décembre 1993	640,00 \$
Excel Expo inc.	Location d'un stand au Palais des congrès de Montréal dans le cadre du Salon CIPHEX.	les 18 et 19 avril 1993	515,00 \$
ExpoService Standard	Location d'une prise électrique de 800 watts lors du Salon CIPHEX au Palais des congrès de Montréal.	les 18 et 19 avril 1993	74,00 \$
ExpoService Standard	Location d'un stand avec accessoires à la Place Bonaventure de Montréal dans le cadre du Salon Le Monde des affaires 1993.	du 30 septembre au 3 octobre 1993	236,00 \$
ExpoService Standard	Location d'un stand et accessoires au Palais des Congrès de Montréal dans le cadre du SCIB 1993.	du 9 au 11 novembre 1993	215,50 \$
Expositions industrielles et commerciales inc.	Location d'un stand au Palais des congrès de Montréal dans le cadre du Salon canadien de l'informatique/bureautique 1993.	le 9 novembre 1993	1 800,00 \$

Fédération des secrétaires professionnelles du Québec	Location d'un stand à l'hôtel Radisson-Gouverneurs à Montréal dans le cadre du Congrès de la FSPQ.	1e 30 octobre 1993	400,00 \$
Fonds des moyens de communication - Ministère des Communications	Location d'un stand avec accessoires dans le cadre du Salon Info-Services de Rivière-du-Loup.	du 22 au 25 avril 1993	1 640,00 \$
Gestar inc.	Traitement des dossiers semi-actifs des unités administratives du bureau de Québec, soit épuration des dossiers, fusion de dossiers, s'il y a lieu, et réorganisation matérielle en conséquence.	1e 17 septembre 1993	4 700,00 \$
Gexco, conseillers en gestion d'expositions et congrès inc.	Location d'un stand et d'une prise électrique de 1500 W dans le cadre du Salon des affaires du Saguenay--Lac-Saint-Jean du 4 au 6 février 1994.	du 4 au 6 février 1994	645,00 \$
Hewlett-Packard (Canada) Ltée	Vérification des installations électriques et informatiques de la salle d'informatique de l'OLF de Québec à la suite des travaux électriques effectués par le propriétaire.	1e 3 avril 1993	1 200,00 \$
Hiéroglyphe communication	Montage du Bloc outil de <i>La francisation en marche</i> .	1e 20 août 1993	490,00 \$
Hiéroglyphe communication	Formation pour les logiciels Stuffit, PageMaker et Photoshop pour <i>La francisation en marche</i> .	1e 15 octobre 1993	358,75 \$
Hiéroglyphe communication	Montage d'une affiche de la série des outils d'implantation terminologique (SOIT). Nouveaux films et corrections d'auteur.	1e 13 décembre 1993	643,00 \$

Hiéroglyphe communication	Préparation d'une série de 19 illustrations dans la série des outils d'implantation terminologique (SOIT).	fin janvier 1994	1 363,00 \$
Hiéroglyphe communication	Production de quinze dessins pour le concours dans les journaux «Comment appelle-t-on?» dans le cadre de la Semaine du français au travail 1994.	7 mars 1994	1 200,00 \$
Infographie inc.	Préparation de 5 affiches dans le cadre des outils d'implantation des véhicules routiers, de 5 fiches contextuelles et de 5 micro-lexiques.	fin octobre 1993	3 688,91 \$
Josée Lambert, photographe	Photographies pour le périodique <i>La francisation en marche</i> incluant laboratoire et déplacement.	15 décembre 1993	375,00 \$
Josée Lambert, photographe	Photographies et reproductions pour le périodique <i>La francisation en marche</i> .	7 janvier 1994	112,00 \$
Laurier Repro Plan ltée	Laminage des certificats de francisation au cours de l'exercice financier 1993-1994.	du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1994	3 000,00 \$
Le Mot-Clé enr.	Actualisation des dossiers terminologiques du manuscrit du <i>Dictionnaire des pompes industrielles</i> comportant la mise à jour de la documentation et la révision des dossiers.	du 1 ^{er} avril au 30 septembre 1993	6 000,00 \$
Les productions PrépArt	Conception de la remise des Mérites du français 1994	du 17 au 31 janvier 1994	3 240,00 \$
Les promotions André Pageau inc.	Location d'un emplacement lors du Salon industriel du Saguenay--Lac-Saint-Jean.	les 11, 12 et 13 mai 1993	1 000,00 \$

Les promotions André Pageau inc.	Location d'un emplacement lors du Salon industriel de l'Estrie.	du 14 au 16 septembre 1993	1 000,00 \$
Les services à la recherche JTD	Étude de faisabilité quant à la réalisation d'entrevues en français auprès de membres de communautés culturelles qui ont une connaissance plus ou moins fonctionnelle du français.	du 8 novembre 1993 au 4 janvier 1994	9 800,00 \$
P.E. Poitras, Services d'expositions	Location de trois chaises fauteuils, d'une table avec recouvrement, d'une corbeille à papier et d'une sortie électrique dans le cadre d'une exposition à Jonquière.	le 11 mai 1993	148,00 \$
Promotions Outaouais	Production de 500 bandes magnétiques comme articles de promotion à remettre aux usagers et usagères dans le cadre de la Semaine du français 1994.	du 18 février au 18 mars 1994	500,00 \$
Ressources Santé- Management	Présentation de deux conférences-midi dans le cadre du mois de la Santé et de la Sécurité au travail dans la fonction publique.	du 7 au 11 juin 1993	500,00 \$
Salon du livre de l'Abitibi- Témiscamingue	Location d'un stand au Colisée de La Sarre à l'occasion du Salon du livre de l'Abitibi- Témiscamingue.	du 20 au 23 mai 1993	425,00 \$
Salon du livre de l'Outaouais inc.	Location d'un stand lors du Salon du livre de l'Outaouais.	du 23 au 27 mars 1994	950,00 \$
SOM inc.	Réalisation de quatre entrevues de groupe auprès de travailleurs immigrés afin d'explorer leurs besoins en formation linguistique.	le 31 mars 1994	8 000,00 \$

SORECOR inc.	Préparation et adaptation d'une rencontre de 2 jours portant sur la gestion en mode projet.	le 31 mars 1994	3 000,00 \$
Statbec	Réalisation, dans une autre langue que le français ou l'anglais, de 300 entrevues téléphoniques auprès de personnes immigrées afin de déterminer les moyens à concevoir pour les aider à apprendre le français.	le 31 mars 1994	7 000,00 \$
Sylvain Beaudry Audio-Visuel inc.	Enregistrement sur vidéocassette de la conférence de M. Yves Gambier, adjoint à l'Institut de Traduction et d'Interprétation de l'Université de Turku en Finlande.	le 10 mai 1993	927,56 \$
Syspertech	Animation d'un séminaire portant sur les systèmes experts.	le 1 ^{er} décembre 1993	400,00 \$
Télé-Université	Préparation des propositions de travail visant à doter les conseillers en francisation d'un outil adapté à la collecte d'information relative à la langue générale utilisée en entreprise.	le 5 juin 1993	1 500,00 \$

7. LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI, DEPUIS LE 1^{er} MARS 1993 ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT AU MONTANT INITIAL

Ne s'applique pas.

8. LE MONTANT GLOBAL POUR L'ANNÉE 1993-1994 DES DÉPENSES SUIVANTES :

- photocopie : 77 000 \$
- télécopie : 14 000 \$
- frais de transport : 170 000 \$
- hébergement : 70 000 \$
- repas : 60 000 \$
- participation à des congrès, des colloques et à des séances
de type perfectionnement en ressourcement tenus au Québec et
au Canada : 18 000 \$

9. POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS SOUS LEUR AUTORITÉ, COMBIEN DE PERSONNES, DONT LA COTISATION FUT PAYÉE EN 1993-1994 PAR L'EMPLOYEUR, SONT MEMBRES DE CLUBS PRIVÉS (CLUBS D'AFFAIRES, CLUBS SOCIAUX, CLUBS DE GOLF OU AUTRES) ET À QUELLE SOMME S'ÉLÈVE LE MONTANT GLOBAL PAYÉ POUR CES COTISATIONS?

Aucune.

10. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC..) POUR 1993-1994.

Voir le Secrétariat à la politique linguistique.

11. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 1993-1994 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME:

- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel
- b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires
- c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel

Voir Secrétariat à la politique linguistique

12. CONCERNANT LES EFFECTIFS DE L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE POUR L'EXERCICE 1993-1994

A) EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

<u>CATÉGORIE</u>	<u>POSTES RÉGULIERS</u>	<u>POSTES OCCASIONNELS</u>	<u>TOTAL</u>
Hors cadre	1	0	1
Cadres supérieurs	16	0	16
Professionnels	166	0,5	166.5
Techniciens	50	0	50
Personnel de bureau	63	2,5	65.5
TOTAL :	296	3	299

B) NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

<u>CATÉGORIE D'EMPLOI</u>	<u>NOMBRE DE FEMMES</u>	<u>NOMBRE D'HOMMES</u>	<u>TOTAL</u>
Professionnel	10	19	29

C) NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLI : 3 (hors échelle)

D) NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Voir 12 A).

E) NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

L'office de la langue française répondra aux exigences de la Loi 198.

13. MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES EN 1993-1994 QUI LOUENT DES LOCAUX, EN INDIQUANT POUR CHACUNE D'ELLES L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, LA SUPERFICIE, LE COÛT ET LA DURÉE DU BAIL

Ne s'applique pas.

Tous les locaux occupés par l'organisme relèvent de la Société immobilière du Québec.

**15. LISTE DES TARIFS (DROITS ET PERMIS) EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE FINAN-
CIER 1993-1994**

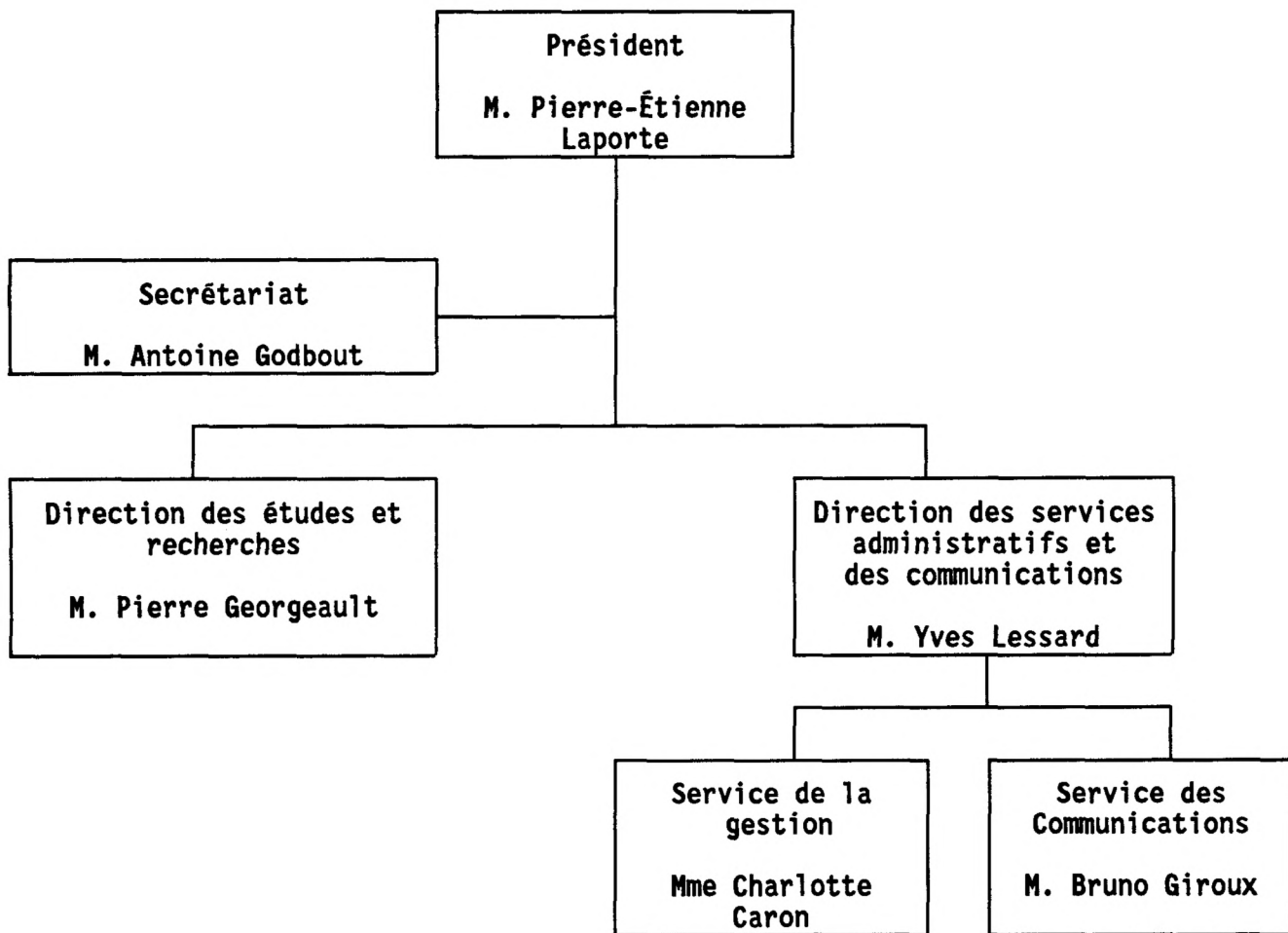
Ne s'applique pas.

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

1. ORGANIGRAMME DU CONSEIL



18 MARS 1994

DÉFENSE DE CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

2. LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES (1993-1994)

Périodique intitulé Le Bulletin du CLF

Périodicité : habituellement 4 numéros de 8 pages par année. En 1993-1994, il y a eu un numéro de 16 pages, un de 24 pages et un de 8 pages.

Tirage : 7 000 exemplaires

Coût :

- * graphisme, composition, montage, pelliculage numérisé = 1 240,00 \$ pour le numéro de 16 pages, 2 664,00 \$ pour le numéro de 24 pages et 1 278,00 \$ pour le numéro de 8 pages, soit un total de 5 192,00 \$
- * impression : 3 280,00 \$ pour le numéro de 16 pages, 4 250,00 \$ pour le numéro de 24 pages et 1 770,00 \$ pour le numéro de 8 pages. Total = 9 300 \$
- * étiquette : 5 000 inscriptions x 0,033 \$ par étiquette x 3 envois = 495,00\$
- * affranchissement : 2 500,00 \$ par numéro x 3 numéros = 7 500,00 \$

Total = 22 487,00 \$ ou, en moyenne, 7 495,67 \$ par numéro, soit, toujours en moyenne, 1,07 \$ l'exemplaire

Distribution : par la média-poste, l'étiquette placée directement sur la publication

Imprimeur : au cours de la dernière année, l'imprimeur a été différent d'un numéro à l'autre puisque, entre autres choses, le nombre de pages a varié. Pour le dernier numéro, l'impression a été faite par l'imprimerie «Paul Veilleux inc.».

DÉFENSE DE CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1993

<u>NOMS ET FONCTIONS</u>	<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>LIEU</u>	<u>DATE</u>	<u>COÛT</u>
Maurais, Jacques Agent de recherche	Conférencier invité au Symposium international sur: "La redefinición de lo local, lo nacional y lo global. Perspectivas desde la Antropologia" *Dépenses assumées par l'Université de Mexico	Mexico (Mexico)	93-04-01 au 93-04-04	80,81
Laporte, Pierre- Etienne Président	Conférencier au Symposium sur la qualité de la langue organisé par la Délégation générale à la langue française et intitulé "La qualité de la langue? le cas du français". Rencontre avec le vice-président du CSLF, M. Quemada et le délégué général à la langue française, M. Cerquiglini: colloque de 1994 au Québec, les indicateurs linguistiques en vue d'une recherche conjointe. Rencontres sur l'évaluation des politiques publiques	Paris (France)	93-04-04 au 93-04-10	1 566,75
Georgeault, Pierre Directeur Études et Recherche	En tant que membre de l'OQIL, participer au Forum sur les industries de la langue. À cette occasion, et notamment dans le cadre d'échanges sur les perspectives en francophonie, présenter l'OQIL et le point de vue québécois. En tant que membre de l'OQIL et du RIOFIL, participer à la 1 ^{ère} rencontre du Réseau regroupant les représentants des observatoires nationaux: Québec, Canada, France, Suisse, Wallonie et Afrique. *Toutes les dépenses sont prises en charge par l'OQIL	Bruxelles (CFB)	93-05-07 au 93-05-16	0,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC
DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1993

<u>NOMS ET</u> <u>FONCTIONS</u>	<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>LIEU</u>	<u>DATE</u>	<u>COÛT</u>
Godbout, Antoine Secrétaire	Invitation à participer à la remise des prix au Concours provincial de français 1993, qui a reçu une subvention du CLF	Sudbury (Ontario)	93-05-07	989,30
Laporte, Pierre- Etienne Président	Participer à l'assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada	Winnipeg (Manitoba)	93-06-18 au 93-06-20	1 531,40
Laporte, Pierre- Etienne Président	Participer au Congrès annuel de l'Association américaine de sociologie	Miami (Floride)	93-08-12 au 93-08-17	1 594,85
Gagné, Francine Agente de recherche	Participer au séminaire "Carrefour Acadie-Québec" à l'Institut de Memramcook à St-Joseph de Memramcook	Nouveau- Brunswick	93-10-01 au 93-10-02	753,52
Gagné, Francine Agente de recherche	En tant que secrétaire du comité international du Réseau Diepe, participer aux séances de travail du Réseau. *Dépenses assumées par d'autres organismes.	Paris (France)	93-10-11 au 93-10-16	0,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC
DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1993

<u>NOMS ET FONCTIONS</u>	<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>LIEU</u>	<u>DATE</u>	<u>COÛT</u>
Laporte, Pierre- Etienne Président	<p><u>Paris</u>: conférencier à l'Association de Défense et Promotion de la langue française; rencontres des homologues du CLF et d'experts en vue de la préparation du Séminaire international de novembre 94 à Québec. Remise de l'Ordre des francophones à l'écrivaine Anne Hébert.</p> <p><u>Bruxelles</u>: conférencier à deux colloques; l'un sur l'insécurité linguistique, l'autre sur le français dans un contexte de plurilinguisme. Réunion France-CFB-Suisse-Québec sur le suivi du séminaire sur le français dans l'information scientifique et technique (IST). Conférence des conseils linguistiques</p>	Paris (France) Bruxelles (CFB)	93-11-05 au 93-11-25	2 703,57
Paillé, Michel Agent de recherche	<p>À l'invitation de la Direction générale de la politique linguistique de la Catalogne: -prononcer la conférence d'ouverture de la quatrième séance du Symposium de démolinguistique tenu à Tortosa. Cette séance avait pour thème: "Recensements linguistiques et politique linguistique planifiée". Deux universités de Barcelone ont invité M. Paillé à rencontrer un groupe de professeurs, de chercheurs et d'étudiants. Visite de l'institut catalan de statistique, de l'Institut d'études catalanes ainsi que de l'Institut de sociolinguistique catalane.</p> <p>*Dépenses assumées par la Catalogne.</p>	Barcelone (Espagne)	93-11-13 au 93-11-20	110,54

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC
DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1993

<u>NOMS ET</u> <u>FONCTIONS</u>	<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>LIEU</u>	<u>DATE</u>	<u>COÛT</u>
Georgeault, Pierre Directeur Études et Recherche	Participer à la rencontre du RIOFIL, présenter le projet Fran- cophonie et IL et autres dossiers de OQIL et rencontres de diverses personnes influentes dans le domaine. *Frais pris en charge par l'OQIL.	Paris (France)	94-01-22 au 94-02-02	0,00
Maurais, Jacques Agent de recherche	Conférencier au colloque "Démocracy and Ethnopolitics - Riga 94" organisé par le Centre d'études ethniques de l'Institut de philosophie et de sociologie de Riga. *Toutes les dépenses assumées par le Centre d'études ethniques lettonien.	Riga (Lettonie)	94-03-09 au 94-03-11	0,00

DÉFENSE DE CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 1993-1994 (en \$)

Projet	Placement	Production	Total
Appel de candidatures pour le prix Jules-Fournier (1993) dans le magazine <i>Le 30</i>	714,82	100,00	814,82
Annonce du nom de la lauréate du prix Jules-Fournier (1993) dans le magazine <i>Le 30</i>	357,41	93,60	451,01
Annonce de l'Ordre des francophones d'Amérique dans le <i>Répertoire de la vie française en Amérique</i>	357,41	100,00	457,41
Appel de candidatures pour le prix Jules-Fournier (1994) dans le magazine <i>Le 30</i>	701,34	16,00	717,34
Total	2 130,98	309,60	2 440,58

PRÉVISIONS 1994-1995 (en \$)

Projet	Placement	Production	Total
Appel des candidatures pour le prix Jules-Fournier et publication des résultats :			
Appel et rappel de candidatures dans le magazine <i>Le 30</i>	1 400	150	1 550
Annonce des résultats dans le magazine <i>Le 30</i>	350	100	450
Annonce des publications du Conseil dans des revues spécialisées et dans des cahiers spéciaux de journaux :			
Conseil de la vie française en Amérique	350	150	500
Cahier spécial du <i>Devoir</i> sur la francophonie	345	150	495
Revue <i>Interface</i>	250	150	400
Magazine <i>Avenir</i>	560	140	700
Commission culturelle fransaskoise	200	150	350
Total	3 455	990	4 445

DÉFENSE DE CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

6. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ ATTRIBUÉS DU 1^{er} AVRIL 1993 AU 31 MARS 1994 (incluant, le cas échéant, les sondages de même que ceux attribués à des firmes de communication ou de relations publiques).

<u>NOM</u>	<u>PROJET</u>	<u>COÛT</u>
BOURHIS, Richard Y.	Préparer une conférence sur l'insécurité linguistique au Québec	3 000,00
HUDON, Renée	Animation de la cérémonie de remise des insignes de l'O.F.A.	300,00
LEBLANC, Louise	Service de photographe pour la remise des insignes de l'O.F.A. et du Prix 3-juillet-1608	100,00
MAUGEY, Axel	Rédaction d'un texte sur les nouvelles stratégies de la diversité linguistique	2 000,00
MAGNY, Estelle	Réalisation de travaux de recherche pour le comité C.F.A.C.	8 300,00
CATACH, Nina	Entente conjointe avec l'Université de Montréal et l'Université Laval - part du Conseil pour défrayer les coûts de la tournée de conférences au Québec en octobre 1993	300,00
LEGAULT, Annie	Réalisation de travaux de recherche pour le comité DIL	1 068,95
DUSSAULT, Georges	Effectuer une étude de faisabilité sur les changements officiels de noms	1 500,00
TARDIF, Nicole	Consultation du comité DIL sur l'offre des services de francisation	300,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>NOM</u>	<u>PROJET</u>	<u>COÛT</u>
GINGRAS, Christian	Services d'hôte au stand du Conseil pour information au colloque sur la problématique de l'aménagement linguistique à Chicoutimi du 5 au 8 mai	785,43
PILON, Martin	Configuration du logiciel WordPerfect 5.1 afin de pouvoir commander les plateaux de l'imprimante au laser	100,00
DUBÉ, Marcel	Rédaction d'un texte pour le Bulletin	500,00
LANGLOIS, Isabelle	Services professionnels du 14 mars au 6 mai 1994 pour la mise à jour du fichier des abonnés au Bulletin du Conseil	1 666,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Calligraphie A.L.G.	Calligraphie des parchemins de l'O.F.A. et du prix 3-juillet-1608	283,50
Compélec inc.	Photogravure pour divers éléments promotionnels de l'O.F.A. et du prix 3-juillet-1608	931,50
Compélec inc.	Compogravure pour la production du dépliant O.F.A. et du prix 3-juillet-1608	784,00
Compélec inc.	Photogravure pour la production du carton d'invitation O.F.A. et du prix 3-juillet-1608	180,00
Parution	Éditique pour le questionnaire "Sondage auprès des lecteurs du Bulletin"	257,80
Compélec inc.	Compogravure pour une affiche de l'O.F.A.	360,00
Compélec inc.	Compogravure pour le cahier "Geneviève Picard" Prix Jules-Fournier 1993	388,00
Parution	Traitement de texte pour la mise à jour du fichier de la clientèle du Conseil	2 204,97
Compélec inc.	Compogravure pour la production de quatre numéros du Bulletin du Conseil	5 192,00
Club de presse Blitz	Abonnement à la liste des médias de mai 93 à avril 94	295,00
Caisse, Chartier	Abonnement à divers relevés de presse électronique et écrite pour la revue de presse spécialisée	458,72

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Traitex	Traitement de texte pour la publication "Répertoire des publications"	231,25
Compélec inc.	Traitement de fichiers pour le Prix Jules-Fournier	85,00
Compélec inc.	Photocomposition d'une annexe au Répertoire de la vie française en Amérique	160,00
Parution	Photocomposition pour le Prix Jules-Fournier - parution dans la revue Le 30	93,60
Parution	Éditique du prêt-à-photographier du cahier de la lauréate du Prix Jules-Fournier	581,00
Programmation Cognitive inc.	Consultation informatique pour la mise au point d'un ordinateur XT	218,75
Compélec inc. 571\$ - reporté à 1994-1995	Infographie et pelliculage numérisé pour quatre numéros afférents au Prix Jules-Fournier 1994	reporté
Parution	Éditique du document "Réflexion du Conseil" sur le document du ministère de l'Éducation "Faire avancer l'école"	236,00
Parution	Éditique du document "Les nouvelles stratégies en faveur du pluralisme linguistique"	161,00
Éditia inc.	Révision linguistique et correction d'épreuve de trois documents	875,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Éditia inc.	Révision linguistique du document "Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones"	1 025,00
Compélec inc.	Photocomposition et réimpression de 15 publications	1 890,00
Martin Matte enr.	Révision linguistique du document "L'assimilation linguistique, mesure et évaluation 1971-1986"	800,00
Éditions Folia inc.	Révision linguistique du document "Les jeunes et la langue"	510,00
Traitex inc.	Traitement de texte pour la publication "Les jeunes et la langue"	1 052,50
Éditia inc.	2 ^e révision linguistique du document "Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones"	375,00
Éditia inc.	Révision linguistique du rapport annuel 1992-93	125,00
Traitex inc.	Traitement de texte pour la production de l'ouvrage "Les jeunes et la langue d'Uli Locher"	950,00
Éditia inc.	Révision linguistique du document "L'avenir démolinguistique du Québec et ses régions"	750,00
Éditia inc.	Révision linguistique du document "Le fait français dans l'école anglophone"	575,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Logidec inc.	Avis sur d'éventuelles modifications à la Charte de la langue française	1 776,00
Reproduction Québec inc.	Impression du Bulletin du Conseil de la langue française, vol. 10, no 2	3 280,00
Pro-copies inc.	Réimpression de 16 publications pour la réserve du Conseil	1 685,09
Imprimerie sociale ltée	Impression de couvertures polyvalentes avec fenêtre	1 202,00
Logidec inc.	Impression du Répertoire des publications, juin 1993	395,00
Litho Concept	Pages-gabarits pour les pages de titres des diverses publications du Conseil	70,00
Publications du Québec	Édition de la publication "Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones"	6 800,00
Publications du Québec	Édition de la publication "Les jeunes et la langue - Usage et attitudes linguistiques des jeunes"	5 290,00
Publications du Québec	Édition de la publication "L'assimilation linguistique: mesure et évolution 1971-1986"	5 300,00
Imprimerie sociale ltée	Impression en 12 exemplaires de 16 pages de titre et insertion de ces pages dans des publications déjà imprimées	125,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Paul Veilleux ltée	Impression du Bulletin du Conseil de la langue française, vol. 10, no 3	4 250,00
Publications du Québec	Édition et commercialisation de la publication "Les jeunes et la langue - Tome II"	2 830,00
Publications du Québec	Édition et commercialisation de la publication "L'avenir démolinguistique du Québec"	3 413,00
CopiExpress	Impression de 600 exemplaires du cahier de: "Geneviève Picard - Prix Jules-Fournier 1993"	988,00
Impressions Stampa	Impression de 200 couverts "Les jeunes et la langue"	275,00
Logidec inc.	Impression de 200 couvertures de "Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones"	148,57
CopiExpress	Impression de 50 exemplaires en reprographie et reliure de 12 titres du Conseil de la langue française	3 395,00
CopiExpress	Impression de 250 exemplaires d'une publication et 200 exemplaires d'une couverture	232,00
Paul Veilleux ltée	Impression de 7000 exemplaires du Bulletin, vol. 11, no 1, hiver 1994	1 770,00
Publications du Québec	Production et achat de 450 exemplaires du rapport annuel 1992-93	1 307,46

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Logidec inc.	Reprographie de 50 exemplaires reliés et un non relié de "Les questions de langue au Québec, 1759-1850"	630,00
CopiExpress	Reprographie de 250 exemplaires "Les nouvelles stratégies en faveur du pluralisme linguistique à la fin du XX ^e siècle"	170,00
Solumatic Consultation	Support technique, dépannage informatique et conseils sur l'évolution du parc informatique du Conseil	1 560,75
Phillips-Lefebvre	Services professionnels dans le cadre de l'Avis sur les industries de la langue	9 850,00
Quatuor à cordes	Prestation musicale pour les invités à la réception pour l'O.F.A.	400,00
Phillips-Lefebvre	Assister le président dans ses travaux de recherche sur les développements récents du génie linguistique	8 250,00
Fonds App. et Services	Facturation au prorata du contrat de location ou d'achat de photocopieurs	44,70
DGI	Services de la Direction générale de l'informatique pour production SYGBEC	434,90
Archivex	Services d'archivage	383,60
Starber international	Services de dédouanement de marchandises	54,00

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
 ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Université de Montréal	Description comparée de l'enseignement de l'écrit au secondaire dans différents pays francophones (Projet Gilles Gagné)	12 000,00
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain Contrat de 5 000\$ en 1992-1993; payé en 1992-1993: 2 500\$; fin de contrat reporté en 1994-1995: 2 500\$	Participation à l'étude sur l'évolution des marchés internationaux et des activités résiliaires de la région métropolitaine de Montréal (Pierre-Paul Proulx)	reporté
Commission des écoles catholiques de Montréal	Prêt de services de Marie Deslongchamps et de Charles Mercier pour le 30 avril, une demi-journée	128,50
Commission scolaire de Brossard	Coût du remplacement de Raymonde Cyr pour le 30 avril 1993 en après-midi	72,68
Fonds B.S.Q.	Production de quatre (4) tableaux personnalisés sur la langue	4 030,00
Fonds B.S.Q.	Extraction d'enregistrement des fichiers du Régistre de la population	1 113,44
Fonds B.S.Q.	Production de deux (2) tableaux du recensement de 1991 concernant la langue	1 430,00
Fonds B.S.Q.	Production des fichiers de l'enquête sociale générale, cycle #4 (1989) et des recensements de 1971, 1976, 1981 (particuliers) sur disque CD-ROM	2 754,36

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

<u>Nom</u>	<u>Projet</u>	<u>Coût</u>
Fonds B.S.Q.	Contrat conjoint CLF, OLF, SPL, CEFRIO ET BSQ pour la réalisation d'une enquête sur la langue d'utilisation de l'informatique dans les entreprises québécoises	13 183,88
Statistique Canada	Production de données statistiques sur CD-ROM du recensement de 1986 (projet PIL)	4 000,00
Université d'Ottawa 7 100\$ dont 2 500\$ en 1993-1994 et 4 600\$ en 1994-1995	Mise à jour des tableaux contenus dans le rapport de Charles Castonguay intitulé " L ' a s s i m i l a t i o n linguistique: mesure et évolution 1971-1986	2 500,00

DÉFENSE DE CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

7. LISTE DES CONTRATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE

<u>NOM</u>	<u>RAISON DU DÉPASSEMENT</u>	<u>CONTRAT INITIAL</u>	<u>SURPLUS VERSÉ</u>
Rancourt, Mario	Révision d'une nouvelle version de deux textes de conférences du séminaire de novembre 1992	1 500\$	125,00\$
Traitex	L'ouvrage "Les jeunes et leur langue" était en partie sur logiciel Excel et non entièrement sur logiciel Word, comme prévu; le fournisseur a dû procéder à plus de modifications	807\$	398,25\$
CopiExpress	Contrat modifié pour fournir 600 exemplaires des publications du Conseil dans un emballage plastique	3 185\$	210,00\$
Compélec inc.	Ajout de pages supplémentaires pour la production du Bulletin du Conseil. Prévision au contrat: 4 numéros de 8 pages - 32 pages. Production: 3 numéros pour un total de 48 pages	5 000\$	192,00\$
Publications du Québec	Ajout pour corrections d'auteur lors de la production de la publication "Les jeunes et la langue", tome I	5 000\$	290,26\$

DÉFENSE DE CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

8. MONTANT GLOBAL DES DÉPENSES SUIVANTES: 1993-1994

- La photocopie (11 mois)		3 998\$
- La télécopie (10 mois)		2 358\$
- Frais de transport		18 201\$
- Frais d'hébergement		13 496\$
- Frais de repas		6 658\$
- Participation à des Congrès et Colloques:		
a) au Québec	8 268\$	
b) extérieur du Québec	<u>0.00\$</u>	8 268\$
- Perfectionnement:		
a) au Québec	3 591\$	
b) extérieur du Québec	<u>1 595\$</u>	5 186\$

DÉFENSE DE CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

9. COTISATIONS PAYÉES PAR L'EMPLOYEUR CLUBS PRIVÉS. ETC.

Aucune

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Question 10

Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc..) pour 1993-1994.

Voir le Secrétariat à la politique linguistique.

Question 11

À chacun des mois de l'exercice budgétaire 1993-1994 pour chaque ministère et organisme:

- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel
- b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires
- c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel

Voir Secrétariat à la politique linguistique

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

12. Effectifs 1993-1994

a) Évolution par catégorie d'emploi (effectifs réguliers)

- Hors cadres, cadres supérieurs et intermédiaire	4
- Professionnels	14
- Techniciens	2
- Personnel de bureau	<u>10</u>
Total	30

b) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité des tâches.

aucun

c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

1 hors échelle

d) Nombre de postes par catégorie d'emploi:

- Hors cadres	2
- Cadres supérieurs et intermédiaires	2
- Professionnels	14
- Techniciens	2
- Personnel de bureau	10
Etc. (occasionnels)	<u>2</u>
Total	32

e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour les cinq prochains exercices budgétaires

Le Conseil de la langue française répondra aux exigences de la Loi 198.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

13. FIRMES QUI LOUENT DES ESPACES (1993-1994)

Aucune

DÉFENSE DES CRÉDITS 1994-1995

PROGRAMME 01 - Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 - Conseil de la langue française

15. TARIFS (DROITS ET PERMIS) 1993-1994

Aucune

COMMISSION DE TOPONYMIE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE
À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME 01 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 03 - COMMISSION DE TOPONYMIÉ

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire

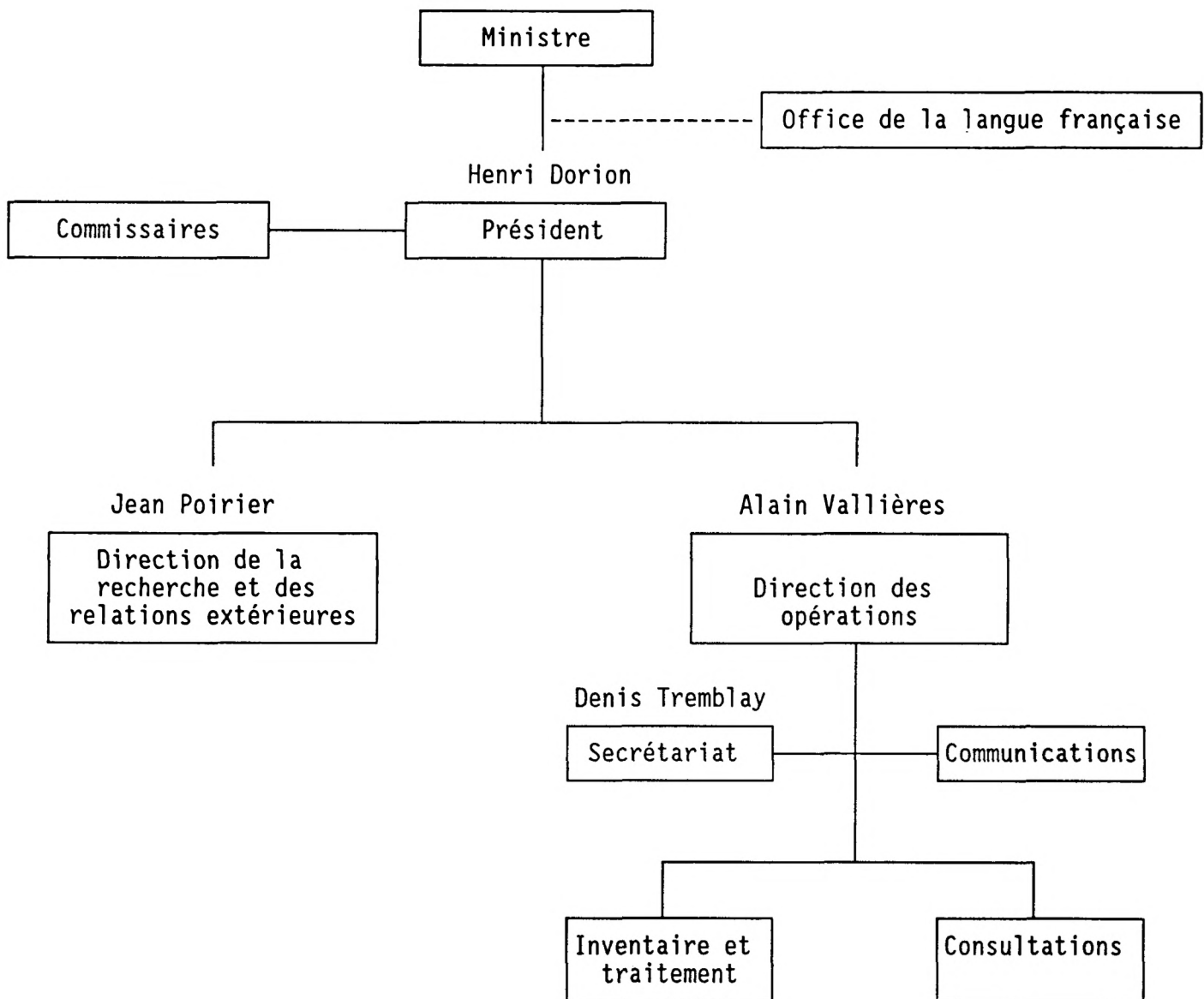
L'organigramme est présenté à la page suivante.

2. Liste des publications régulières du ministère ou de l'organisme

Liste des publications régulières en 1993-1994

Titre	Tirage	Coût	Mode de distribution	Imprimerie
Rapport annuel 1992-1993	600	1 355,63 \$	DGPG/TOPO	-
Gazette officielle du Québec 1993	500	285,34 \$	DGPG/TOPO	-
Supplément cumulatif RTQ 1993	500	1 030,00 \$	DGPG/TOPO	-
Fichier des toponymes populaires	300	321,00 \$	DGPG/TOPO	-

1. ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE



3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1993

Lieu et date : Trier (Allemagne), Paris (France) du 11 au 25 avril 1993

But : Congrès du Conseil international des Sciences onomastiques. H.Dorion, membre du Comité d'honneur et conférencier. Rencontre de travail avec la Commission nationale de toponymie de France et la Commission de toponymie de L'I.G.N. Élaboration du programme de coopération pour 1993-1994.

Coût : 3 166,38 \$ (CTQ); 1 150 \$ (MAI).

Personne concernée : Henri Dorion, président

Lieu et date : Ottawa du 25 mai au 1^{er} juin 1993

But : Participation, dans le cadre du Congrès des Sociétés savantes, aux sessions de la Société canadienne d'Onomastique. Présentation de communications.

Coût : 2 335,64 \$ (CTQ)

Personnes concernées : Henri Dorion, président
Jean-Yves Dugas, agent de recherche
Jean Poirier, adjoint au président

Lieu et date : Régina du 9 juin au 13 juin 1993

But : Le président de la Commission s'est vu décerner la Médaille du 125^e du Gouverneur général du Canada à l'occasion du Congrès annuel de l'Association des Musées canadiens. Participation aux travaux du Comité de l'AMC relatifs au Colloque sur la diversité culturelle.

Coût : 537,37 \$ (CTQ); 1 001,12 \$ (AMC)

Personne concernée : Henri Dorion, président

Lieu et date : El Paso (U.S.A.) du 8 au 12 septembre 1993
 But : La Commission a été invitée par le "Place name Survey of the USA" pour y présenter l'approche, la méthode et les procédés techniques de la gestion informatique de la toponymie québécoise.
 Coût : 1 060,50 \$ (CTQ)
 Personne concernée : Henri Dorion, président

Lieu et date : Toronto du 14 au 18 septembre 1993
 But : Participation à la réunion annuelle du Comité permanent canadien des noms géographiques (la CTQ en est un des membres).
 Coût : 1 382,60 \$ (CTQ)
 Personnes concernées : Henri Dorion, président (membre du Comité du Répertoire)
 Jean Poirier, adjoint au président (membre du Comité de la recherche)

Lieu et date : Paris (France) du 14 au 23 janvier 1994
 But : Programme de coopération France-Québec (CTQ/Conseil national de l'information géographique). Signature d'un protocole .
 Coût : 1 067,50 \$ (CTQ); 800 \$ (MAI); 860 \$ (MAE de France)
 Personne concernée : Henri Dorion, président

Lieu et date	:	Lillehammer (Norvège) du 9 au 13 février 1994
But	:	Rencontres avec les membres du Comité olympique international, relativement à la candidature de Québec-2002.
Coût	:	Assumé par Québec-2002
Personne concernée	:	Henri Dorion, président Vice-président, relations internationales de la Société des Jeux d'hiver de Québec-2002
Lieu et date	:	Grainau (Allemagne) du 18 au 20 février 1994
But	:	Invité comme conférencier au Colloque sur la gestion de la diversité, par l'Association des Études canadiennes des pays de langue germanique.
Coût	:	Assumé par l'Association des études canadiennes des pays de langue germanique (Cologne, Allemagne) et le Conseil international d'études canadiennes (Ottawa)
Personne concernée	:	Henri Dorion, président
Lieu et date	:	Moscou, Maïkop, Naltchik (Russie) du 5 au 30 juillet 1993.
But	:	Conférencier au Colloque annuel de l'Association russe des études canadiennes. Invité par la vice-présidence des Républiques Adighé et Kabardino-Balkare.
Coût	:	Assumé par l'AUCC (Ottawa); l'Académie des Sciences de la Russie et la vice-présidence des Républiques Adighé et Kabardino-Balkare.
Personne concernée	:	Henri Dorion, président

4. Liste des dépenses en publicité

1993-1994

Ne s'applique pas.

1994-1995 (Prévisions)

Ne s'applique pas.

Ventilation des dépenses par type de média

Ne s'applique pas.

6. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ ATTRIBUÉS DU 1^{er} AVRIL 1993 AU 31 MARS 1994 (incluant, le cas échéant, les sondages de même que ceux attribués à des firmes de communication ou de relations publiques).

NOM	OBJET	COÛT
ANDRÉ FILION ET ASS.	Évaluation de compétence en gestion	1 250,00 \$
BELZILE, Marie-Claire	Inventaire en Gaspésie et traitement de l'information	9 900,00 \$
CALLIGRAPHIE A.L.G.ENR.	Calligraphie du certificat "Mont Jean-Hubert"	210,00 \$
CALLIGRAPHIE A.L.G.ENR.	Calligraphie du certificat "Mont Étienne-Racine"	200,00 \$
CALLIGRAPHIE A.L.G.ENR.	Calligraphie des certificats "André-A.-Saint-Pierre" et "Parc Guy-Cardinal"	325,00 \$
CALLIGRAPHIE A.L.G.ENR.	Calligraphie de deux certificats plus réductions	350,00 \$

CHEVALIER, Pierre	Recherche de photos pour le support éconographique pour le Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec	3 000,00 \$
GRENIER, Fernand	Révision littéraire de fiches du Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec (CT 182443)	20 000,00 \$
INFORMATIQUE PRO&FORMAT	Formation et perfectionnement en informatique	841,00 \$
MARTIN, Sylvain	Inventaire des toponymes en usage dans les pourvoiries et traitement	5 000,00 \$
MAUREPAS LTÉE	Préparation de la version anglaise du texte d'un discours.	995,00 \$
ST-GELAIS, Nilma	Révision littéraire de fiches du Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec (CT 182443)	10 000,00 \$
SOCIÉTÉ MATCITE8EIA	Inventaire de la toponymie algonquine des villages de Winneway et Témiscamingue	3 000,00 \$
UTLAS	Traitement des données catalographiques et recherches documentaires	1 800,00 \$

7. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} mars 1993 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Ne s'applique pas.

8. Le montant global, pour l'année 1993-94 des dépenses suivantes

- frais de photocopie 4 000,00 \$
- frais de télécopie (inclus dans les coûts de téléphonie payés par l'Office de la langue française)
- frais de transport 5 596,26 \$
- frais d'hébergement 6 145,89 \$
- frais de repas 2 652,76 \$
- dépenses (congrès, colloques, perfectionnement)

	Québec	Extérieur du Québec
- Congrès	2 882,42 \$	2 845,41 \$
- Colloque	192,00 \$	--
- Perfectionnement	1 230,00 \$	--

9. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1993-94 par l'employeur, sont membres de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations.

Ne s'applique pas.

10. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 1993-1994.

Voir le Secrétariat à la politique linguistique.

11. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 1993-1994 pour chaque ministère et organisme :

- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel :

Voir Secrétariat à la politique linguistique.

- b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

Voir Secrétariat à la politique linguistique.

- c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel :

Voir Secrétariat à la politique linguistique.

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour l'exercice 1993-1994 :

a)	Hors cadre	1
	Cadres	3
	Professionnels	14
	Techniciens	4
	Personnel de bureau	6
		<hr/>
	TOTAL	28

- b) Deux professionnels bénéficient d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

c) Aucun hors échelle.

d) Hors cadre	1
Cadres	3
Professionnels	14
Techniciens	4
Personnel de bureau	6
	<hr/>
TOTAL	28

e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour les cinq prochains exercices budgétaires

La Commission de toponymie répondra aux exigences de la Loi 198.

13. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1993-94 qui louent des espaces :

Ne s'applique pas.

15. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1993-94.

Ne s'applique pas.

COORDINATION DES ORGANISMES DE LA CHARTE (SPL)

**RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
RELATIVE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1994-1995**

**PROGRAMME 01 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
ÉLÉMENT 05 - COORDINATION DES ORGANISMES DE LA CHARTE**

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire

L'organigramme est présenté à l'annexe B de la section I - Renseignements généraux du cahier explicatif des crédits 1994-1995.

2. Liste des publications régulières du ministère ou de l'organisme

Aucune publication.

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1993

- . Winnipeg, du 18 au 20 juin 1993

Participation à l'Assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada.

Coûts : 1 394,50 \$

Personne concernée : Guy Dumas, secrétaire par intérim

- . Amsterdam, du 7 au 14 août 1993

Participation au 10^{ième} Congrès mondial de linguistique appliquée et présentation d'une conférence.

Coûts : 3 084,08 \$

Personne concernée : Guy Dumas, secrétaire par intérim

4. Liste des dépenses en publicité

Aucune dépense en publicité.

6. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ ATTRIBUÉS DU 1^{er} AVRIL 1993 AU 31 MARS 1994 (incluant, le cas échéant, les sondages de même que ceux attribués à des firmes de communication ou de relations publiques).

NOM	OBJET	COUT
Bernard, Denise	Dans le cadre des activités relatives au projet de loi modifiant la Charte de la langue française, effectuer divers travaux d'organisation et de traitement de l'information et autres tâches pertinentes	4 500,00 \$
Bourque, Ratté & Associés	Évaluer les impacts du retrait du réseau informatique, évaluer les besoins en logiciels et en matériel pour rendre les postes fonctionnels et autonomes, établir un plan de transition du réseau en postes autonomes et réaliser la transition.	4 200,00 \$

NOM	OBJE	COUT
Bureau de la statistique du Québec	Addendum à la convention relative à la réalisation d'une enquête sur la langue d'utilisation de l'informatique dans les entreprises québécoises	13 183,88 \$
Centre de linguistique de l'entreprise	Dans le cadre des travaux du comité d'action pour le fran- çais dans l'informatique (CAFI), produire un rapport d'activités et organiser une réunion des partenaires du CAFI sur le sujet.	5 000,00 \$
Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec	Superviser les travaux d'actua- lisation du Dictionnaire de droit privé.	5 000,00 \$
École des Hautes Études Commerciales	Organiser le lancement du nouveau Dictionnaire de la gestion de la production et des stocks.	869,48 \$
Productions Pré-Art	Conseiller, coordonner et fournir le soutien logistique de la remise des "Mérites du français 1994".	6 182,50 \$
Tremblay, Pierre-Michel	Concevoir, mettre en scène et animer deux conférences-midis dans le cadre de la "Semaine du français et des Mérites 1994".	1 000,00 \$
Sarrazin, Claire	Préparer et réaliser dix plaques en acrylique transparent pour les "Mérites du français au travail 1994".	1 250,00 \$

7. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} mars 1993 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Aucun.

8. Le montant, pour l'année 1993-1994 de chacune des dépenses suivantes:

- . la photocopie: 1 500 \$
- . la télécopie: 2 060 \$
- . le remboursement des frais de transport: 10 858 \$
- . le remboursement des frais d'hébergement: 3 840 \$
- . le remboursement des frais de repas: 2 493 \$
- . l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
 - a) au Québec: 3 635,00 \$
 - b) à l'extérieur du Québec: 4 478,58 \$

9. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1993-1994 par l'employeur, sont membres de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?
Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs (en indiquant le nom des clubs)?

Ne s'applique pas.

10. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc..) pour 1993-1994.

Voir page suivante pour réponse à cette question concernant les organismes de la Charte (OLF-TOP0, CLF et SPL).

Répartition du personnel selon le sexe pour chaque catégorie d'emplois

OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE (incluant la Commission de toponymie)

CATÉGORIE D'EMPLOI	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Haute direction	1	-	1
Cadres supérieurs	16	3	19
Professionnels	94	79	173
Techniciens	12	42	54
Personnel de bureau	5	61	66
Total du ministère	128	185	313

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

CATÉGORIE D'EMPLOI	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Haute direction	-	-	-
Cadres supérieurs	4	-	4
Professionnels	9	7	16
Techniciens	1	1	2
Personnel de bureau	1	9	10
Total du ministère	15	17	32

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

CATÉGORIE D'EMPLOI	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Haute direction	-	-	-
Cadres supérieurs	2	-	2
Professionnels	2	-	2
Techniciens	-	2	2
Personnel de bureau	-	-	-
Total du ministère	4	2	6

Répartition des personnes handicapées pour chaque catégorie d'emplois

OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE (incluant la Commission de toponymie)

CATÉGORIE D'EMPLOI	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Haute direction	-	-	-
Cadres supérieurs	1	-	1
Professionnels	2	1	3
Techniciens	-	1	1
Personnel de bureau	1	2	3
Total du ministère	4	4	8

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Aucune personne handicapée.

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Aucune personne handicapée.

Répartition des membres des communautés culturelles chaque catégorie d'emplois

OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE (incluant la Commission de toponymie)

CATÉGORIE D'EMPLOI	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Haute direction	-	-	-
Cadres supérieurs	2	1	3
Professionnels	14	10	24
Techniciens	-	1	1
Personnel de bureau	-	2	2
Total du ministère	16	14	30

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

CATÉGORIE D'EMPLOI	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Haute direction	-	-	-
Cadres supérieurs	1	-	1
Professionnels	-	-	-
Techniciens	-	-	-
Personnel de bureau	-	1	1
Total du ministère	1	1	2

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

CATÉGORIE D'EMPLOI	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Haute direction	-	-	-
Cadres supérieurs	1	-	1
Professionnels	-	-	-
Techniciens	-	-	-
Personnel de bureau	-	-	-
Total du ministère	1	-	1

11. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 1993-1994 pour chaque ministère et organisme:

a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel

ORGANISMES	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Office de la langue française (incluant la Commission de toponymie)	347.5	362.5	415.0	325.5	376.5	363.0	295.5	405.0	412.5	399.5	342.5	176.5	4 221.5
Conseil de la langue française	25.5	12.5	10.0	7.5	28.0	35.0	33.0	29.0	13.0	8.0	24.0	7.5	233.0
Secrétariat à la politique linguistique	3.5	6.5	4.0	2.5	2.0	6.0	3.0	9.5	5.5	2.0	1.5	0	46.0

b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (Il a été impossible de recueillir cette information pour chacun des mois de l'année financière 1993-1994)

ORGANISMES	Nombre d'heures	Rémunération	
		Payée	Compensée
Office de la langue française (incluant la Commission de toponymie)	4 178.83	13 713,19 \$	103 445,34 \$
Conseil de la langue française	98.24	36,85 \$	2 744,10 \$
Secrétariat à la politique linguistique	84.25	2 277,30	---

11. (suite)

c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel

ORGANISMES	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Office de la langue française (incluant la Commission de toponymie)	283.5	182.5	430.5	1 822.5	1 530.5	438.0	236.5	145.5	227.0	330.5	189.0	246.5	6 062.5
Conseil de la langue française	28.5	42.5	31.0	271.5	133.0	14.5	29.5	20.0	24.5	43.0	5.0	14.0	657.0
Secrétariat à la politique linguistique	1.0	4.0	7.5	47.5	32.5	13.5	4.5	1.5	1.0	12.5	5.0	0	130.5

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour l'exercice 1993-1994

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix).

Cadres supérieurs et intermédiaires :	2
Professionnels :	3
Techniciennes :	2
Personnel de bureau :	0
Ouvriers :	0
Agents de la paix :	0
TOTAL	7

- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Aucune prime de complexité supérieure n'est versée.

- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accompli.

1 hors-échelle.

- d) Nombre de postes par catégorie d'emploi

Hors-cadres et cadres :	2
Professionnels :	5
Techniciens :	2
Employés de bureau	2

- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour les cinq prochains exercices budgétaires

Le Secrétariat à la politique linguistique répondra aux exigences de la Loi 198.

13. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1993-1994 qui louent des espaces

Ne s'applique pas.

15. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1993-1994

Ne s'applique pas.

16. LISTE DU PERSONNEL DU CABINET 1993-1994

a)

b)

NOM	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DU DÉPART	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION	TRAITEMENT ANNUEL	MONTANT TOTAL
Peachy, Claude	1994-03-17	---	Attachée politique	Québec	934	42 000 \$	1 771,00 \$
Racine-Parent, Georgette	1994-03-17	---	Secrétaire	Québec	935	29 000 \$	1 222,76 \$
TOTAL							2 993,76 \$

c) Nombre total d'employés du cabinet en poste au 31 mars 1994 = 2

17. Liste des contrats donnés en 1993-1994 à même le budget discrétionnaire du cabinet du ministre

Aucun contrat n'a été donné en 1993-1994 à même le budget discrétionnaire du ministre.

18. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1993-1994

Note: Conformément aux objectifs de crédits périmés identifiés par le Conseil du trésor pour l'application de la Charte de la langue française.

ORGANISMES

. Office de la langue française	647 500 \$
. Commission de protection de la langue française	345 900 \$
. Conseil de la langue française	125 600 \$
. Commission d'appel de francisation des entreprises	8 400 \$
. Commission de toponymie	75 200 \$
. Promotion de la langue française	192 600 \$
. Coordination des organismes de la Charte	219 500 \$
TOTAL	1 614 700 \$

19. La ventilation détaillée des transferts obtenus du gouvernement fédéral en 1993-1994 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention

Ne s'applique pas.

20. La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire du ministère pour l'année 1993-1994

Le ministère ne dispose d'aucun budget discrétionnaire.

21. Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

Le ministre responsable du dossier du "grand Montréal" répondra à cette question.

SECTION II - RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

A - CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

ETUDE DES CRÉDITS 1994-95

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Organisme: Charte de la langue française

A. Conseil de la langue française:

1. Tableau statistique faisant état du nombre d'Avis demandés par le gouvernement et du nombre d'Avis émis par le Conseil sur sa propre initiative en 1993-94.
(Sujets des avis)
2. Tableau comparatif des budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 1993-94.
3. Liste des études effectuées par et pour le CLF en 1993/1994 et copie des études.

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Question 1

Tableau statistique faisant état du nombre d'avis demandés par le gouvernement et du nombre d'avis par le Conseil sur sa propre initiative en 1993-1994.

Il n'y eut aucun avis demandé par le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française; et le Conseil n'a livré aucun avis issu de son initiative.

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Question 2

Budgets alloués à la Recherche

<u>Exercice</u>	<u>Traitements</u>	<u>Communications</u>	<u>Services</u>	<u>Total</u>
1993-94	588.4	22.0	164.9	775.3

Question 3

Liste des études effectuées par et pour le Conseil de la langue française en 1993-1994

1) L'assimilation linguistique : mesure et évolution 1971-1986 par Charles Castonguay de l'université d'Ottawa. Données intégrées à la réflexion du Conseil sur les rapports entre l'évolution démographique, l'immigration et la politique linguistique. Le rapport sera publié en 1994-1995.

2) L'avenir démolinguistique du Québec et de ses régions 1986-2021 par Marc Termote de l'INRS-Urbanisation. Données intégrées à la réflexion du Conseil sur les rapports entre l'évolution démographique, l'immigration et la politique linguistique. Le rapport a été publié en 1993-1994.

3) Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones par Daniel Monnier, agent de recherche au Conseil. Données intégrées à la réflexion du Conseil sur les rapports entre l'évolution démographique, l'immigration et la politique linguistique. Le rapport a été publié en 1993-1994.

4) Les jeunes et la langue

Usages et attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en français (4^e et 5^e années du secondaire, 1^{re}, 2^e et 3^e années du collégial) par Uli Locher de l'Université McGill. Le rapport a été publié en 1993-1994.

Usages et attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en anglais (4^e et 5^e années du secondaire, 1^{re}, 2^e et 3^e années du collégial) par Uli Locher de l'Université McGill. Le rapport sera publié avec le ministère du Patrimoine canadien en 1994-1995.

5) Contextes de la politique linguistique québécoise : analyses juridique, démographique, économique et culturelle. Textes présentés à l'occasion d'un séminaire du Conseil de la langue française les 12-14 novembre 1992. Marc Levine, José Woehrling, Marc Termote, Pierre-André Julien, Samir Bili, Uli Locher. Document publié en 1993-1994.

6) Le contrôle de l'économie du Québec en 1991 selon le groupe d'appartenance linguistique. François Vaillancourt. Projet conjoint SPL, OLF, CLF. Document publié par l'OLF en 1993-1994.

7) Projet DIEPE: Comparaison Internationale des performances écrites et des conditions d'enseignement chez les élèves âgés de 13 ans (Communauté française de Belgique, France, Nouveau-Brunswick et Québec). Collaboration : Secrétariat à la politique linguistique, ministère de l'Éducation, CLF et équipes nationales des autres pays.

Cette année la cueillette des données, leur validation et le début de l'analyse ont été réalisés par l'équipe internationale. La rédaction des rapports et leur publication sont prévues en 1994-1995. (Travail en cours de réalisation)

8) Fascicule thématique d'indicateurs sur l'usage du français, langue de travail. Collaboration Secrétariat à la politique linguistique, Office de la langue française et Conseil de la langue française. (Travail en cours de réalisation)

Réalisation d'indicateurs de situation et de programme (une soixantaine) et analyse dynamique de l'évolution de la situation. La publication du fascicule se fera en 1994-1995. (Travail en cours de réalisation)

9) Le français, langue de travail en 1993. Analyse de groupes d'entrevues et de l'enquête menée en 1993 auprès de 2 500 travailleurs francophones du secteur privé montréalais par Paul Béland, agent de recherche au Conseil. La publication du rapport aura lieu en 1994-1995. (Travail en cours de réalisation)

10) Préparation d'un séminaire sur le thème : Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour la langue française. Le séminaire est organisé à l'appel du Conseil de la langue française du Québec, du Conseil supérieur de la langue française en France, de la Délégation générale à la langue française et du Conseil supérieur de la Communauté française de Belgique. Il doit se tenir en octobre 1994 et des actes seront publiés. (Travail en cours de réalisation)

B - OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

B. Office de la langue française:

1. Ventilation des subventions accordées aux syndicats dans le cadre de la francisation des entreprises pour 1993-94 et prévisions pour 1994-95.
2. Statistiques concernant l'état de la francisation des entreprises au Québec au 31 mars 1994.
3. Liste des organismes reconnus par l'OLF en vertu de l'article 29.1 de la Charte; et quelles sont les mesures requises d'eux afin que leurs services soient disponibles en français?
4. Nombre de plaintes ou de demandes déposées à l'Office en vertu de l'Article 46 de la Charte (exigence du bilinguisme) pour 1993-94.
 - statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
5. Bilan au 31 mars 1994 du programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises; ventilation des crédits accordés, nombre de programmes acceptés, liste des entreprises ayant profité du programme.
6. Statistiques concernant le nombre de plaintes, le nombre d'enquêtes et le nombre de dossiers transmis au procureur-général, nombre de mises en demeure et le nombre de poursuites intentées par le procureur-général du Québec.
7. Répartition des demandes d'enquêtes et des enquêtes par région et par dispositions correspondantes de la Charte de la langue française.
8. Tableau expliquant les motifs de fermeture des dossiers pour l'année 1993-94 tel qu'on pouvait le trouver dans les rapports annuels précédant celui de 1988-89 (situation corrigée, demandes jugées non fondées, demandes jugées irrévocables, consolidation, autres articles).
9. Statistiques concernant la charge de travail des commissaires-enquêteurs pour 1993-94.

QUESTION 1

**VENTILATION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX SYNDICATS DANS LE
CADRE DE LA FRANCISATION DES ENTREPRISES POUR 1993-1994
ET LES PRÉVISIONS POUR 1994-1995**

Subventions aux centrales syndicales

Géré par l'Office depuis 1985-1986, ce programme de 250 000 \$ vise à encourager et à subventionner des projets de francisation réalisés par les trois centrales syndicales suivantes :

- la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) reçoit 150 000 \$;
- la Centrale des syndicats nationaux (CSN) reçoit 62 500 \$;
- la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) reçoit 37 500 \$.

Objectifs 1994-1995 :

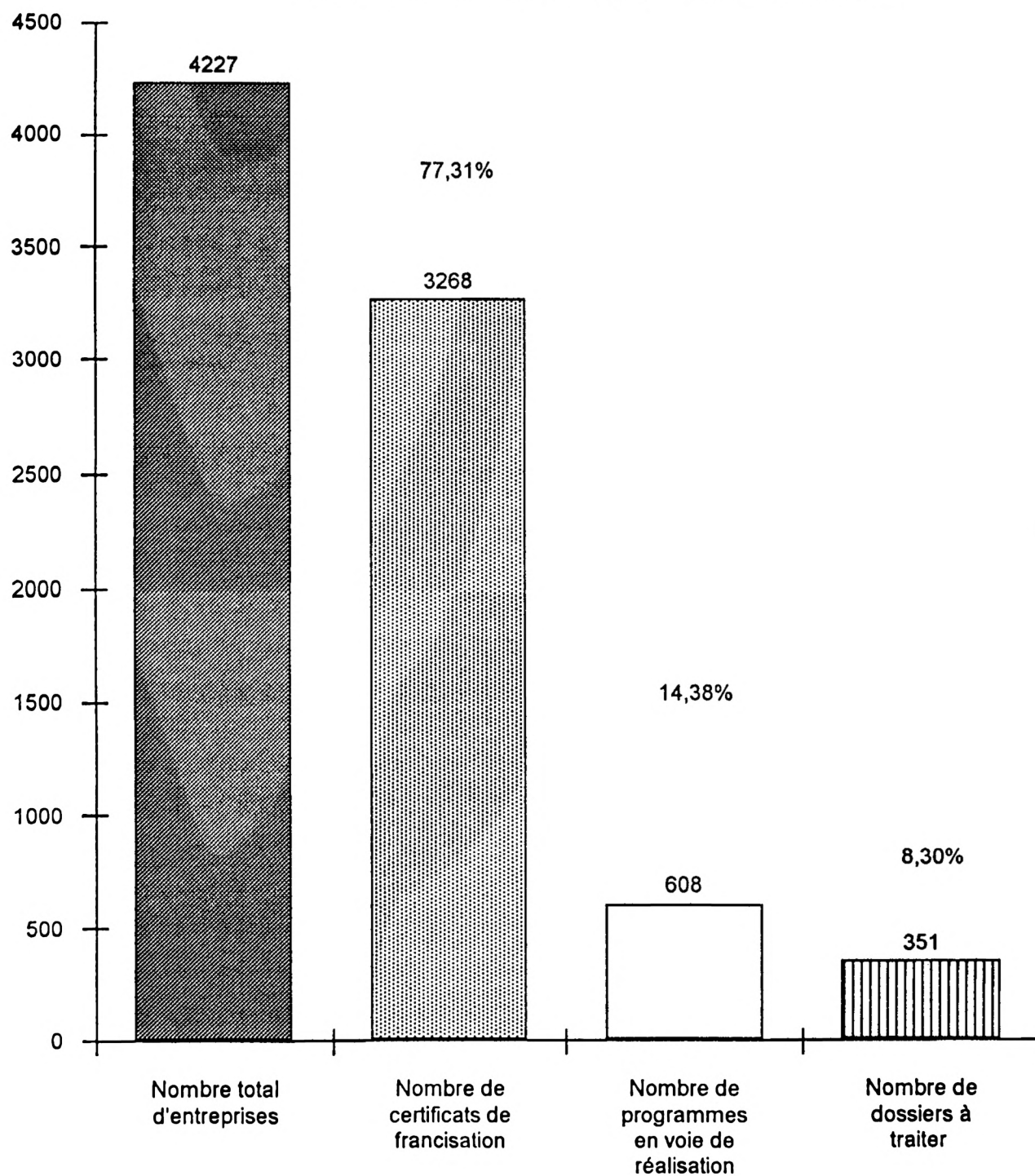
- Reconduire le programme de subventions aux centrales selon les mêmes montants d'argent et la même ventilation qu'en 1993-1994.
- Offrir le soutien technique dans les projets de promotion du français réalisés par les centrales.
- Collaborer activement à l'organisation et à la tenue de rencontres et de manifestations diverses favorisant la promotion du français (séances de formation - Semaine du français au travail).
- En collaboration avec les centrales, faire la mise à jour des membres des comités de francisation pour qu'elles obtiennent l'information nécessaire à la relance de la participation des travailleurs au sein des comités.

QUESTION 2

**STATISTIQUES CONCERNANT L'ÉTAT DE LA FRANCISATION DES
ENTREPRISES AU QUÉBEC AU 31 MARS 1994**

Bilan de la certification au 31 mars 1994

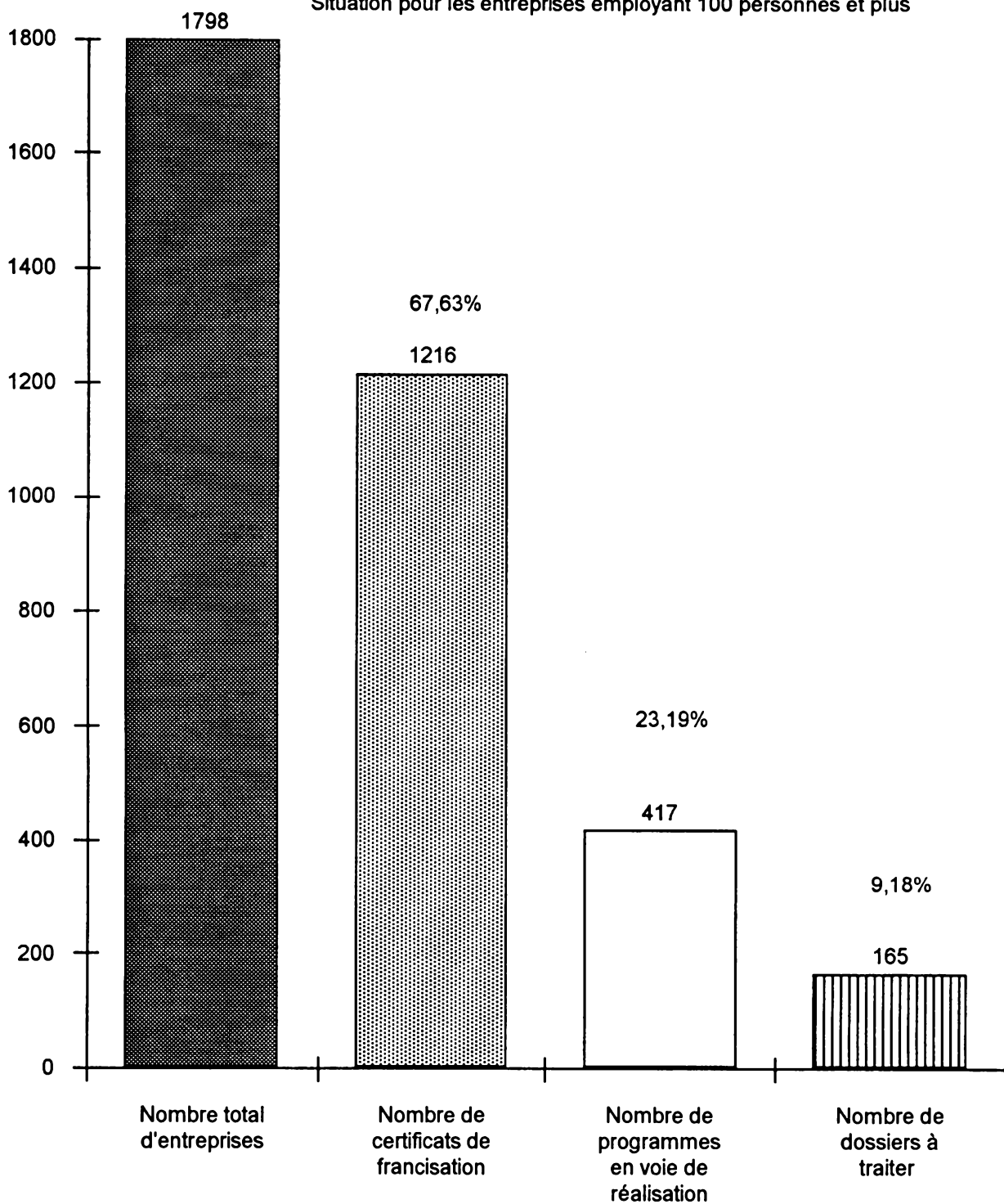
Situation pour les entreprises employant 50 personnes et plus



Nombre de nouveaux dossiers prévus en 1994-1995 = 200

Bilan de la certification au 31 mars 1994

Situation pour les entreprises employant 100 personnes et plus

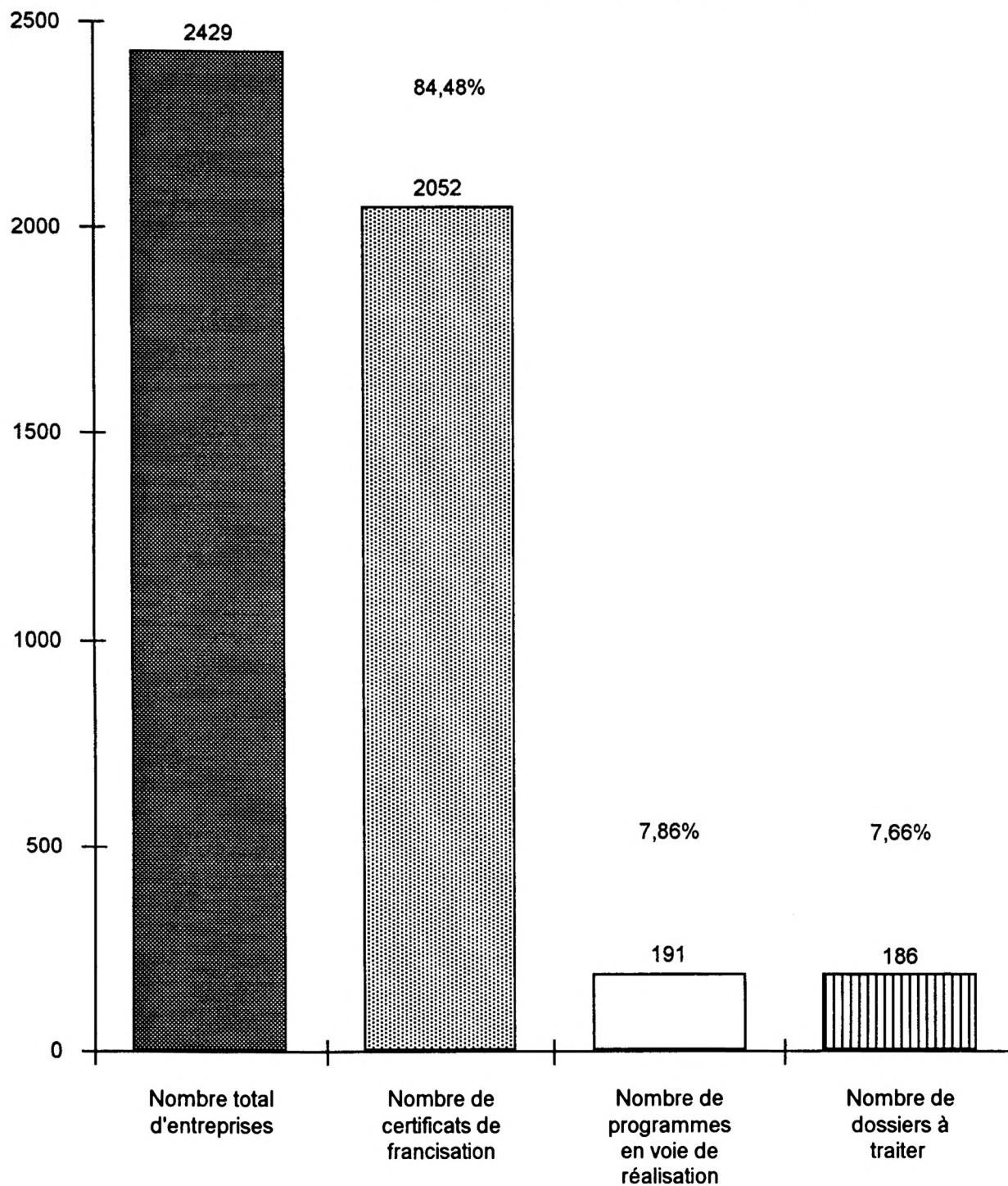


Le suivi des 582 programmes de francisation ou dossiers à traiter (32,4 %) devrait s'effectuer graduellement selon un échéancier particulier à chaque entreprise.

Nombre de nouveaux dossiers prévus en 1994-1995 = 50

Bilan de la certification au 31 mars 1994

Situation pour les entreprises employant de 50 à 99 personnes



Le suivi des 377 programmes de francisation ou dossiers à traiter (15,52 %) devrait s'effectuer graduellement selon un échéancier particulier à chaque entreprise.

Nombre de nouveaux dossiers prévus en 1994-1995 = 150

QUESTION 3

**LISTES DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU DE L'ARTICLE 29.1
ET MESURES REQUISES DE CES ORGANISMES AFIN QUE LEURS SERVICES
SOIENT DISPONIBLES EN FRANÇAIS**

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 1

SECTEUR : SCOLAIRE

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
COMMISSION SCOLAIRE LAURENTIAN	- -	90-10-26	61
COMMISSION SCOLAIRE LAURENVAL	92-03-13	90-10-26	63
COMMISSION SCOLAIRE PROTESTANTE DE CHÂTEAUGUAY VALLEY	88-05-06	92-09-25	62
COMMISSION SCOLAIRE PROTESTANTE DISTRICT DE BEDFORD	88-11-18	87-12-18	62
LA COMMISSION DES ÉCOLES PROTESTANTES DU GRAND MONTRÉAL	- -	90-08-17	63
LA COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC	- -	90-03-30	07
LA COMMISSION SCOLAIRE DE LAKESHORE	89-12-15	89-12-15	63
LA COMMISSION SCOLAIRE DE SAGUENAY	- -	90-03-02	02
LA COMMISSION SCOLAIRE DISSIDENTE PROTESTANTE LAURENTIENNE	93-05-28	87-06-12	61
LA COMMISSION SCOLAIRE DISSIDENTE PROTESTANTE DE BAIE-COMEAU	84-12-20	84-12-20	09
LA COMMISSION SCOLAIRE DISSIDENTE CATHOLIQUE DE PORTAGE-DU-FORT	80-09-19	86-11-14	07
LA COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL	- -	92-04-24	09
LA COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS	- -	92-08-21	05
LA COMMISSION SCOLAIRE GASPÉSIA- LES ÎLES	- -	- -	01
LA COMMISSION SCOLAIRE GREATER QUÉBEC	- -	90-03-02	03

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 2

SECTEUR : SCOLAIRE

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
LA COMMISSION SCOLAIRE PROTESTAN- TE DE GREATER SEVEN ISLANDS	- -	90-03-02	09
LA COMMISSION SCOLAIRE PROTESTANTE SAINT-AURICE	- -	90-03-02	04
LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE EASTERN QUÉBEC	- -	90-03-02	03
LA COMMISSION SCOLAIRE SOUTH SHORE	- -	90-06-15	62
SOUS-TOTAL SCOLAIRE	19		
Nombre de conformités approuvées	7		
Nombre d'approbations article 23	18		

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISEDATE: 94-02-08
PAGE: 3

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
CANTON DE STANBRIDGE	92-09-25	91-03-22	06
CANTON D'HAVELOCK	83-05-06	89-08-25	06
CANTON DE ARUNDEL	82-11-19	89-10-27	06
CANTON DE BRISTOL	- -	- -	07
CANTON DE CHICHESTER	91-03-22	91-03-22	07
CANTON DE CLARENDON	93-03-26	91-12-13	07
CANTON DE DUNDÉE	86-03-21	89-08-25	06
CANTON DE ELGIN	83-12-23	90-09-28	06
CANTON DE GORE	82-04-16	92-09-25	06
CANTON DE GRENVILLE	83-12-21	87-06-12	06
CANTON DE HARRINGTON	82-04-16	89-10-27	06
CANTON DE HATLEY	82-07-16	89-09-29	05
CANTON DE HEMMINGFORD	81-11-20	89-08-25	06
CANTON DE HINCHINBROOKE	93-08-27	90-09-28	06
CANTON DE LITCHFIELD	82-09-04	91-03-22	07

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 4

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
CANTON DE LOW	81-08-07	90-09-28	07
CANTON DE NEWPORT	82-10-01	86-11-14	05
CANTON DE STANSTEAD	84-03-02	86-11-28	05
CANTON DE THORNE	90-05-25	86-08-08	07
CANTON DE WENTWORTH	82-06-04	89-08-25	06
CANTON UNIS DE WALTHAM ET BRYSON	89-11-24	86-11-14	07
CANTONS UNIS ALLEYN ET CADWOOD	90-05-25	90-05-25	07
CANTONS UNIS DE LESLIE CLAPHAM ET HUDDERSFIELD	83-12-16	89-10-27	07
CANTONS UNIS DE MULGRAVE-ET-DERRY	89-11-24	89-11-24	07
CANTONS UNIS DE SHEEN, ESHER, ABERDEEN ET MALAKOFF	90-05-25	87-10-23	07
CITÉ DE CÔTE-SAINT-LUC	- -	92-02-07	06
CITÉ DE DORVAL	- -	89-12-15	06
LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE NORTH-HATLEY	89-09-29	89-09-29	05
MUNICIPALITÉ D'OGDEN	82-01-15	87-10-23	05
MUNICIPALITÉ D'ULVERTON	84-07-30	84-10-18	04

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS	83-07-22	89-09-29	07
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GEORGES-DE-CLARENCEVILLE	92-08-21	92-08-21	06
MUNICIPALITÉ DE BLANC-SABLON	91-05-24	91-05-24	09
MUNICIPALITÉ DE BOLTON-EST	82-12-03	89-09-29	06
MUNICIPALITÉ DE BOLTON-ouest	83-05-06	86-11-14	06
MUNICIPALITÉ DE BONNE-ESPÉRANCE	91-05-24	91-05-24	09
MUNICIPALITÉ DE BURY	85-09-06	85-09-06	05
MUNICIPALITÉ DE CHELSEA	83-11-18	87-10-02	07
MUNICIPALITÉ DE ESCUMINAC	81-07-07	90-09-28	01
MUNICIPALITÉ DE GRANDE-CASCAPÉDIA	84-06-18	84-10-21	01
MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE	- -	85-12-06	01
MUNICIPALITÉ DE KAZABAZUA	91-03-22	91-03-22	07
MUNICIPALITÉ DE LA CÔTE-NORD DU GOLFE SAINT-LAURENT	- -	- -	09
MUNICIPALITÉ DE LA PARTIE EST DU CANTON DE L'ISLE-AUX-ALLUMETTES	90-11-30	90-11-30	07
MUNICIPALITÉ DE LA PARTIE ouest DU CANTON DE HATLEY	83-04-08	90-03-02	05

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
MUNICIPALITÉ DE LA PARTIE SUD-EST DU CANTON DE RISTIGOUCHE	83-12-02	86-12-12	01
MUNICIPALITÉ DE MAYO	84-10-18	84-10-18	07
MUNICIPALITÉ DE MILLE-ISLES	84-03-02	89-08-25	06
MUNICIPALITÉ DE MORIN HEIGHTS	- -	87-10-02	06
MUNICIPALITÉ DE NEW CARLISLE	84-06-18	87-10-02	01
MUNICIPALITÉ DE NOYAN	83-03-04	87-06-12	06
MUNICIPALITÉ DE PONTIAC	83-04-22	87-10-02	07
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JULES	82-10-15	87-06-12	01
MUNICIPALITÉ DE SHIGAWAKE	86-08-09	85-12-09	01
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE POTTON	92-03-27	91-03-22	06
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SUTTON	93-01-22	91-02-22	06
MUNICIPALITÉ DU LAC-TREMBLANT- NORD	84-03-02	86-11-14	06
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE D'AYER'S CLIFF	91-03-22	89-12-15	05
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE D'HATLEY	90-03-16	86-11-28	05
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE PORTAGE-DU-FORT	82-09-04	90-11-30	07

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Régior
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE CAMPBELL'S BAY	83-04-22	91-04-26	07
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SHAWVILLE	- -	- -	07
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE BRYSON	83-03-04	90-08-17	07
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE CHAPEAU	91-03-22	89-10-27	07
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PONTIAC	82-08-06	90-08-17	07
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE BRYSON	89-11-24	89-11-24	07
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE POINTE-CLAIRE	83-12-21	90-11-30	06
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LENNOXVILLE	88-12-16	88-12-16	05
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE WESTMOUNT	92-02-21	90-12-13	06
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE GREENFIELD PARK	80-11-07	89-12-15	06
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION D'OTTERBURN PARK	86-04-18	89-05-26	06
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE HEMMINGFORD	83-03-04	89-08-25	06
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE PINCOURT	89-12-15	89-12-15	06
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE ROSEMÈRE	83-03-04	- -	06
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE CAMPBELL'S BAY	82-04-16	90-05-25	07

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISEDATE: 94-02-08
PAGE: 8

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE SHAWVILLE	- -	- -	07
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LAC-BROME	90-06-15	90-06-15	06
PAROISSE DE TRÈS-SAINT-SACREMENT	80-08-15	86-11-14	06
RÉGIE INTER. DES BIBLIOTHÈQUES PIERREFONDS-DOLLARD-DES-ORMEAUX	87-12-18	87-12-18	06
RÉGIE INTER. PROTECTION INCENDIES NORTH-HATLEY ET CANTON DE HATLEY	90-08-17	90-08-17	05
VILLAGE DE BROME	82-07-07	86-11-28	06
VILLAGE DE L'ÎLE-D'ENTRÉE	- -	- -	01
VILLAGE DE MELBOURNE	83-11-18	86-11-14	05
VILLAGE DE MÉTIS-SUR-MER	- -	91-03-22	01
VILLAGE DE SENNEVILLE	82-07-07	89-10-27	06
VILLE D'HUDSON	- -	91-02-22	06
VILLE D'OTTERBURN PARK	82-04-16	89-06-16	06
VILLE DE BAIE-D'URFÉ	- -	86-11-14	06
VILLE DE BARKMERE	81-09-18	89-10-27	06
VILLE DE BEACONSFIELD	- -	- -	06

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 9

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	- -	91-04-26	06
VILLE DE GREENFIELD PARK	- -	86-11-28	06
VILLE DE HAMPSTEAD	- -	- -	06
VILLE DE KIRKLAND	- -	90-12-13	06
VILLE DE L'ÎLE CADIEUX	81-08-07	86-11-28	06
VILLE DE L'ÎLE-DORVAL	82-04-02	87-12-18	06
VILLE DE LAC-BROME	- -	90-11-30	06
VILLE DE LENNOXVILLE	- -	88-03-25	05
VILLE DE MONT-ROYAL	- -	- -	06
VILLE DE MONTRÉAL-ouest	- -	90-08-17	06
VILLE DE PIERREFONDS	91-03-22	89-09-29	06
VILLE DE PINCOURT	89-10-27	89-06-16	06
VILLE DE POINTE-CLAIRE	- -	90-12-13	06
VILLE DE ROCK ISLAND	82-02-05	86-11-14	05
VILLE DE ROSEMÈRE	86-04-04	- -	06

FOA016

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08
PAGE: 10

SECTEUR : MUNICIPAL

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
VILLE DE ROXBORO	- -	92-06-12	06
VILLE DE SUTTON	83-10-21	86-10-03	06
VILLE DE WESTMOUNT	- -	90-09-28	06
SOUS-TOTAL MUNICIPAL	108		
Nombre de conformités approuvées	84		
Nombre d'approbations article 23	98		

SECTEUR : SANTÉ

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
ASSOCIATION MONTRÉLAISE POUR LES AVEUGLES	84-03-02	89-01-27	6a
CENTRE D'ACCUEIL SAINTE-AUGUSTINE INC.	82-10-01	86-11-14	6a
CENTRE D'ACCUEIL CHOMEDEY	92-09-25	92-09-25	6a
CENTRE D'ACCUEIL DE LA GRANDE LIGNE INC.	82-11-05	86-06-27	6c
CENTRE D'ACCUEIL DENIS-BENJAMIN VIGER	86-10-03	86-10-03	6a
CENTRE D'ACCUEIL DIXVILLE INC.	83-12-16	88-10-07	05
CENTRE D'ACCUEIL FATHER DOWD	83-05-20	88-11-18	6a
CENTRE D'ACCUEIL GERMAIN	81-06-05	88-11-18	6a
CENTRE D'ACCUEIL HENRI-BRADET	90-05-25	90-05-25	6a
CENTRE D'ACCUEIL HÉRITAGE INC.	90-03-30	89-11-24	6a
CENTRE D'ACCUEIL HORIZONS DE LA JEUNESSE	88-10-07	88-10-07	6a
CENTRE D'ACCUEIL JUIF	82-11-05	86-11-28	6a
CENTRE D'ACCUEIL MIRIAM	92-03-13	89-10-27	6a
CENTRE D'ACCUEIL PONTIAC	82-02-19	87-06-12	07
CENTRE D'ACCUEIL ST-MARGARET	89-05-26	89-05-26	6a

SECTEUR : SANTÉ

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
CENTRE D'ACCUEIL ST. BRIGID	83-10-21	89-03-31	03
CENTRE DE JEUNESSE MONT ST-PATRICK INC.	82-06-18	91-05-24	6a
CENTRE DE PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE VILLE MARIE	83-11-21	88-03-25	6a
CENTRE DE RÉADAPTATION CONSTANCE LETHBRIDGE	83-08-05	87-06-12	6a
CENTRE DE RÉADAPTATION DE L'OUEST DE L'ILE	89-08-25	89-02-24	06
CENTRE DE SANTÉ DE LA BASSE CÔTE-NORD	83-10-21	- -	09
CENTRE HOSPITALIER GATINEAU MEMORIAL	87-06-12	87-06-12	07
CENTRE HOSPITALIER BUSSEY (QUÉBEC) INC.	82-07-07	87-06-12	6a
CENTRE HOSPITALIER BAYVIEW INC.	81-03-06	86-10-03	6a
CENTRE HOSPITALIER DE SHERBROOKE	90-01-26	90-01-26	05
CENTRE HOSPITALIER DE ST.MARY	91-01-18	90-03-16	6a
CENTRE HOSPITALIER DOUGLAS	92-02-21	91-05-24	6a
CENTRE HOSPITALIER ET D'ACCUEIL HEATHER INC.	90-03-02	90-01-26	06
CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAIMONIDES	89-03-31	89-04-28	6a
CENTRE HOSPITALIER JUIF DE L'ESPÉRANCE	89-09-29	89-03-31	06

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 13

SECTEUR : SANTÉ

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
CENTRE HOSPITALIER THORACIQUE DE MONTRÉAL	82-12-03	87-10-02	6a
CENTRE MACKAY	89-12-15	89-12-15	6a
CENTRES DE JEUNESSE SHAWBRIDGE	90-11-30	87-06-12	6a
CHÂTEAU SUR LE LAC STE-GENEVIÈVE INC.	90-08-17	90-08-17	6a
CLSC CÔTE-DES-NEIGES	80-11-07	87-12-18	6a
CLSC LAC-SAINT-LOUIS	88-09-09	88-09-09	6a
CLSC MÉTRO	81-11-18	87-12-18	6a
CLSC NDG/MONTRÉAL-OUEST	92-03-13	92-02-07	6a
CLSC PARC EXTENSION	91-10-11	91-10-11	6a
FOYER CONNAUGHT	91-06-20	91-06-20	05
FOYER GRACE CHRISTIAN	91-06-20	91-06-20	05
FOYER RÉGAL	80-08-15	88-10-07	6c
FOYER SAINT-PAUL-DE-BURY INC.	82-09-17	90-08-17	05
FOYER WALES	82-02-05	88-10-07	05
HAVRE-JEUNESSE	83-05-06	88-10-07	6a

SECTEUR : SANTÉ

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Régior
HÔPITAL CATHERINE BOOTH DE L'ARMÉE DU SALUT	89-08-25	89-01-27	6a
HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL	86-12-12	86-12-12	6a
HÔPITAL DE CONVALESCENTS JULIUS RICHARDSON INC.	90-05-25	90-05-25	6a
HÔPITAL DE MONTRÉAL POUR ENFANTS	89-08-25	89-08-25	6a
HÔPITAL DES CONVALESCENTS DE MONTRÉAL INC.	89-02-24	87-10-23	6a
HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL	91-12-13	91-02-22	6a
HÔPITAL GÉNÉRAL DU LAKESHORE	92-08-21	91-08-16	6a
HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS	91-08-16	88-09-09	6a
HÔPITAL GRACE DART	82-02-19	90-01-26	6a
HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION	88-11-18	89-01-27	06
HÔPITAL MONT-SINAÏ	82-10-15	91-10-11	6a
HÔPITAL NEUROLOGIQUE DE MONTRÉAL	92-08-21	90-03-30	6a
HÔPITAL REDDY MEMORIAL	90-06-15	90-06-15	6a
HÔPITAL REINE ELIZABETH DE MONTRÉAL	91-11-08	90-11-30	6a
HÔPITAL ROYAL-VICTORIA	83-05-06	88-06-03	6a

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 15

SECTEUR : SANTÉ

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
HÔPITAL SANTA CABRINI	83-05-06	86-06-27	6a
INSTITUT CANADIEN-POLONAIS DU BIEN-ÊTRE	83-03-04	89-03-31	06
L'ASILE DES DAMES PROTESTANTES DE QUÉBEC	82-08-06	89-03-31	03
L'HÔPITAL COMMUNAUTAIRE DU PONTIAC INC.	87-10-23	87-10-02	07
L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE LACHINE	92-11-27	90-03-30	6a
L'HÔPITAL SHRINERS POUR L'ENFANT INFIRME (QUÉBEC) INC.	90-06-15	86-11-28	6a
LA RÉSIDENCE PATRICIAN INC.	83-03-18	88-03-11	6c
LE CENTRE BUTTERS-SAVOY INC.	81-08-07	88-02-26	6c
LE CENTRE DE SOINS PROLONGES DE MONTRÉAL	88-03-11	88-02-26	6a
LES FOYERS PRESBYTÉRIENS DE ST-ANDREW INC.	81-06-19	87-06-12	6a
LES PROMOTIONS SOCIALES TAYLOR-THIBODEAU	90-05-25	90-05-25	6a
LES SERVICES SOCIAUX JUIFS À LA FAMILLE DE MONTRÉAL	82-02-05	88-01-29	6a
MAISON DE SANTÉ ROXBORO	81-05-01	89-10-27	6a
MAISON DE SANTÉ WOODLAWN ENR.	90-05-25	90-05-25	6a
MAISON ÉLIZABETH	83-07-22	90-10-26	6a

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 16

SECTEUR : SANTÉ

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Régior
MANOIR BEACONSFIELD	90-10-26	90-03-30	6a
MANOIR PIERREFONDS INC.	89-11-24	89-11-24	6a
MANOIR SAINT-JOSEPH	87-10-02	87-06-12	07
PAVILLON FOSTER	81-07-03	87-10-02	6c
RÉSIDENCE ANCESTRALE	81-02-20	89-12-15	6c
RÉSIDENCE DE LACHUTE	85-04-06	90-03-02	6b
RÉSIDENCE DE VERDUN INC.	82-06-04	86-12-12	6a
RÉSIDENCE DU PARC	88-11-18	88-11-18	06
RÉSIDENCE GRACE CHURCH	81-02-20	86-11-14	6a
RÉSIDENCE GRIFFITH-MCCONNELL	- -	- -	6a
RÉSIDENCE MOFFAT	81-11-06	89-04-28	6a
RÉSIDENCE NESBITT	83-07-08	88-10-07	6c
RÉSIDENCE ROLLING HILLS INC.	89-11-24	89-11-24	05
VILLA MONT-ROYAL	91-12-13	89-09-29	6a
VILLA STE-GENEVIÈVE (1986) INC.	90-06-15	90-06-15	6a

FOA016

LISTE DES ORGANISMES RECONNUS EN VERTU
DE L'ARTICLE 113F DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DATE: 94-02-08

PAGE: 17

SECTEUR : SANTÉ

Nom de l'organisme	Conformité	Plan de service approuvé (Article 23)	Région
SOUS-TOTAL SANTÉ	90		
Nombre de conformités approuvées	89		
Nombre d'approbations article 23	88		

*** TOTAL ORGANISMES RECONNUS:	217	
*** TOTAL CONFORMITÉS APPROUVÉES:		180
*** TOTAL APPROBATIONS ART. 23:		204



Gouvernement du Québec
Office de la
langue française

LA DISPONIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC
EN FRANÇAIS

Guide d'analyse préparé par la
Direction de la francisation

Juillet 1989



LA DISPONIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC EN FRANÇAIS

COMMENT L'ÉTABLIR ?

1. Identifier vos services au public et désigner les postes qui doivent les assurer.

Exemples :
 - . l'accueil des visiteurs
 - . la salle d'urgence d'un hôpital
 - . le poste de police d'une ville
 - . la direction d'une école

2. Établir les habiletés en français nécessaires pour occuper les postes désignés.

Exemples :
 - . pouvoir parler couramment
 - . pouvoir rédiger des rapports administratifs

3. Évaluer ou faire évaluer les compétences en français des personnes occupant les postes désignés.

Par les critères de compétence en français;
et, au besoin,
par un examen de français de l'Office ou approuvé par l'Office

4. Élaborer des mesures spécifiques permettant d'assurer vos services en français.

Exemples :
 - . des cours de français
 - . l'organisation du travail
 - . une politique de dotation
 - . des directives au personnel
 - . des avis au public
 - . des contrôles périodiques

5. Retourner à l'Office la grille d'analyse des services et des postes désignés la liste des mesures spécifiques ainsi que l'entente avec l'Office sur l'examen de français.

Tel que prévu à l'article 23 de la Charte de la langue française, l'Office doit approuver ces mesures.



LA DISPONIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC EN FRANÇAIS

DANS VOTRE ORGANISME

	<u>Documents à conserver</u>	<u>Documents à retourner</u>
■ Comment l'établir	X	
■ Critères de compétence en français	X	
■ Sources à consulter	X	
■ Grille d'analyse des services et des postes désignés : document de travail	X	
original		X
■ L'examen de français	X	
■ Entente entre l'Office et l'organisme sur l'examen de français		X
■ Mesures d'accès aux services en français		X



L'EXAMEN DE FRANÇAIS

La personne qui postule ou occupe un poste désigné et qui ne satisfait à aucun des critères de compétence en français devrait être inscrite le plus tôt possible à un programme d'apprentissage de la langue. Au terme de ce programme, elle devrait passer un examen de français de l'Office ou approuvé par l'Office.

L'EXAMEN DE FRANÇAIS DE L'OFFICE

- les indicateurs de mesure dans chacune des habiletés à examiner sont établis par l'Office;
- les modalités de l'examen sont celles de l'Office;
- l'examen de l'Office est un service gratuit et disponible dès maintenant; la même personne peut s'y présenter plus d'une fois.

L'EXAMEN DE FRANÇAIS APPROUVÉ PAR L'OFFICE

- les indicateurs de mesure sont établis par l'organisme et soumis à l'Office pour y être approuvés;
- les modalités de l'examen sont celles de l'organisme et approuvées par l'Office;
- l'organisme doit avoir recours à un spécialiste pour mettre au point un examen de français, ce qui génère des coûts et des délais.

Dans l'un et l'autre cas, l'organisme exprime ses intentions par une entente signée avec l'Office.



ENTENTE ENTRE L'OFFICE ET L'ORGANISME

SUR L'EXAMEN DE FRANÇAIS

Pour procéder à l'évaluation de la connaissance du français d'une personne qui a des communications régulières avec le public,

Nom de l'organisme

Nom du responsable pour l'organisme (lettres moulées)

1. Choisit de faire appel aux services de l'Office _____
2. Choisit d'élaborer ses propres examens _____
et les soumettra à l'Office le _____

*L'organisme peut changer d'option s'il en fait la demande à l'Office.
Cette entente annule toute entente antérieure, le cas échéant.*

Signature pour l'organisme

Signature pour l'Office

Date _____

Date _____

MESURES D'ACCÈS AUX SERVICES EN FRANÇAIS

Ville de _____

NOM DE L'ORGANISME

présente à l'Office les mesures qu'il a déjà prises ou qu'il entend prendre pour assurer ses services au public en français.

Organigramme joint oui
(si disponible)

Mesures

Échéances

La ville de _____ est une municipalité gérée par la Loi sur les cités et villes.

Sa population est à majorité anglophone 75% A 25% F

- 1- Cours de français offerts aux employés dans le but d'améliorer le français parlé et écrit. Les cours et frais didactiques sont remboursés à 100% sur preuve de réussite.
- 2- Les titulaires actuels de tous les postes désignés satisfont aux critères d'habiletés en français selon les postes désignés à l'exception de quelques employés qui bénéficient de l'article 130.
- 3- La connaissance de la langue officielle est un critère d'exigence à l'embauche, à la promotion et à la mutation. Ainsi tous les employés de la ville ont été désignés au plan d'accès.

Signature du responsable pour l'organisme

Date

90-11-21

GRILLE D'ANALYSE DES SERVICES ET DES POSTES DESIGNÉS **

C
S

VILLE DE
de l'organisme
Service du Greffe
lé administrative ou service désigné
(s'il y a lieu)

	Temps plein	Temps partiel	Total
Nombre total de postes	4	0	4
Nombre de postes désignés	4	0	4

Catégories de postes désignés	Nombre de postes désignés par catégorie	Habiletés en français nécessaires pour occuper les postes désignés				Nombre de personnes	
		Parler				qui satisfont à l'un des critères de com- pétence en français selon les postes désignés *	qui ne satisfont à aucun des critères de compétence en français *
		Comprendre		Lire			
					Écrire		
Greffier municipal	1	x	x	x	x	1	0
Greffier adjoint	1	x	x	x	x	1	0
Archiviste	1	x	x	x	x	1	0
Commis III	1	x	x	x	x	1	0

Voir la liste des critères de compétence en français

** Postes désignés : en contact avec le public

Question 4

**STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS
ET TABLEAU DES RÉSULTATS**

NOMBRE DE PLAINTES ET DÉCISIONS
EN VERTU DE L'ARTICLE 46
DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Période du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1994

Dossiers en attente au début de la période :	4
Dossiers inscrits pendant la période :	20
	<hr/>
	24

Dossiers réglés :

- Décision sur le fond :	1
- Désistements :	3
	<hr/>
	4

Les décisions sur le fond : 1

- Anglais nécessaire : 1

Dossiers en attente au 31 mars 1994 :	20
---------------------------------------	----

Question 5

BILAN AU 31 MARS 1994 DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER
À LA PROMOTION DU FRANÇAIS DANS LES ENTREPRISES;
VENTILATION DES CRÉDITS ACCORDÉS, NOMBRE DE PROJETS
ACCEPTÉS, LISTE DES ENTREPRISES AYANT BÉNÉFICIÉ DU
PROGRAMME

Ce programme vise à susciter des initiatives dans les milieux de travail en vue de promouvoir le français et d'assurer la permanence de la francisation. Il s'agit d'un programme ministériel géré par l'Office de la langue française. En 1993-1994, ce programme en était à sa cinquième année d'existence et était doté d'un budget de 415 000 \$ dont 15 000 \$ pour les frais d'administration.

Ce programme s'adresse aux dirigeants comme aux travailleurs des entreprises, aux comités de francisation, aux associations patronales, syndicales ou professionnelles, ainsi qu'aux associations des communautés culturelles.

Le programme de soutien financier vise en priorité les projets présentés par des entreprises qui emploient moins de cent personnes; ceux qui favorisent l'utilisation du français par les allophones dans les milieux de travail; ceux qui ont des retombées sectorielles ou sur un grand nombre de travailleurs dans le cas de projets provenant des grandes entreprises; ceux qui favorisent l'utilisation du français dans le domaine des technologies de pointe; ceux, enfin, qui sont soumis conjointement par des représentants de travailleurs et des dirigeants d'entreprises.

109 projets provenant de 53 entreprises, 22 associations et 8 organismes ont été soumis dans le cadre du programme au cours de l'exercice 1993-1994. De ces projets, 32 ont pu être subventionnés. Les subventions sont versées sur deux exercices financiers - 70 % sont versés dès la première année et 30 %, dans la seconde, selon l'état de réalisation des travaux.

Voici la liste des projets retenus :

	Subvention totale	1993-1994 70 %
1. Association canadienne du ciment Portland	3 000 \$	2 100 \$

	Subvention totale	1993-1994 70 %
2. Association des manufac- turiers de maçonnerie de de béton inc.	4 000 \$	2 800 \$
3. Automobile et Touring Club du Québec	20 000	14 000
4. Centre de recherche en dia- gnostic médical informa- tisé	20 000	14 000
5. Chambre de commerce de Gaspé	10 000	7 000
6. Chambre de commerce Sorel-Tracy métropolitain	10 000	7 000
7. Circuits Astro	15 000	10 500
8. Coen Canada inc.	8 000	5 600
9. Commission de la cons- truction du Québec	22 500	15 750
10. Confédération des syndi- cats nationaux	18 000	12 600
11. Conseil canadien du com- merce et emploi dans la sidérurgie	10 000	7 000
12. Construction T.C.L. (1990) inc.	7 500	5 250
13. Corporation des électro- niciens du Québec	15 000	10 500
14. Fédération CJA	10 000	7 000
15. Fédération de l'informa- tique du Québec	5 000	3 500
16. Fédération des travail- leurs et travailleuses du Québec	18 000	12 600
17. G.U.S. Canada inc.	5 000	3 500

18. Groupe intégration travail	10 000 \$	7 000 \$
19. L'architecte Robert Wilson	12 000	8 400
20. Le groupe KTS inc.	10 000	7 000
21. Le groupe Master Ltée	25 000	17 500
22. Les artisans des arts graphiques de Montréal inc.	18 000	12 600
23. Les entreprises Reflet DBM inc.	4 850	3 395
24. Les industries James Maclaren inc.	20 000	14 000
25. Les logiciels Informat inc.	22 000	15 400
26. P.P. Beaudry	17 500	12 250
27. Parlimage inc.	12 000	8 400
28. Recherches Provalis	10 000	7 000
29. Société informatique SAFI inc.	12 000	8 400
30. SR Telecom inc.	18 000	12 600
31. Therapex (division de E-Z-EM Canada inc.)	12 000	8 400
32. Wesco	15 000	10 500
	<u>419 350 \$</u>	<u>293 545 \$</u>

Question 6:

Statistiques concernant le nombre de plaintes, le nombre d'enquêtes et le nombre de dossiers transmis au Procureur général, nombre de mises en demeure et le nombre de poursuites intentées par le Procureur général du Québec.

Réponse:

Le 22 décembre 1993, entrant en vigueur la loi 86 qui modifiait la Charte de la langue française. Cette loi prévoyait la disparition de la Commission de protection de la langue française; les dossiers de la Commission devenaient alors (art. 66) les dossiers de l'Office de la langue française. Ainsi, 84 dossiers ouverts par la Commission de protection de la langue française ont été transférés à l'Office.

Depuis que l'Office de la langue française assume la responsabilité du traitement des plaintes, 421 plaintes ont été reçues. Ces plaintes ont été déposées par 109 requérants, un seul requérant pouvant déposer plusieurs plaintes. De plus, ces 421 plaintes concernent 140 entreprises différentes puisque plusieurs plaintes peuvent viser la même entreprise. Pour le traitement de ces plaintes, l'Office a confié 133 mandats de vérification à 46 intervenants différents soit environ 3 dossiers par intervenant. Ces derniers sont pour la plupart des conseillers en francisation de l'Office.

L'Office de la langue française n'a fait aucune mise en demeure et n'a transmis aucun dossier au Procureur général pour que ce dernier intente des poursuites pénales. La Commission de protection de la langue française avait cependant transmis 28 dossiers au Procureur général pour poursuites pénales. Le Procureur général a décidé d'abandonner les procédures dans ces dossiers. Un nouveau constat s'imposant aux dispositions de la Charte de la langue française, compte tenu des modifications apportées à la Charte par la loi 86.

Question 7:

RÉPARTITION DES ENQUÊTES (MANDATS) PAR RÉGION
ET PAR DISPOSITIFS CORRESPONDANTES DE LA
CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Articles	Régions									
	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09
QF					1		6			
2	1						4			
4							1			
5							7			
15			1					1		
17										
18										
22							3			
23							1			
30.1							1			
41							2			
43							1			
45							1			
51			1	5	2	1	16	1		
52				1			11			
55						1	2			
57				2	1		5			
58					1		45			
59										
63					3		13			
Art. 15 règlement							1			
Art. 17 règlement									1	
Art. 18 règlement							1		1	
TOTAL PAR RÉGION	1	0	2	8	7	2	121	2	2	0
TOTAL	145									

* Certaines enquêtes (mandats) peuvent concerner plus d'un article de loi.

Question 7:

**RÉPARTITION DES DEMANDES D'ENQUÊTES (PLAINTES) PAR RÉGION
ET PAR DISPOSITONS CORRESPONDANTES DE LA
CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Régions										
Articles	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09
QF					1		7			
2	1						5			
4							1			
5							7			
15			1					1		
17									1	
18									1	
22							25			
23							1			
30.1							1			
41							3			
43							1			
45							1			
51			1	7	2	1	18	1		
52				1			12			
55						1	3			
57				2	1		6			
58					3		266	1		
59							1			
63					12		58			
Art. 15 règlement							1			
Art. 18 règlement							1			
TOTAL PAR RÉGION	1	0	2	10	18	2	418	3	2	0
TOTAL	456									

* Certaines demandes d'enquêtes (plaintes) peuvent viser plus d'un article de loi.

Question 8:

Tableau expliquant les motifs de fermeture des dossiers pour l'année 1993-94 tel qu'on pouvait le trouver dans les rapports annuels précédant celui de 1988-89 (situation corrigée, demandes jugées non fondées, demandes jugées irrecevables, consolidation, autres articles).

Réponse:

Les statistiques suivantes concernent uniquement les dossiers fermés par l'Office de la langue française depuis le 22 décembre 1993. Au total, 35 dossiers ont été fermés. De ce nombre, 20 plaintes (soit 57 % des dossiers fermés) ont été jugées non fondées parce que la situation faisant l'objet de la plainte était conforme aux dispositions de la Charte de la langue française ou de ses règlements. Dans treize dossiers (soit 37 % des dossiers fermés), il y a eu correction à la suite de l'intervention d'un représentant de l'Office. Enfin, dans deux dossiers (soit 6 % des dossiers fermés), il y a eu abandon de la plainte (un requérant a décidé de retirer sa plainte et un autre requérant n'a pas répondu à notre demande d'identifier les entreprises présumées contrevenantes).

TRAITEMENT DES PLAINTES
MOTIFS DE FERMETURE

Plainte irrecevable:	Plainte concernant un objet d'infraction ou un présumé contrevenant non couverts par les dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements.
Plainte non fondée:	<p>Plainte concernant une situation jugée conforme aux dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements.</p> <p>La conformité peut être établie prima facie, sans vérification, et elle peut l'être à la suite d'une vérification.</p>
Situation corrigée:	Situation jugée non conforme aux dispositions de la Charte de la langue française ou de ses règlements et qui est corrigée à la suite de l'intervention de l'Office.
Abandon de la plainte:	Le requérant décide de ne pas donner suite à sa plainte soit en demandant à l'Office de retirer cette plainte soit en omettant de répondre à une demande de l'Office pour obtenir des informations sur la situation qu'il dénonce.
Consolidation:	Situation où l'Office a ouvert un nouveau dossier alors qu'il possédait déjà un dossier actif sur le présumé contrevenant. Les deux dossiers doivent alors être consolidés et il y a lieu de fermer le dernier dossier ouvert. Cette situation se produit rarement.
Transmis au Procureur général	Le dossier a été transmis au Procureur général pour intenter des poursuites pénales.

Question 9: Statistiques concernant la charge de travail des commissaires-enquêteurs pour l'année 1993-94

Réponse: Nous n'avons aucune donnée sur la charge de travail des commissaires-enquêteurs jusqu'au 22 décembre 1993. Les commissaires-enquêteurs faisaient partie du personnel de la Commission de protection de la langue française. Ce corps d'emploi n'existe pas à l'Office de la langue française.

Depuis le 22 décembre 1993, les mandats de vérification sont généralement confiés à des conseillers en francisation de l'Office. Ces conseillers ont pour principal mandat la francisation de l'Administration et des entreprises. La fonction de vérification n'est exercée à plein temps par aucun conseiller; ces derniers ont reçu chacun, en moyenne, 3 mandats de vérification. Il est trop tôt pour évaluer la charge de travail que représentera, pour les conseillers, cette nouvelle fonction de vérification.

À la fin de l'exercice financier 1994-95, l'Office de la langue française devrait être en mesure d'évaluer la charge de travail supplémentaire que les mandats de vérification représentent pour les conseillers en francisation.